

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2023/46510]

5 OCTOBRE 2023. — Décret introduisant le Code de la justice communautaire (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Le Code de la justice communautaire - Article premier*

Les dispositions suivantes forment le Code de la justice communautaire en Communauté française ci-après dénommé « le Code » :

« CODE DE LA JUSTICE COMMUNAUTAIRE

Livre I^{er}. — Définitions générales

Article I.1^{er}. - Les définitions suivantes sont applicables à l'ensemble du Code :

1° administration : l'administration de la Communauté française qui a dans ses attributions l'organisation, le fonctionnement et les missions des Maisons de justice, la mise en œuvre et le suivi de la surveillance électronique, l'aide et la prise en charge de toute personne directement concernée par les radicalismes et les extrémismes violents, ainsi que l'agrément et le subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables ;

2° arrondissement : tout arrondissement judiciaire situé dans la région de langue française et l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, limité au territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale ;

3° auteur : personne physique ou morale suspecte, inculpée, prévenue, accusée, condamnée ou internée dans le cadre d'une procédure pénale ;

4° autorité mandante : une instance judiciaire ou administrative habilitée à mandater les services du Gouvernement visés aux articles IV.2 et V.2 pour exécuter la mission prévue par l'article III.2, §1er, 1° ;

5° autres acteurs de la justice : acteurs avec lesquels la Communauté française entre en contact dans le cadre de l'exécution de ses missions et qui ne sont pas une autorité mandante ;

6° concertation de cas : la concertation visée à l'article 458ter du Code pénal ;

7° donnée personnelle : donnée à caractère personnel au sens de l'article 4.1) du RGPD ;

8° enfant : toute personne physique âgée de moins de dix-huit ans ;

9° ETNIC : l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication, organisée par le décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) ;

10° gestionnaire : un membre d'un des services du Gouvernement visés aux articles IV.2, V.2, VI.1^{er} ou d'un partenaire qui est en relation professionnelle avec le justiciable faisant l'objet d'une concertation de cas ;

11° intervention conjointe : mise en œuvre d'interventions au sein desquelles des professionnels échangent et collaborent au sujet de la meilleure manière d'assurer l'accompagnement du justiciable, et ce, dans le respect de leurs cadres méthodologique et déontologique respectifs ;

12° justiciable : le sujet de droit, en contact avec la justice concerné par l'une des missions visées à l'article III.2 §1er, 1° à 3° ou pouvant bénéficier d'au moins une offre de service prévue par le livre VII ;

13° Ministère : le Ministère de la Communauté française ;

14° partenaire : organisme agréé et, le cas échéant, subventionné par le Gouvernement pour offrir au justiciable les missions prévues au titre 4 du livre VII ;

15° participant : un membre d'un des services du Gouvernement visés aux articles IV.2, V.2, VI.1^{er} ou d'un partenaire qui participe à une concertation de cas ;

16° personne directement concernée par les radicalismes et extrémismes violents : personne physique, majeure ou mineure, se situant dans un contexte de radicalisme ou d'extrémisme violents ayant mené à un comportement infractionnel ou pouvant mener à un tel comportement ;

17° proche d'enfant : toute personne apparentée ou non à l'enfant qui peut justifier d'un lien d'affection particulier avec lui ;

18° RGPD : Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement général sur la protection des données) ;

19° représentant permanent : une personne désignée par un service relevant des compétences de la Communauté française afin de participer systématiquement aux concertations de cas ;

20° réseau pertinent et sélectionné : réseau regroupant l'ensemble des services et professionnels qui travaillent dans le domaine des radicalismes et extrémismes violents ou dans le cadre plus global d'actions visant la réinsertion sociale des personnes directement concernées par les radicalismes et extrémismes violents ;

21° services tiers : services qui collaborent à l'exécution des missions de la Communauté française visées à l'article III.2, §1er, 1° à 3°, mais qui ne constituent pas une autorité mandante, ni un autre acteur de la justice, ni un partenaire ;

22° supérieur hiérarchique : un membre d'un service détenant à l'égard du gestionnaire une autorité hiérarchique ou fonctionnelle conformément au règlement de travail applicable ;

23° tiers : toute personne physique ou morale directement intéressée par les missions visées au titre 4 du livre VII et qui ne peut être qualifiée d'auteur, de victime, de proche d'auteur ou de proche d'enfant ;

24° traitement : les opérations et ensembles d'opérations visées à l'article 4.2) du RGPD ;

25° victime : il s'agit :

a) de la personne physique qui a subi un préjudice, y compris à son intégrité physique, mentale, émotionnelle ou une perte matérielle, directement causé par une infraction pénale ou un fait susceptible d'être qualifié comme tel ;

b) des proches de la personne physique visée au a) ;

c) de la personne morale qui a subi un préjudice ou une perte matérielle, directement causé par une infraction pénale ou un fait susceptible d'être qualifié comme tel.

Par proches, on entend les ayants droit de la victime ou toute personne ayant un lien affectif certain avec cette victime ou encore pouvant justifier d'un dommage personnel.

Livre II. — Dispositions générales

TITRE 1^{er}. — *Champ d'application du Code, principes généraux et objectif général*

CHAPITRE 1^{er}. — *Champ d'application du Code*

Article II.1er. - Le présent Code contient les dispositions générales applicables en matière de justice et d'aide aux justiciables qui relèvent de la compétence de la Communauté française.

CHAPITRE 2. — *Principes généraux*

Art. II.2. - Les services du Gouvernement visés aux articles IV.2, V.2 et VI.1^{er} et les partenaires appliquent les principes généraux suivants :

- 1° placer le justiciable au centre des interventions ;
- 2° prendre en compte l'environnement socio-relationnel du justiciable ;
- 3° considérer le justiciable comme ayant ou pouvant acquérir la capacité d'évoluer ;
- 4° prendre en compte les besoins de la victime dans leur globalité ;
- 5° prendre en compte l'intérêt supérieur de l'enfant et favoriser sa participation ;
- 6° travailler selon une approche intersectorielle ;
- 7° s'inscrire dans une approche de justice restauratrice ;
- 8° appliquer une méthodologie de travail spécifique.

CHAPITRE 3. — *Objectif général*

Art. II.3. - L'objectif général poursuivi par les services du Gouvernement visés aux articles IV.2, V.2 et VI.1^{er} et les partenaires est de contribuer à maintenir l'équilibre entre l'intérêt général et l'exercice des droits individuels en intervenant auprès :

- 1° des victimes ;
- 2° des auteurs ou de leurs proches ;
- 3° des proches d'enfant ;
- 4° des tiers ;
- 5° des personnes directement concernées par les radicalismes et extrémismes violents, et ce, de manière ponctuelle ou tout au long de leur parcours judiciaire, à leur demande ou suite à une décision judiciaire.

TITRE 2. — *Déontologie et participation aux concertations de cas*

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions déontologiques générales*

Art. II.4. - §1er. Le Gouvernement fixe les règles de déontologie applicables aux membres du personnel visés aux articles IV.2, V.2 et VI.1^{er} dans le cadre de l'exécution des missions visées à l'article III.2. §1er, 1° à 3°, en tenant compte du fait qu'ils :

- 1° sont tenus d'exécuter l'ensemble des missions dans le respect des objectifs et des principes visés aux articles II.2, II.3, III.1^{er} et III.3 ;
- 2° sont soumis au secret professionnel au sens de l'article 458 du Code pénal ;
- 3° veillent à clarifier leur rôle, le contenu et le cadre de leur intervention auprès des justiciables et des professionnels avec lesquels ils entrent en contact.

§2. Le Gouvernement fixe les règles de déontologie applicables aux membres du personnel visés aux articles IV.2 et V.2 dans le cadre de l'exécution des missions visées à l'article III.2, §1er, 1°, en tenant compte du fait qu'ils transmettent à l'autorité mandante toute information pertinente par rapport au mandat.

L'obligation de secret persiste vis-à-vis de l'autorité mandante pour tout élément dont la révélation n'est pas strictement nécessaire à l'accomplissement des missions.

Art. II.5. - Sans préjudice des règles de déontologie propres à certaines professions, toute personne qui participe à l'exécution du livre VII se conforme aux règles de déontologie arrêtées par le Gouvernement.

Art. II.6. - Tout partenaire qui emploie du personnel prévoit dans son règlement de travail des règles de déontologie qui visent à garantir le respect du principe de neutralité, de l'égalité de traitement, ainsi que du secret professionnel et qui tendent à éviter les situations de conflit d'intérêt.

CHAPITRE 2. — *Concertations de cas*

Art. II.7. - Sans préjudice des dispositions prévues par le décret du 8 juin 2023 organisant la participation des services relevant des compétences de la Communauté française aux cellules de sécurité intégrale locales en matière de radicalisme, d'extrémisme et de terrorisme, les services du Gouvernement visés aux articles IV.2, V.2 et VI.1^{er}, ainsi que les partenaires sont autorisés à participer à une concertation de cas au sens de l'article 458^{ter} du Code pénal.

Art. II.8. - L'invitation à une concertation de cas est adressée au supérieur hiérarchique du gestionnaire, à l'adresse du service directement concerné.

Le supérieur hiérarchique informe le gestionnaire de l'invitation reçue.

Art. II.9. - Sauf urgence motivée, le délai entre l'envoi de l'invitation et la date de la concertation de cas doit être de minimum 14 jours calendriers.

Art. II.10. - L'invitation mentionne à tout le moins :

- 1° l'objectif de la concertation de cas ;
- 2° la date, l'heure et le lieu de la concertation de cas ;
- 3° la personne faisant l'objet de la concertation de cas et pour laquelle un membre du service est invité ;
- 4° les services invités.

Si un des éléments mentionnés à l'alinéa 1^{er} n'est pas repris dans l'invitation, le supérieur hiérarchique demande à l'initiateur de la concertation de cas de le lui transmettre dans les plus brefs délais.

Art. II.11. - §1er. Le rôle du participant est limité à la réalisation de l'objectif de la concertation de cas.

Le participant peut être le gestionnaire, un supérieur hiérarchique également soumis au secret professionnel ou un représentant permanent désigné par le service du gestionnaire. Si le participant appartient à cette dernière catégorie, le gestionnaire peut lui communiquer, en vue de la concertation de cas, les informations nécessaires, sans violation de son secret professionnel ou de son obligation de confidentialité. En raison de cet échange d'informations, le participant est soumis à la même réglementation et aux mêmes règles déontologiques que le gestionnaire qui fournit les informations, à savoir les dispositions applicables en matière de protection des données, de devoir de discrétion et de secret professionnel.

Le Gouvernement détermine les modalités de désignation des membres des services du Gouvernement visés aux articles IV.2, V.2 et VI.1^{er} autorisés à participer à une concertation de cas.

§2. La personne visée au paragraphe 1^{er} amenée à participer à une concertation de cas y participe volontairement. Elle évalue l'opportunité de sa participation à une concertation de cas, qui doit être nécessaire et proportionnée à l'objectif de cette dernière. Elle peut être accompagnée, dans l'évaluation de l'opportunité de sa participation, par un supérieur hiérarchique ou par une personne habilitée à cet effet par son service. Le Gouvernement peut fixer les modalités de cet accompagnement pour les membres des services du Gouvernement visés aux articles IV.2, V.2 et VI.1^{er}.

§ 3. Si le membre d'un service amené à participer à une concertation de cas n'y participe pas :

1°le supérieur hiérarchique en informe l'initiateur de la concertation de cas ;

2°un rapport reprenant les éléments explicatifs de la non-participation est conservé de manière confidentielle au sein du service.

Art. II.12. - Lorsque la personne faisant l'objet de la concertation de cas est un enfant, la personne visée à l'article II.11, §1^{er}, apprécie sa participation à la lumière de l'intérêt supérieur dudit enfant.

Art. II.13. - §1^{er}. Le participant ne peut partager des informations pendant une concertation de cas que dans la mesure où ces informations sont pertinentes et proportionnelles à l'objectif poursuivi par ladite concertation.

Le participant est libre de déterminer s'il partage des informations et quelles sont les informations qu'il partage lors d'une concertation de cas, en fonction de l'objectif de celle-ci.

Le participant peut s'entretenir avec un supérieur hiérarchique ou une personne habilitée à cet effet par son service afin de définir les éléments qui pourront être partagés ou non lors de la concertation de cas, sans préjudice de la possibilité pour le participant d'apprécier la nécessité ou non d'apporter davantage d'informations au cours de la concertation. Le Gouvernement peut déterminer les modalités de cet entretien pour les membres des services du Gouvernement visés aux articles IV.2, V.2 et VI.1^{er}.

§2. Dans le cadre du paragraphe 1^{er}, le participant respecte les règles de confidentialité qui s'appliquent en vertu de la réglementation en vigueur en matière de protection des données personnelles et du Code.

Art. II.14. - §1^{er}. Conformément aux prescriptions qui lui sont applicables le cas échéant, le gestionnaire prépare la concertation de cas avec la personne faisant l'objet de la concertation de cas.

§2. Lorsqu'un trajet de suivi est décidé au sein de la concertation de cas, le gestionnaire travaille, conformément aux prescriptions qui lui sont applicables le cas échéant, le contenu de ce trajet avec la personne en ayant fait l'objet.

Art. II.15. - Le participant est tenu au secret conformément à l'article 458^{ter} du Code pénal sans préjudice, le cas échéant, des obligations légales qui le lient. Au début de la concertation de cas, le participant précise son cadre légal et déontologique et en particulier ses obligations légales de faire rapport.

Après la concertation de cas, le participant peut communiquer au gestionnaire les informations relatives au justiciable ayant fait l'objet de la concertation de cas.

En raison de cet échange d'informations, le gestionnaire est soumis, en ce qui concerne les secrets communiqués, à l'obligation de secret, visée à l'article 458^{ter}, §2, du Code pénal, sans préjudice, le cas échéant, de ses obligations légales de faire rapport.

TITRE 3. — *Protection des données personnelles*

Art. II.16. - §1^{er}. Les traitements visés par le Code relèvent de la responsabilité du Ministère qui agit en tant que responsable de traitement au sens de l'article 4.7) du RGPD.

§2. Par exception, le partenaire agréé en application du livre VII ou le partenaire qui est sollicité et qui, le cas échéant, assume le rôle de personne de référence en application du livre VIII, est considéré comme responsable de traitement au sens de l'article 4.7) du RGPD pour l'ensemble des opérations qu'il réalise.

Art. II.17. - Pour l'ensemble des traitements visés par le Code, le Gouvernement précise les éléments suivants :

1° les modalités de communication vers les personnes concernées ;

2° les modalités d'exercice des droits des personnes concernées.

Art. II.18. - §1^{er}. Dans le cadre des traitements visés par le Code, les données personnelles sont collectées, exploitées, communiquées, transférées et stockées dans des locaux sécurisés par le responsable de traitement, ou dans des solutions informatiques sécurisées mises à disposition par le sous-traitant principal du responsable de traitement au sens de l'article 4.8) du RGPD, l'ETNIC.

Le Gouvernement précise les modalités des mesures de sécurité visées à l'alinéa 1^{er}.

§2. Dans le cadre de la mise à disposition visée au paragraphe 1^{er}, le Ministère traite les données personnelles relatives à l'identification, l'authentification, la prise de contact, la navigation et la traçabilité des utilisateurs des solutions informatiques.

Le Gouvernement précise la liste des données personnelles visées à l'alinéa 1^{er} et les durées de conservation de ces données.

Art. II.19. - §1^{er}. Les données personnelles traitées dans le cadre des traitements visés par le Code peuvent être traitées ultérieurement par le Ministère ou par des opérateurs externes à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques.

§2. Les données traitées par le Ministère aux fins visées au paragraphe 1^{er} sont, avant tout transfert éventuel anonymisées ou, si les objectifs visés par le traitement ne peuvent pas être atteints avec une anonymisation, elles sont pseudonymisées.

Les données transférées aux opérateurs externes aux fins visées au paragraphe 1^{er} sont, en fonction des objectifs du traitement, anonymisées, pseudonymisées ou brutes. Les modalités du transfert sont encadrées par un marché public ou sont déterminées dans une convention.

§3. Les données personnelles traitées dans le cadre des traitements visés par le Code peuvent être traitées ultérieurement par des tiers à d'autres fins que celles prévues au paragraphe 1^{er} en application de réglementations nationales en vigueur.

Livre III. — Objectifs, missions, principes de base et collaborations de la Communauté française en matière de justice communautaire

TITRE 1^{er}. — *Objectifs en matière de justice communautaire*

Article III.1er. - Les objectifs poursuivis par la Communauté française en matière de justice communautaire sont de contribuer :

- 1° concernant les victimes, à éviter une victimisation secondaire ou à surmonter leur traumatisme ;
- 2° concernant les auteurs, à préserver la sécurité publique et à éviter la récidive, ainsi que, dans le cadre des activités des services du Gouvernement visés aux articles IV.2, V.2 et VI.1er, à soutenir la demande de réinsertion sociale, notamment:
 - a) en les aidant à la mise en place des conditions imposées et en contrôlant le respect de celles-ci ;
 - b) en favorisant l'émergence d'une demande de sortie de délinquance et en soutenant le processus de désistance, qui s'entend comme le processus par lequel, avec ou sans l'intervention des services de justice pénale, l'auteur d'infraction met un terme à ses activités délinquantes et mène une vie respectant la loi, par le développement de son capital humain et de son capital social ;
- 3° concernant les personnes directement concernées par les radicalismes et extrémismes violents, à prévenir un processus pouvant aboutir au passage à l'acte infractionnel et à soutenir la réinsertion sociale de ces personnes ;
- 4° concernant les autorités mandantes, à prendre une décision judiciaire individualisée en fournissant les informations utiles.

TITRE 2. — *Missions en matière de justice communautaire*

Art. III.2. - §1er. Les missions de la Communauté française en matière de justice communautaire sont :

- 1° exécuter les mandats des autorités mandantes conformément à l'article 5, § 1er, III, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ;
- 2° assurer l'accueil, l'information et l'orientation des justiciables ;
- 3° assurer un accompagnement personnalisé de toute personne directement concernée par les radicalismes et extrémismes violents ;
- 4° structurer et promouvoir la concertation et la collaboration avec les partenaires, les services tiers, les autorités mandantes et les autres acteurs de la justice ;
- 5° remplir une fonction d'information structurelle tant auprès des autorités mandantes que des autres acteurs de la justice concernés ;
- 6° développer et soutenir des projets novateurs ;
- 7° collaborer avec le monde académique et scientifique ;
- 8° agréer et subventionner des partenaires pour exécuter les missions visées au titre 4 du livre VII ;
- 9° évaluer et améliorer les politiques menées en matière de justice communautaire.

§2. Le Gouvernement détermine les modalités d'exécution des missions visées au paragraphe 1er, 1° à 3°.

§3. Dans le cadre de l'exercice des missions visées paragraphe 1er, 1° et 3°, il peut être fait appel aux services d'un interprète ou à toute autre forme d'assistance linguistique.

§4. Dans le cadre de la mission visée au paragraphe 1er, 6°, le Gouvernement peut, dans les limites des crédits budgétaires disponibles, subventionner des initiatives qui développent un projet novateur. Par projet novateur, on entend une nouvelle offre de service en faveur d'un groupe cible déterminé, répondant à un besoin spécifique en termes d'accompagnement ou d'encadrement de justiciables.

Le Gouvernement arrête les modalités d'octroi du subventionnement visé à l'alinéa 1er.

TITRE 3. — *Principes de base appliqués en matière de justice communautaire*

Art. III.3. - L'exécution des missions prévues à l'article III.2. §1er, 1° à 3°, respecte les principes de base suivants :

- 1° une approche émancipatrice, qui a pour but le développement des compétences du justiciable au sein de son environnement pour qu'il soit à même de prendre position de manière autonome ;
- 2° la responsabilisation, qui vise à permettre au justiciable d'agir dans la voie qu'il choisit avec ses moyens personnels en toute connaissance de cause ;
- 3° la non-normativité, qui consiste à construire l'intervention au départ du contexte du justiciable, de ses croyances, des principes qui le guident, des comportements qui font sens pour lui, de la façon dont il perçoit la situation qui l'amène à entrer en contact avec un service du Gouvernement ;
- 4° la non-substitution, qui signifie que les services du Gouvernement ne décident ni n'agissent à la place du justiciable ou de l'autorité mandante ;
- 5° la limitation des dommages, qui consiste à poursuivre les objectifs de la manière qui porte le moins atteinte aux droits des justiciables et, en ce qui concerne les victimes, à éviter la victimisation secondaire. A cette fin, l'intervention doit être minimale et proportionnelle.

TITRE 4. — *Les collaborations en matière de justice communautaire*

CHAPITRE 1^{er}. — *Les collaborations avec les autorités mandantes et les autres acteurs de la justice*

Art. III.4. - Dans la poursuite de ses objectifs et de l'exécution de ses missions, la Communauté française collabore et échange les informations utiles avec les autorités mandantes et les autres acteurs de la justice associés à l'exécution des missions.

Ces concertations visent à évaluer et optimiser les collaborations ainsi qu'à faire des recommandations en matière d'exécution des peines et d'accueil des victimes.

CHAPITRE 2. — *Les collaborations avec les partenaires, les services tiers ou les membres du réseau pertinent et sélectionné*

Art. III.5. - §1er. La Communauté française collabore avec les partenaires, les services tiers ou les membres du réseau pertinent et sélectionné à l'exécution des missions visées à l'article III.2, §1er, 1° à 3°.

§2. Les collaborations visées au paragraphe 1^{er} s'effectuent dans le cadre d'une intervention conjointe lorsque les services du Gouvernement, les partenaires, les services tiers ou les membres du réseau pertinent et sélectionné interviennent dans la situation d'un justiciable. A cet effet, ils échangent les informations nécessaires afin de garantir au justiciable une prise en charge optimale.

§3. Le Gouvernement arrête les modalités de collaboration et d'échange d'informations utiles entre la Communauté française, les partenaires, les services tiers et les membres du réseau pertinent et sélectionné.

CHAPITRE 3. — *Les contacts avec les services de renseignement et de sécurité et avec l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace*

Art. III.6. - §1er. L'administration échange d'initiative ou sur demande des données personnelles et des informations avec les services de renseignement et de sécurité, ainsi qu'avec l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace, dans les limites des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Lorsqu'ils agissent dans ce cadre, les membres du personnel de l'administration sont déliés de leur obligation de confidentialité ou de secret.

§2. Le traitement de données visé au paragraphe 1^{er} peut être encadré par un protocole d'accord.

Livre IV. — De la compétence relative aux maisons de justice

TITRE 1^{er}. — *Définitions propres au livre IV*

Article IV.1er. - Les définitions suivantes sont applicables au livre IV :

1° accueil et accompagnement des victimes dans le cadre de la procédure judiciaire : accueil et accompagnement des victimes tels que visés par :

a) l'article 3 bis du Titre préliminaire du Code de procédure pénale ;

b) la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités de l'exécution de la peine ;

c) la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement ;

d) l'arrêté royal du 26 septembre 2016 portant exécution de l'article 3, 9°, de la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement, portant sur les règles selon lesquelles les victimes peuvent demander à être informées, à être entendues et à formuler des conditions dans leur intérêt ;

e) l'arrêté ministériel du 27 septembre 2016 fixant le modèle de la déclaration de la victime visé à l'article 1er, 3°, de l'arrêté royal du 26 septembre 2016 portant exécution de l'article 3, 9°, de la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement, portant sur les règles selon lesquelles les victimes peuvent demander à être informées, à être entendues et à formuler des conditions dans leur intérêt ;

f) l'arrêté royal du 13 août 2022 portant exécution des articles de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, qui portent sur les règles selon lesquelles les victimes peuvent demander à être informées, à être entendues et à formuler des conditions dans leur intérêt ;

g) l'arrêté ministériel du 19 août 2022 fixant le modèle de la fiche victime visé à l'article 1er, 3°, de l'arrêté royal du 13 août 2022 portant exécution des articles de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, qui portent sur les règles selon lesquelles les victimes peuvent demander à être informées, à être entendues et à formuler des conditions dans leur intérêt ;

2° défendeur : proche d'enfant au centre d'un désaccord familial à l'encontre duquel le demandeur a introduit une requête auprès du tribunal de la famille ;

3° demandeur : proche d'enfant au centre d'un désaccord familial, qui a introduit une requête auprès du tribunal de la famille afin de formuler une demande concernant le ou les enfant(s) pour le(s)quel(s) il justifie d'un lien d'affection particulier ;

4° enquête présentencielle : l'enquête sociale ou le rapport d'information succinct tels que visés par :

a) les articles 37^{ter} et 37^{sexies} du Code pénal ;

b) la loi du 29 juin 1964 relative à la suspension, au sursis et à la probation ;

c) la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive ;

d) la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités de l'exécution de la peine ;

e) la loi du 21 mai 2013 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements et décisions de probation aux fins de la surveillance des mesures de probation et des peines de substitution prononcées dans un Etat membre de l'Union européenne ;

f) la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement ;

g) l'arrêté royal du 7 juin 2000 déterminant les principes généraux en matière d'usage de l'enquête sociale et du rapport d'information succinct dans les matières pénales ;

h) l'arrêté royal du 14 juillet 2022 déterminant le contenu du rapport d'information succinct et de l'enquête sociale visée par les articles 8, alinéa 3, 17, §1er, alinéa 2, 33, §2, 34, §2, alinéa 2, 43, §2, alinéa 3, et 95/12, §2, de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine ;

5° étude sociale civile : l'étude sociale telle que visée par l'article 1253^{ter}/6 du Code judiciaire ou l'enquête sociale approfondie telle que visée par :

a) l'article 348.11 du Code civil ;

b) l'article 29/1 du décret de la Communauté française du 31 mars 2004 relatif à l'adoption ;

c) l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2020 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 mai 2014 relatif à l'adoption ;

6° milieu de vie : il s'agit des personnes qui résident ou résideront avec l'auteur et qui sont rencontrées soit dans le cadre de la réalisation d'une enquête présentencielle visée au 4°, soit dans le cadre du suivi de l'exécution de la décision de l'autorité mandante visé au 7°;

7° suivi de l'exécution de la décision d'une autorité mandante : le suivi de l'exécution de la décision d'une autorité mandante telle que visée par :

a) l'article 216^{ter} du Code d'instruction criminelle ;

- b) la loi du 29 juin 1964 relative à la suspension, au sursis et à la probation ;
 - c) la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive ;
 - d) la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités de l'exécution de la peine ;
 - e) la loi du 15 mai 2012 relative à l'interdiction temporaire de résidence ;
 - f) la loi du 21 mai 2013 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements et décisions de probation aux fins de la surveillance des mesures de probation et des peines de substitution prononcées dans un Etat membre de l'Union européenne ;
 - g) la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement ;
 - h) les articles 37^{ter} à 37^{undecies} du Code pénal ;
- 8° tiers pertinents : il s'agit de personnes de la sphère privée de l'auteur qui ne résident pas avec lui ou des professionnels qui interviennent auprès de ce dernier.

Le Gouvernement peut modifier la liste des références légales visées aux 1°, 4°, 5° et 7°.

TITRE 2. — Des services habilités à assurer la compétence relative aux Maisons de justice

Art. IV.2. - Le Gouvernement désigne les services au sein de la Communauté française pour assurer la compétence relative aux Maisons de justice, et détermine l'organisation de ceux-ci.

TITRE 3 — Des activités des services habilités à assurer la compétence relative aux Maisons de justice

Art. IV.3. - §1er. Les services visés à l'article IV.2 assurent les activités suivantes :

- 1° la réalisation de l'enquête présentencielle ;
- 2° la réalisation de l'étude sociale civile ;
- 3° le suivi de l'exécution de la décision d'une autorité mandante ;
- 4° l'accueil et l'accompagnement de la victime dans le cadre de la procédure judiciaire.

§2. Ces services informent de manière régulière les autorités mandantes de l'évolution des activités visées au paragraphe 1er.

TITRE 4. — De la protection des données personnelles

Art. IV.4. - §1er. Les services visés à l'article IV.2 réalisent les traitements de données personnelles suivants :

- 1° réaliser des enquêtes présentencielles et des études sociales civiles ;
- 2° assurer l'assistance aux victimes ;
- 3° suivre l'exécution de la décision d'une autorité mandante.

§2. Les finalités du traitement visé au paragraphe 1er, 1°, sont les suivantes :

- 1° réceptionner, encoder le mandat et désigner un membre du personnel des services visés à l'article IV.2 pour réaliser l'enquête présentencielle ou l'étude sociale civile ;
- 2° identifier et authentifier les personnes concernées ;
- 3° évaluer la situation de la personne concernée lors de rencontres ;
- 4° informer l'autorité mandante au moyen d'un rapport.

§3. Les finalités du traitement visé au paragraphe 1er, 2°, sont les suivantes :

- 1° réceptionner, encoder la demande d'assistance et désigner un membre du personnel des services visés à l'article IV.2 pour assurer l'assistance aux victimes ;
- 2° identifier et authentifier les personnes concernées ;
- 3° évaluer la situation de la personne concernée lors de rencontres ;
- 4° accueillir, accompagner et orienter les victimes ;
- 5° informer l'autorité mandante au moyen de la fiche victime conformément à l'article IV.1er, 1°, e) et g).

§4. Les finalités du traitement visé au paragraphe 1er, 3°, sont les suivantes :

- 1° réceptionner, encoder le mandat et désigner un membre du personnel des services visés à l'article IV.2 pour réaliser le suivi de la décision de l'autorité mandante ;
- 2° identifier et authentifier les personnes concernées ;
- 3° évaluer la situation de la personne concernée via des rencontres ;
- 4° informer l'autorité mandante au moyen de rapports.

Art. IV.5. - §1er. Dans le cadre du traitement visé à l'article IV.4, §1er, 1°, les catégories de données personnelles susceptibles d'être traitées par catégorie de personnes concernées sont les suivantes :

1° l'auteur :

- a) les données d'identification et de contact ;
- b) les données financières ;
- c) les données relatives aux caractéristiques personnelles ;
- d) les données relatives aux habitudes de vie ;
- e) les données relatives à la composition du ménage ;
- f) les données relatives aux loisirs et intérêts ;
- g) les données relatives aux caractéristiques du logement ;
- h) les données relatives aux études et à la formation ;
- i) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
- j) les données relatives à l'enregistrement d'images permettant une identification unique d'une personne ;
- k) les données de santé ;
- l) les données relatives à l'origine raciale ou ethnique ;
- m) les données relatives aux opinions politiques ;
- n) les données relatives aux convictions religieuses ou philosophiques ;
- o) les données relatives à la vie sexuelle ou à l'orientation sexuelle ;
- p) les données relatives aux infractions, aux poursuites et aux condamnations ;

2° le milieu de vie :

- a) les données d'identification et de contact ;
- b) les données financières ;
- c) les données relatives aux habitudes de vie ;
- d) les données relatives à la composition du ménage ;
- e) les données relatives aux loisirs et intérêts ;
- f) les données relatives aux caractéristiques du logement ;
- g) les données relatives aux études et à la formation ;
- h) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
- i) les données de santé ;
- j) les données relatives aux opinions politiques ;
- k) les données relatives aux convictions religieuses ou philosophiques ;
- l) les données relatives à la vie sexuelle ou à l'orientation sexuelle ;
- m) les données relatives aux infractions, aux poursuites et aux condamnations ;

3° le demandeur :

- a) les données d'identification et de contact ;
- b) les données financières ;
- c) les données relatives aux caractéristiques personnelles ;
- d) les données relatives aux habitudes de vie ;
- e) les données relatives à la composition du ménage ;
- f) les données relatives aux loisirs et intérêts ;
- g) les données relatives aux caractéristiques du logement ;
- h) les données relatives aux études et à la formation ;
- i) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
- j) les données relatives à l'enregistrement d'images permettant une identification unique d'une personne
- k) les données de santé ;
- l) les données relatives à l'origine raciale ou ethnique ;
- m) les données relatives aux opinions politiques ;
- n) les données relatives aux convictions religieuses ou philosophiques ;
- o) les données relatives à la vie sexuelle ou à l'orientation sexuelle ;

4° le défendeur :

- a) les données d'identification et de contact ;
- b) les données financières ;
- c) les données relatives aux caractéristiques personnelles ;
- d) les données relatives aux habitudes de vie ;
- e) les données relatives à la composition du ménage ;
- f) les données relatives aux loisirs et intérêts ;
- g) les données relatives aux caractéristiques du logement ;
- h) les données relatives aux études et à la formation ;
- i) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
- j) les données de santé ;
- k) les données relatives à l'origine raciale ou ethnique ;
- l) les données relatives aux opinions politiques ;
- m) les données relatives aux convictions religieuses ou philosophiques ;
- n) les données relatives à la vie sexuelle ou à l'orientation sexuelle ;

5° la victime :

- a) les données d'identification et de contact ;
- b) les données financières ;
- c) les données relatives aux habitudes de vie ;
- d) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
- e) les données de santé ;
- f) les données relatives à l'origine raciale ou ethnique ;
- g) les données relatives à la vie sexuelle ou à l'orientation sexuelle ;

6° les tiers pertinents :

- a) les données d'identification et de contact ;
- b) les données financières ;
- c) les données relatives aux études et à la formation ;
- d) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
- e) les données relatives aux infractions, aux poursuites et aux condamnations ;

7° les autorités mandantes, les autres acteurs de la justice, les services tiers et les partenaires :

- a) les données d'identification et de contact ;
- b) les données relatives à la profession et à l'emploi.

§2. Le traitement des données personnelles visées au paragraphe 1er, 2°, i) à l), n'est envisageable que pour autant que la personne concernée ait consenti au traitement de ces données conformément à l'article 9.2.a) du RGPD.

§3. Les catégories des données visées au paragraphe 1er, 1°, a) et e), 2°, a) et d), 3°, a) et e), et 4°, a) et e), comprennent le numéro de registre national et les données personnelles associées. Ces données sont traitées par le responsable de traitement pour les finalités visées à l'article IV.4, §2, 2° à 4°.

La catégorie de données visée au paragraphe 1er, 1°, a), 2°, a), 3°, a), et 4°, a), en ce qui concerne les tiers pertinents privés, comprend la donnée genre. Cette donnée est traitée par le responsable de traitement à des fins statistiques.

§4. Les données personnelles visées au paragraphe 1er, 1°, p), 2°, m), et au 6°, e), sont collectées par les services visés à l'article IV.2 directement auprès de la personne concernée ou auprès des autorités mandantes et via un accès au Casier judiciaire central conformément à l'article 593 du Code d'instruction criminelle.

§5. Les services visés à l'article IV.2 peuvent collecter des données via d'autres systèmes d'information des autorités mandantes et des autres acteurs de la justice, dans la mesure où un accès leur a été accordé.

§6. Le Gouvernement précise la liste des données personnelles reprises dans les catégories visées au paragraphe 1^{er} et les durées de conservation de ces données.

Art. IV.6. - §1er. Dans le cadre du traitement visé à l'article IV.4, §1er, 2°, les catégories de données personnelles susceptibles d'être traitées par catégorie de personnes concernées sont les suivantes :

1° la victime :

- a) les données d'identification et de contact ;
- b) les données financières ;
- c) les données relatives aux caractéristiques personnelles ;
- d) les données relatives aux habitudes de vie ;
- e) les données relatives à la composition du ménage, uniquement lorsque la victime est décédée ;
- f) les données relatives aux loisirs et intérêts ;
- g) les données relatives aux études et à la formation ;
- h) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
- i) les données relatives à l'enregistrement d'images permettant une identification unique d'une personne ;
- j) les données de santé ;
- k) les données relatives à l'origine raciale ou ethnique ;
- l) les données relatives à la vie sexuelle ou à l'orientation sexuelle ;
- m) les données relatives aux infractions, aux poursuites et aux condamnations ;

2° l'auteur :

- a) les données d'identification et de contact ;
- b) les données financières ;
- c) les données relatives aux caractéristiques personnelles ;
- d) les données de santé ;
- e) les données relatives à l'origine raciale ou ethnique ;
- f) les données relatives à la vie sexuelle ou à l'orientation sexuelle ;
- g) les données relatives aux infractions, aux poursuites et aux condamnations ;

3° les autorités mandantes, les autres acteurs de la justice, les services tiers et les partenaires :

- a) les données d'identification et de contact ;
- b) les données relatives à la profession et à l'emploi.

§2. Les catégories de données personnelles visées au paragraphe 1er, 1°, a) et e), comprennent le numéro de registre national et les données personnelles associées. Ces données sont traitées par le responsable de traitement pour les finalités visées à l'article IV.4, §3, 2° à 5°. La catégorie de données visée au paragraphe 1er, 1°, a), et 2°, a), comprend la donnée genre. Cette donnée est traitée par le responsable de traitement à des fins statistiques.

§3. Les données personnelles visées au paragraphe 1er, 1°, m), et 2°, g), sont uniquement collectées auprès des autorités mandantes par les services visés à l'article IV.2 ou via la consultation du dossier judiciaire, dont l'accès se fonde sur l'article 3bis du Titre préliminaire du Code de procédure pénale.

§4. Les services visés à l'article IV.2 peuvent collecter des données via d'autres systèmes d'information des autorités mandantes et des autres acteurs de la justice, dans la mesure où un accès leur a été accordé.

§5. Le Gouvernement précise la liste des données personnelles reprises dans les catégories visées au paragraphe 1^{er} et les durées de conservation de ces données.

Art. IV.7. - §1er. Dans le cadre du traitement visé à l'article IV.4, §1er, 3°, les catégories de données personnelles susceptibles d'être traitées par catégorie de personnes concernées sont les suivantes :

1° l'auteur :

- a) les données d'identification et de contact ;
- b) les données financières ;
- c) les données relatives aux caractéristiques personnelles ;
- d) les données relatives aux habitudes de vie ;
- e) les données relatives à la composition du ménage ;
- f) les données relatives aux loisirs et intérêts ;
- g) les données relatives aux caractéristiques du logement ;
- h) les données relatives aux études et à la formation ;
- i) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
- j) les données relatives à l'enregistrement d'images permettant une identification unique d'une personne ;
- k) les données de santé ;
- l) les données relatives à l'origine raciale ou ethnique ;
- m) les données relatives aux opinions politiques ;
- n) les données relatives aux convictions religieuses ou philosophiques ;
- o) les données relatives à la vie sexuelle ou à l'orientation sexuelle ;

p) les données relatives aux infractions, aux poursuites et aux condamnations ;

2° le milieu de vie :

a) les données d'identification et de contact ;

b) les données financières ;

c) les données relatives aux habitudes de vie ;

d) les données relatives à la composition du ménage ;

e) les données relatives aux loisirs et intérêts ;

f) les données relatives aux caractéristiques du logement ;

g) les données relatives aux études et à la formation ;

h) les données relatives à la profession et à l'emploi ;

i) les données de santé ;

j) les données relatives aux opinions politiques ;

k) les données relatives aux convictions religieuses ou philosophiques ;

l) les données relatives à la vie sexuelle ou à l'orientation sexuelle ;

m) les données relatives aux infractions, aux poursuites et aux condamnations ;

3° la victime :

a) les données d'identification et de contact ;

b) les données financières ;

c) les données relatives aux habitudes de vie ;

d) les données relatives à la profession et à l'emploi ;

e) les données de santé ;

f) les données relatives à l'origine raciale ou ethnique ;

g) les données relatives à la vie sexuelle ou à l'orientation sexuelle ;

4° les tiers pertinents :

a) les données d'identification et de contact ;

b) les données financières ;

c) les données relatives aux études et à la formation ;

d) les données relatives à la profession et à l'emploi ;

e) les données relatives aux infractions, aux poursuites et aux condamnations ;

5° les autorités mandantes, les autres acteurs de la justice, les services tiers et les partenaires :

a) les données d'identification et de contact ;

b) les données relatives à la profession et à l'emploi.

§2. Le traitement des données personnelles visées au paragraphe 1er, 2°, i) à l), n'est envisageable que pour autant que la personne concernée ait consenti au traitement de ces données conformément à l'article 9.2.a) du RGPD.

§3. Les catégories de données visées au paragraphe 1er, 1°, a) et e), 2°, a) et d) et 3°, a), comprennent le numéro de registre national et les données personnelles associées. Ces données sont traitées par le responsable de traitement pour les finalités visées à l'article IV.4, §4, 2° à 4°.

La catégorie de données visée au paragraphe 1er, 1°, a), 2°, a), 3°, a), et 4°, a), en ce qui concerne les tiers pertinents privés, comprend la donnée genre. Cette donnée est traitée par le responsable de traitement à des fins statistiques.

§4. Les données personnelles visées au paragraphe 1er, 1°, p), 2°, m), et au 4°, e) sont collectées par les services visés à l'article IV.2 directement auprès de la personne concernée ou auprès des autorités mandantes et via un accès au Casier judiciaire central conformément à l'article 593 du Code d'instruction criminelle.

§5. Les services visés à l'article IV.2 peuvent collecter des données via d'autres systèmes d'information des autorités mandantes et des autres acteurs de la justice, dans la mesure où un accès leur a été accordé.

§6. Le Gouvernement précise la liste des données personnelles reprises dans les catégories visées au paragraphe 1er et les durées de conservation de ces données.

Art. IV.8. - §1er. Dans le cadre des traitements visés à l'article IV.4, les services visés à l'article IV.2 transfèrent les données personnelles nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches aux autorités mandantes et aux autres acteurs de la justice, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables aux activités visées à l'article IV.3.

§2. Les données personnelles traitées par les services visés à l'article IV.2 sont également susceptibles d'être transférées aux partenaires et aux services tiers dans le cadre des collaborations visées à l'article III.5.

Le Gouvernement détermine les modalités du transfert visé à l'alinéa 1er.

Livre V. — De la compétence relative à la mise en œuvre et au suivi de la surveillance électronique

TITRE 1^{er}. — Définitions propres au livre V

Article V.1er. - Les définitions suivantes sont applicables au livre V :

1° alarme : information transmise au service visé à l'article V.2 via le dispositif de surveillance électronique et qui nécessite, le cas échéant, une réaction de la part de celui-ci ;

2° capacité de placement : le nombre d'auteurs pouvant bénéficier d'un placement, lequel est déterminé en fonction des éléments repris à l'article V.4 ;

3° congé pénitentiaire : le congé octroyé par l'autorité mandante à l'auteur, qui a pour effet de suspendre le contrôle de celui-ci par des moyens électroniques, pendant une période déterminée ;

4° contexte social de l'auteur : toutes les personnes qui ont un lien relationnel particulier avec l'auteur et qui sont amenées de ce fait à entrer en contact avec le service visé à l'article V.2 ;

5° horaire standard : horaire de base imposé à l'auteur en surveillance électronique tel que visé au titre 5, chapitre 1^{er} ;

6° mandats en cours : le nombre de mandats dont l'exécution est gérée quotidiennement par le service visé à l'article V.2 et ceux qui sont planifiés ;

7° placement : la mise en place du dispositif de surveillance électronique, y compris, son retrait et les interventions techniques de maintenance sur celui-ci, et le suivi effectif de l'auteur au moyen de ce dispositif ;

8° programme-horaire : contenu horaire de la surveillance électronique, qui précise les moments où l'auteur est tenu d'être présent à son lieu de résidence et les moments où il est tenu ou autorisé à s'absenter ;

9° recalcul : réajustement du programme-horaire consistant à déduire des heures de temps libre le temps indûment utilisé par l'auteur ;

10° ressources en matériel : l'ensemble du matériel utilisé par le service visé à l'article V.2 pour exécuter sa mission ;

11° surveillance électronique : la surveillance électronique telle que visée par :

a) la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive ;

b) la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine ;

c) la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement ;

d) les articles 37^{ter} et 37^{quater} du Code pénal.

Le Gouvernement peut modifier la liste des références légales au 11°.

TITRE 2. — *Du service habilité à assurer la compétence relative à la mise en œuvre et au suivi de la surveillance électronique*

Art. V.2. - Le Gouvernement désigne le service au sein de la Communauté française pour assurer la compétence relative à la mise en œuvre et au suivi de la surveillance électronique, et détermine l'organisation de celui-ci.

TITRE 3. — *Des activités du service habilité à assurer la compétence relative à la mise en œuvre et au suivi de la surveillance électronique*

Art. V.3. - Le service visé à l'article V.2 effectue les activités suivantes :

1° le placement d'un dispositif de surveillance électronique sur l'auteur et à son lieu de résidence ;

2° la mise en place et la gestion d'un programme-horaire adapté pour contrôler le respect de celui-ci par l'auteur ;

3° le suivi du déroulement de la surveillance électronique ;

4° la gestion des alarmes ;

5° la centralisation, l'analyse et la transmission aux autorités mandantes, aux autres acteurs de la justice et aux services tiers des informations pertinentes sur la surveillance électronique.

Le Gouvernement peut confier d'autres activités au service visé à l'article V.2.

TITRE 4. — *De la capacité de placement*

Art. V.4. - §1er. Le service visé à l'article V.2 exécute sa compétence en fonction de sa capacité de placement.

§2. La capacité de placement visée à l'alinéa 1^{er} est déterminée en fonction des éléments suivants :

1° des ressources en matériel du service visé à l'article V.2 ;

2° du nombre de mandats confiés au service visé à l'article V.2 par les autorités mandantes.

Art. V.5. - §1er. Le service visé à l'article V.2 exécute l'ensemble des mandats qui lui sont confiés par les autorités mandantes dans les délais légaux.

§2. Si la capacité de placement ou des circonstances exceptionnelles dûment justifiées ne permettent pas au service visé à l'article V.2 d'exécuter l'ensemble de ses mandats dans les délais légaux, il exécute ceux-ci en suivant l'ordre chronologique dans lequel ils lui ont été confiés en accordant une priorité aux auteurs incarcérés et aux auteurs qui exécutent leur détention préventive sous surveillance électronique.

§3. Par dérogation au paragraphe 2, le service visé à l'article V.2 peut exécuter ses mandats en fonction des critères de priorisation suivants en tenant compte :

1° de la durée de la surveillance électronique ;

2° du type de fait commis par l'auteur ;

3° du risque encouru pour la victime ;

4° de la situation personnelle de l'auteur.

Le service visé à l'article V.2 motive sa décision d'appliquer les critères de priorisation visés à l'alinéa 1er, en considérant, le cas échéant, les indications données par l'autorité mandante, les autres acteurs de la justice et les services tiers.

Art. V.6. - Le service visé à l'article V.2 informe de manière régulière les autorités mandantes sur l'état de sa capacité de placement.

Le Gouvernement détermine les modalités de transmission de cette information.

TITRE 5. — *De la mise en œuvre des surveillances électroniques prévues par la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine*

CHAPITRE 1^{er}. — *Du programme-horaire de surveillance électronique pour les auteurs condamnés à une ou plusieurs peines privatives de liberté de trois ans ou moins*

Art. V.7. - §1er. Le programme-horaire est composé d'un horaire standard déterminé en fonction de l'occupation journalière de l'auteur et, le cas échéant, du temps nécessaire à la réalisation des conditions particulières individualisées ou des éventuels congés pénitentiaires.

§ 2. Le programme-horaire peut être adapté :

1° en fonction de circonstances propres à la situation personnelle de l'auteur ;

2° si l'auteur a besoin d'une période horaire supplémentaire pour réaliser une condition particulière individualisée ;

3° si l'auteur bénéficie d'un congé pénitentiaire.

Art. V.8. - §1er. Lors de la mise en œuvre d'une surveillance électronique prononcée pour une ou plusieurs peines privatives de liberté dont la partie à exécuter s'élève à trois ans ou moins, un horaire standard est imposé à l'auteur.

§2. Le Gouvernement fixe l'horaire standard.

CHAPITRE 2. — *Du programme-horaire de surveillance électronique pour les auteurs condamnés à une ou plusieurs peines privatives de liberté dont le total est supérieur à trois ans*

Art. V.9. - §1er. Lors de la mise en œuvre d'une surveillance électronique prononcée pour une ou plusieurs peines privatives de liberté dont le total est supérieur à trois ans, le programme-horaire est déterminé en fonction du programme du contenu concret défini par l'autorité mandante dans son jugement.

Le programme-horaire est établi sur base des conditions générales, des conditions particulières individualisées et le cas échéant, des motivations reprises dans le jugement d'octroi de l'autorité mandante.

§2. Le programme-horaire peut être adapté :

1° en fonction de circonstances propres à la situation personnelle de l'auteur ;

2° si l'auteur bénéficie de congés pénitentiaires.

§3. Le Gouvernement arrête les modalités de mise en œuvre du programme-horaire prévu au paragraphe 1er.

CHAPITRE 3. — *De la gestion des incidents*

Art. V.10. - Les incidents sont constatés lorsque :

1° l'auteur ne répond pas aux appels du service visé à l'article V.2 ;

2° l'auteur effectue un déplacement non autorisé ;

3° l'auteur n'est pas présent à son lieu de résidence et n'a pas averti le service visé à l'article V.2 de son absence ;

4° l'auteur ne respecte pas l'horaire lié à sa période d'occupation journalière ou à ses conditions particulières individualisées.

Art. V.11. - Le Gouvernement précise les modalités de mise en œuvre des mesures qui peuvent être prises par le service visé à l'article V.2 à l'égard de l'auteur qui n'a pas respecté le programme-horaire et qui sont :

1° mettre en place un accompagnement auprès de l'auteur ;

2° rappeler à l'auteur ses obligations et l'informer qu'un recalcul peut être effectué ;

3° recalculer l'horaire de l'auteur ;

4° effectuer un signalement auprès des autorités mandantes.

TITRE 6. — *De la protection des données personnelles*

Art. V.12. - §1er. Le service visé à l'article V.2 réalise le traitement relatif à la mise en œuvre et au suivi de la surveillance électronique au sens de l'article V.1er, 11°.

§2. Les finalités du traitement visé au paragraphe 1^{er} sont les suivantes :

1° activer la mise en œuvre et le suivi de la surveillance électronique ;

2° identifier et authentifier les personnes concernées ;

3° exécuter et suivre le déroulement de la surveillance électronique ;

4° informer l'autorité mandante au moyen de rapports ;

5° déterminer le programme-horaire de l'auteur ;

6° gérer les incidents visés à l'article V.10 ;

7° clôturer la mise en œuvre et le suivi de la surveillance électronique ;

8° enregistrer les conversations téléphoniques du service visé à l'article V.2 ;

9° améliorer le fonctionnement du service visé à l'article V.2.

Art. V.13. - §1er. Dans le cadre du traitement visé à l'article V.12, les catégories de données personnelles susceptibles d'être traitées par catégorie de personnes concernées sont les suivantes :

1° l'auteur :

a) les données d'identification et de contact ;

b) les données financières ;

c) les données relatives aux caractéristiques personnelles ;

d) les données relatives aux habitudes de vie ;

e) les données relatives à la composition du ménage ;

f) les données relatives aux loisirs et intérêts ;

g) les données relatives aux caractéristiques du logement ;

h) les données relatives aux études et à la formation ;

i) les données relatives à la profession et à l'emploi ;

j) les données relatives à l'enregistrement d'images permettant une identification unique d'une personne ;

k) les données de santé ;

l) les données relatives aux opinions politiques ;

m) les données relatives aux convictions religieuses ou philosophiques ;

n) les données relatives à la vie sexuelle ou à l'orientation sexuelle ;

o) les données relatives aux infractions, aux poursuites et aux condamnations ;

p) les données de géolocalisation générées par l'ensemble du matériel de surveillance électronique dont dispose le service visé à l'article V.2 ;

q) les données liées à l'enregistrement des conversations téléphoniques ;

2° les personnes qui font partie du contexte social de l'auteur :

a) les données d'identification et de contact ;

b) les données relatives à la composition du ménage ;

c) les données relatives aux caractéristiques du logement ;

d) les données relatives à la profession et à l'emploi ;

e) les données relatives à la vie sexuelle ou à l'orientation sexuelle ;

f) les données relatives aux infractions, aux poursuites et aux condamnations ;

g) les données liées à l'enregistrement des conversations téléphoniques ;

3° les autorités mandantes, les autres acteurs de la justice, les services tiers et les partenaires :

- a) les données d'identification et de contact ;
- b) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
- c) les données liées à l'enregistrement des conversations téléphoniques.

§2. Le service visé à l'article V.2 peut collecter des données via les systèmes d'information des autorités mandantes et des autres acteurs de la justice, dans la mesure où leur accès lui a été accordé.

§3. Les catégories de données visées au paragraphe 1er, 1°, a) et e), comprennent le numéro de registre national et les données personnelles associées. Ces données sont traitées par le responsable de traitement pour les finalités visées à l'article V.12, §2, 2° à 7°.

Lorsqu'il s'agit de données relatives à une personne physique dont les données ne sont pas inscrites au Registre national, le responsable de traitement traite le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la sécurité sociale.

La catégorie de données visée au paragraphe 1er, 1°, a), et 2°, a), comprend la donnée genre. Cette donnée est traitée par le responsable de traitement à des fins statistiques.

§4. Les données personnelles visées au paragraphe 1er, 1°, o), et 2°, f), sont collectées par le service visé à l'article V.2 directement auprès de la personne concernée ou auprès des autorités mandantes, des autres acteurs de la justice et via un accès au Casier judiciaire central conformément à l'article 593 du Code d'instruction criminelle.

§5. Le Gouvernement précise la liste des données personnelles reprises dans les catégories visées au paragraphe 1er et les durées de conservation de ces données.

Art. V.14. - §1er. Dans le cadre du traitement visé à l'article V.12, le service visé à l'article V.2 transfère les données personnelles nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches aux autorités mandantes et aux autres acteurs de la justice, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables à la surveillance électronique.

§2. Les données personnelles traitées par le service visé à l'article V.2 sont également susceptibles d'être transférées aux partenaires et aux services tiers dans le cadre des collaborations visées à l'article III.5.

Le Gouvernement détermine les modalités du transfert visé à l'alinéa 1er.

Livre VI – De l'aide et de la prise en charge des personnes directement concernées par les radicalismes et extrémismes violents

TITRE 1^{er}. — *Du service habilité à assurer l'aide et la prise en charge des personnes directement concernées par les radicalismes et extrémismes violents*

Article VI.1er. - Le Gouvernement désigne le service au sein de la Communauté française pour assurer l'aide et la prise en charge des personnes directement concernées par les radicalismes et extrémismes violents dans les limites des compétences de la Communauté française, et détermine l'organisation de celui-ci.

TITRE 2. — *Des activités pour assurer l'aide et la prise en charge des personnes directement concernées par les radicalismes et extrémismes violents*

Art. VI.2. - Pour assurer la mission visée à l'article III.2, §1er, 3°, le service visé à l'article VI.1^{er} assure les activités suivantes :

- 1° l'identification et la construction d'un réseau pertinent et sélectionné ;
- 2° l'accompagnement personnalisé en vue de prévenir l'engagement dans les radicalismes et extrémismes violents ;
- 3° l'accompagnement personnalisé au désengagement à l'égard des radicalismes et extrémismes violents.

TITRE 3. — *De la protection des données personnelles*

Art. VI.3. - §1er. Le service visé à l'article VI.1^{er} réalise les traitements de données personnelles suivants:

- 1° identifier et construire un réseau pertinent et sélectionné ;
- 2° offrir un accompagnement personnalisé aux personnes directement concernées par les radicalismes et extrémismes violents.

§2. Les finalités du traitement visé au paragraphe 1er, 1° sont les suivantes :

- 1° effectuer l'inventaire des services qui constituent le réseau pertinent et sélectionné ;
- 2° optimiser les interventions du service visé à l'article VI.1^{er} ;
- 3° mettre à disposition l'expertise et partager des connaissances ;
- 4° orienter toute personne qui entre en contact avec le service visé à l'article VI.1^{er} ;

§3. Les finalités du traitement visé au paragraphe 1er, 2° sont les suivantes :

- 1° identifier et authentifier la personne concernée ;
- 2° s'entretenir et effectuer des démarches auprès de la personne directement concernée par les radicalismes et extrémismes violents et/ou auprès d'un proche ;
- 3° collaborer ou réorienter vers un réseau pertinent et sélectionné ;
- 4° effectuer le pilotage et l'optimisation des interventions du service visé à l'article VI.1^{er} ;
- 5° informer les services visés à l'article IV.2 du déroulement de l'accompagnement visé au paragraphe 1er, 2° au moyen d'un rapport.

Art. VI.4. - §1er. Dans le cadre du traitement visé à l'article VI.3, §1er, 1°, les catégories de données personnelles susceptibles d'être traitées par catégorie de personne concernée sont les suivantes :

- 1° les membres du réseau pertinent et sélectionné :
 - a) les données d'identification et de contact ;
 - b) les données relatives à l'étude et à la formation ;
 - c) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
 - d) les données relatives aux convictions religieuses et philosophiques ;
 - e) les données relatives aux opinions politiques ;
- 2° toute personne qui entre en contact avec le service visé à l'article VI.1^{er} :
 - a) les données d'identification et de contact ;
 - b) les données relatives aux caractéristiques personnelles ;
 - c) les données relatives aux habitudes de vie ;

- d) les données relatives à la composition du ménage ;
- e) les données relatives aux loisirs et intérêts ;
- f) les données relatives aux études et à la formation ;
- g) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
- h) les données relatives à l'origine raciale ou ethnique ;
- i) les données relatives aux convictions religieuses ou philosophiques ;
- j) les données de santé ;
- k) les données relatives aux opinions politiques ;
- l) les données relatives aux infractions, aux poursuites et aux condamnations.

§2. Le traitement des données personnelles visées au paragraphe 1^{er} 1^o, d) et e), et au 2^o, h), à k) n'est envisageable que pour autant que la personne concernée ait consenti au traitement de ces données conformément à l'article 9.2.a) du RGPD.

§3. La catégorie de données visée au paragraphe 1er, 2^o, a), comprend la donnée genre. Cette donnée est traitée par le responsable de traitement à des fins statistiques.

§4. Le Gouvernement précise la liste des données personnelles reprises dans les catégories visées au paragraphe 1^{er} et les durées de conservation de ces données.

Art. VI.5. - §1er. Dans le cadre du traitement visé à l'article VI.3, §1er, 2^o, les catégories de données personnelles susceptibles d'être traitées par catégorie de personne concernée sont les suivantes :

1^o les personnes directement concernées par les radicalismes et extrémismes violents :

- a) les données d'identification et de contact ;
- b) les données financières ;
- c) les données relatives aux caractéristiques personnelles ;
- d) les données relatives aux habitudes de vie ;
- e) les données relatives à la composition du ménage ;
- f) les données relatives aux loisirs et intérêts ;
- g) les données relatives à l'affiliation ;
- h) les données relatives aux caractéristiques du logement ;
- i) les données relatives aux études et à la formation ;
- j) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
- k) les données de santé ;
- l) les données relatives à l'origine raciale ou ethnique ;
- m) les données relatives aux opinions politiques ;
- n) les données relatives aux convictions religieuses ou philosophiques ;
- o) les données relatives à l'appartenance syndicale ;
- p) les données relatives à la vie sexuelle ou à l'orientation sexuelle ;
- q) les données relatives aux infractions, aux poursuites et aux condamnations ;
- r) les données relatives aux mesures d'aide ou aux mesures protectionnelles de la jeunesse ;

2^o les proches :

- a) les données d'identification et de contact ;
- b) les données financières ;
- c) les données relatives aux caractéristiques personnelles ;
- d) les données relatives aux habitudes de vie ;
- e) les données relatives à la composition du ménage ;
- f) les données relatives aux loisirs et intérêts ;
- g) les données relatives aux caractéristiques du logement ;
- h) les données relatives aux études et à la formation ;
- i) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
- j) les données de santé ;
- k) les données relatives à l'origine raciale ou ethnique ;
- l) les données relatives aux opinions politiques ;
- m) les données relatives aux convictions religieuses ou philosophiques ;
- n) les données relatives aux infractions, aux poursuites et aux condamnations ;
- o) les données relatives aux mesures d'aide ou aux mesures protectionnelles de la jeunesse ;

3^o les autres acteurs de la justice :

- a) les données d'identification et de contact ;
- b) les données relatives à la profession et à l'emploi.

§2. Le traitement des données personnelles visées au paragraphe 1er, 1^o, p), et 2^o, j) à m), n'est envisageable que pour autant que la personne concernée ait consenti au traitement de ces données conformément à l'article 9.2.a) du RGPD.

§3. Les catégories visées au paragraphe 1er, 1^o, a) et e), comprennent le numéro de registre national et les données associées. Ces données personnelles sont traitées par le responsable de traitement dans le cadre des finalités visées à l'article VI.3, §3, 1^o et 2^o.

La catégorie de données visée au paragraphe 1er, 1^o, a), et 2^o, a), comprend la donnée genre. Cette donnée est traitée par le responsable de traitement à des fins statistiques.

§4. Le Gouvernement précise la liste des données personnelles reprises dans les catégories visées au paragraphe 1^{er} et les durées de conservation de ces données.

Art. VI.6. - Les données visées à l'article VI.4, §1er, 2° et à l'article VI.5, §1er, 1° et 2°, sont susceptibles d'être transférées aux membres du réseau pertinent et sélectionné, ainsi qu'à des services tiers dans le cadre des collaborations visées à l'article III.5.

Le Gouvernement détermine les modalités du transfert visé à l'alinéa 1er.

Livre VII. — Des partenaires

TITRE 1^{er}. — Définitions propres au livre VII

Article VII.1er. - Les définitions suivantes sont applicables au livre VII :

1° aide : accueil, assistance, appui ou soutien, limité dans le temps et apporté au justiciable, conjointement à ses propres efforts ;

2° auteur : la personne physique qui fait l'objet de poursuites pénales ou qui a été condamnée pénalement ;

3° auteur détenu : l'auteur qui exécute une peine ou une mesure privative de liberté au sein d'un établissement pénitentiaire, d'un établissement au sens de la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement ou d'un centre communautaire ;

4° intermédiaire : organisme non agréé sur la base du livre VII dont le partenaire a besoin pour mettre en œuvre la mission pour laquelle il est agréé ;

5° prestation : actions, activités et tâches permettant l'exécution des missions visées au titre 4, en fonction du type de justiciable concerné ou en fonction de la manière dont la mission est exécutée ;

6° prise en charge : unité de comptabilisation de la prestation au bénéfice d'un justiciable pouvant faire l'objet d'un subventionnement durant l'année de subventionnement concernée ;

7° proche d'auteur : le parent ou allié, en ligne directe ou collatérale, le tuteur, le conjoint, le cohabitant légal ou de fait d'un auteur ;

8° proche d'enfant : la personne physique qui éprouve des difficultés à exercer son droit aux relations personnelles avec un enfant.

TITRE 2. — Champ d'application et objectifs généraux

Art. VII.2. - Le livre VII s'applique aux partenaires :

1° dont le siège d'activité est établi en région de langue française ;

2° dont le siège d'activité est établi en région bilingue de Bruxelles-Capitale et qui, en raison de leur organisation, se rattachent à la Communauté française pour ce qui concerne les missions prévues au titre 4.

Art. VII.3. - Le livre VII tend à la réalisation des objectifs suivants :

1° améliorer la qualité et l'efficacité du service public rendu au justiciable ;

2° aboutir à une répartition territoriale des offres de services en adéquation avec les besoins des justiciables ;

3° favoriser la stabilité des emplois dans le secteur non marchand ;

4° favoriser la constitution et la pérennisation d'une expertise interne des partenaires.

TITRE 3. — De la protection des données personnelles

Art. VII.4. - §1er. Dans le cadre de l'application du livre VII, les traitements suivants de données personnelles sont réalisés :

1° agréer des partenaires ;

2° octroyer des subventions aux partenaires ;

3° évaluer l'adéquation entre les offres de services des partenaires et les besoins des justiciables.

§2. Les finalités du traitement visé au paragraphe 1er, 1° sont les suivantes :

1° gérer les demandes d'agrément, les demandes de modification d'agrément et les demandes de renouvellement d'agrément introduites par les partenaires ;

2° évaluer le respect des obligations découlant de la législation du travail en cas de retrait ou de non renouvellement de l'agrément ;

3° contrôler l'exécution des missions par les partenaires.

§3. Les finalités du traitement visé au paragraphe 1er, 2° sont les suivantes :

1° traiter les demandes de subventionnement des partenaires ;

2° fixer l'objectif annuel de prise en charge et le montant de la subvention ;

3° contrôler l'utilisation de la subvention octroyée.

§4. La finalité du traitement visé au paragraphe 1er, 3° vise à assurer la gestion administrative des données des partenaires.

§5. Les données personnelles collectées dans le cadre des traitements visés au paragraphe 1^{er} sont susceptibles d'être transférées au Ministre ayant les Maisons de justice dans ses attributions.

TITRE 4. — Des missions des partenaires

CHAPITRE 1^{er}. — Aide juridique de première ligne

Art. VII.5. - La mission d'aide juridique de première ligne s'entend comme celle définie à l'article 508/1, 1°, du Code judiciaire.

CHAPITRE 2. — Aide sociale

Art. VII.6. - La mission d'aide sociale s'entend comme toute aide de nature non financière destinée à permettre au justiciable de préserver, d'améliorer ou de restaurer ses conditions de vie, sur le plan familial, social, économique, professionnel, politique ou culturel.

Art. VII.7. - Pour mettre en œuvre l'aide sociale visée à l'article VII.6, les partenaires exécutent au moins une des prestations suivantes :

1° assurer le suivi du justiciable:

a) en le soutenant pour faire face aux conséquences d'une situation infractionnelle ou potentiellement infractionnelle ;

b) en l'informant, en l'orientant et en le soutenant dans ses relations avec la police et les instances judiciaires ;

c) en lui facilitant l'accès aux instances et organisations spécialisées ;

2° aider la victime ou l'auteur à sa réinsertion active dans la société :

a) en évaluant avec la victime ou l'auteur ses besoins et ressources et en définissant des priorités afin qu'il ou elle trouve un nouvel équilibre de vie ;

b) en collaborant avec l'auteur détenu à la mise en œuvre de son plan de détention et de son plan de réinsertion sociale ;

c) en aidant l'auteur détenu dans l'élaboration de propositions de solutions alternatives à la privation de liberté et dans la préparation à la mise en œuvre de ces solutions alternatives.

CHAPITRE 3. — Aide psychologique

Art. VII.8. - La mission d'aide psychologique s'entend comme toute aide destinée à soutenir psychologiquement le justiciable afin qu'il trouve un nouvel équilibre de vie.

Art. VII.9. - Pour mettre en œuvre l'aide psychologique visée à l'article VII.8, les partenaires exécutent au moins des prestations suivantes :

1° soutenir le justiciable pour faire face aux conséquences directes et indirectes d'une infraction pénale ou aux problèmes particuliers liés à sa situation spécifique ;

2° proposer à l'auteur, au départ de son comportement préjudiciable, un soutien thérapeutique spécialisé et personnalisé visant à l'intégrer dans un processus de changement ;

3° proposer à la victime, au départ du préjudice subi, un soutien thérapeutique spécialisé et personnalisé centré sur les conséquences directes du traumatisme et sur l'assimilation du choc.

CHAPITRE 4. — Aide au lien

Art. VII.10. - La mission d'aide au lien s'entend comme toute aide qui vise à créer, maintenir, encadrer ou restaurer la relation entre deux personnes, dont au moins une est un justiciable.

Art. VII.11. - Pour mettre en œuvre l'aide au lien visée à l'article VII.10, les partenaires exécutent au moins une des prestations suivantes :

1° aider le proche d'un enfant qui ne vit pas avec celui-ci à maintenir, créer ou restaurer la relation entre eux, notamment en préparant et en organisant des rencontres dans un lieu adéquat, encadrées par un tiers neutre ;

2° promouvoir et encadrer les relations entre l'auteur détenu et l'environnement extérieur, en particulier avec ses proches.

CHAPITRE 5. — Aide à la communication restauratrice

Art. VII.12. - La mission d'aide à la communication restauratrice s'entend comme toute aide qui vise à organiser un espace de communication entre justiciables concernés par une infraction pénale et, si nécessaire, à mettre en place une médiation entre ces justiciables en vue d'en gérer, de manière concertée, les conséquences matérielles et émotionnelles.

Cette mission s'exerce dans l'esprit de la justice restauratrice.

CHAPITRE 6. — Accompagnement à la mise en œuvre et au suivi des décisions judiciaires

Art. VII.13. - La mission d'accompagnement à la mise en œuvre et au suivi des décisions judiciaires s'entend comme toute action qui vise à mettre en place un cadre et des moyens en vue de l'exécution par l'auteur d'une peine ou d'une mesure judiciaire au sein de la communauté, en collaboration avec les services visés à l'article IV.2.

Art. VII.14. - Pour mettre en œuvre l'accompagnement visé à l'article VII.13, les partenaires exécutent au moins une des prestations suivantes :

1° mettre en place un programme de prise en charge psycho-socio-éducative, au départ d'un comportement préjudiciable, visant la responsabilisation de l'auteur, l'identification de situations à risque, l'élaboration d'alternatives au comportement concerné et l'acquisition de compétences sociales ;

2° accompagner les peines de travail et les travaux d'intérêt général :

a) en offrant à l'auteur un choix le plus large possible de lieux de prestation, au sein d'un réseau d'intermédiaires que le partenaire crée, développe et soutient en permanence, en concertation avec les autres partenaires de l'arrondissement judiciaire concernés par la mission ;

b) en déterminant l'orientation concrète de la peine de travail ou du travail d'intérêt général, en concertation avec l'auteur et le lieu de prestation, en tenant compte notamment des informations transmises par les services visés à l'article IV.2 ;

c) en mettant en place le cadre et les moyens nécessaires à l'auteur pour prester une peine de travail ou un travail d'intérêt général ;

d) en soutenant l'auteur tout au long de la mise en place et de l'exécution de la peine de travail ou du travail d'intérêt général ;

e) éventuellement, en travaillant directement et collectivement avec les auteurs prestant une peine de travail ou un travail d'intérêt général.

CHAPITRE 7. — Exécution des missions

Art. VII.15. - Le Gouvernement arrête l'ensemble des prestations à effectuer par le partenaire suivant le justiciable concerné ou les modalités d'exécution de chaque mission visée au présent titre.

TITRE 5. — De l'agrément

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Art. VII.16. - §1^{er}. Tout organisme qui se propose de réaliser au profit des justiciables des missions prévues au titre 4 doit, pour bénéficier des subventions prévues au titre 6 avoir été agréé par le Gouvernement.

L'agrément précise la ou les missions pour lesquelles le partenaire est agréé. Pour chaque mission qu'il vise, l'agrément couvre l'ensemble des prestations qui la composent.

§2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, les Commissions d'aide juridique instituées par le Code judiciaire sont dispensées de solliciter un agrément.

Pour bénéficier des subventions prévues par le titre 6, elles doivent néanmoins respecter les conditions prévues à l'article VII.19, à l'exception du 9^o.

Art. VII.17. - L'agrément couvre un ou plusieurs arrondissements judiciaires.

Pour l'application du livre VII, l'arrondissement judiciaire de Bruxelles est limité aux dix-neuf communes de l'agglomération bruxelloise.

Art. VII.18. - §1er. Les agréments sont octroyés aux partenaires pour un sextennat fixé selon un cycle de référence d'une durée de six ans débutant à dates fixes, et ce, à partir du 1^{er} janvier 2024.

L'agrément est valable pour une durée de maximum six ans, renouvelable aux conditions fixées à l'article VII.35.

§2. Les partenaires qui sollicitent une première demande d'agrément au cours d'un sextennat ne pourront se voir octroyer qu'une période d'agrément d'un à cinq ans maximum, prenant fin à l'échéance du sextennat en cours.

CHAPITRE 2. — *Conditions d'agrément*

Art. VII.19. - Pour pouvoir être agréé, l'organisme visé à l'article VII.16 doit satisfaire aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° disposer de la personnalité juridique et poursuivre un but non lucratif ;
- 2° présenter un projet de mise en œuvre de la mission pour laquelle il demande à être agréé qui soit en cohérence avec les principes et objectifs généraux visés aux articles II.2, II.3 et VII.3 ;
- 3° disposer de locaux répondant aux normes de salubrité et de sécurité applicables, accessibles, adaptés à l'exécution de la mission et garantissant la neutralité du partenaire, la confidentialité des entretiens et le respect de la vie privée du justiciable ;
- 4° couvrir sa responsabilité civile, celle de son personnel et de ses immeubles ;
- 5° adapter les horaires de prestation aux objectifs de la mission ;
- 6° garantir la gratuité de la prestation vis-à-vis du justiciable, excepté lorsqu'un paiement symbolique fait partie de l'aide psychologique qui lui est apportée ;
- 7° gérer les données personnelles conformément à la législation portant sur la protection des personnes physiques à l'égard de traitements de données à caractère personnel ;
- 8° disposer d'une gestion financière saine ;
- 9° disposer d'un personnel ou, si nécessaire, recourir à des professionnels externes, dont la qualification de départ ou l'expérience professionnelle est en lien avec la mission, conformément aux conditions définies par le Gouvernement ;
- 10° proposer une formation continue adaptée à l'exercice de la mission.

Art. VII.20. - §1er. Dans le cadre de l'application de l'article VII.19, afin de gérer les demandes d'agrément, les catégories de données personnelles traitées par catégorie de personnes concernées sont les suivantes :

- 1° la ou les personne(s) de contact pour l'agrément :
 - a) les données d'identification et de contact ;
 - b) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
- 2° le(s) membre(s) de l'organe de gestion ou d'administration :
 - a) les données d'identification ;
 - b) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
- 3° le(s) membre(s) du personnel :
 - a) les données d'identification ;
 - b) les données financières ;
 - c) les données relatives aux études et à la formation ;
 - d) les données relatives à la profession et à l'emploi.

§2. Le Gouvernement précise la liste des données personnelles reprises dans les catégories visées au paragraphe 1^{er} et les durées de conservation de ces données.

Art. VII.21. - Le Gouvernement arrête la procédure d'agrément.

CHAPITRE 3. — *Obligations liées à l'agrément applicables à tous les partenaires*

Art. VII.22. - Le partenaire veille à la diffusion, auprès des justiciables concernés, d'informations relatives à l'existence et aux conditions d'accès de la mission pour laquelle il est agréé.

Cette diffusion a lieu au minimum dans les locaux où la mission est assurée.

Art. VII.23. - A la demande de l'administration, le partenaire fournit à cette dernière toute information relative à l'exécution de la mission, selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

Art. VII.24. - §1er. Dans le cadre de l'application de l'article VII.23, afin de contrôler l'exécution des missions par les partenaires, les catégories de données personnelles susceptibles d'être traitées par catégorie de personnes concernées sont les suivantes :

- 1° le ou les personne(s) responsable(s):
 - a) les données d'identification et de contact ;
- 2° les justiciables :
 - a) les données d'identification ;
 - b) les données relatives aux caractéristiques personnelles ;
 - c) les données relatives à la composition du ménage ;
 - d) les données relatives aux infractions, aux poursuites et aux condamnations.

§2. La catégorie de données visée au paragraphe 1er, 2°, a), comprend la donnée genre. Cette donnée est traitée par le responsable de traitement à des fins statistiques.

§3. Le Gouvernement précise la liste des données personnelles reprises dans les catégories visées au paragraphe 1^{er} et les durées de conservation de ces données.

Art. VII.25. - Le partenaire établit annuellement, selon les modalités arrêtées par le Gouvernement, un rapport des activités menées dans le cadre de son agrément et le transmet à l'administration.

Art. VII.26. - §1er. Les catégories de données personnelles traitées par le rapport des activités visé à l'article VII.25 sont, par catégorie de personnes concernées, les suivantes :

- 1° le(s) membre(s) du personnel du partenaire :
 - a) les données d'identification ;

- b) les données financières ;
 - c) les données relatives aux études et à la formation ;
 - d) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
- 2° les justiciables :
- a) les catégories de données visées à l'article VII.24 ;
 - b) les catégories de données visées à l'article VII.47.

Les données visées au 2° sont anonymisées.

§2. Le Gouvernement précise la liste des données personnelles reprises dans les catégories visées au paragraphe 1^{er} et les durées de conservation de ces données.

Art. VII.27. - A la demande ou en coordination avec l'administration, le partenaire apporte son concours aux actions de sensibilisation des magistrats, des services de police et des intermédiaires nécessaires à l'exécution de la mission.

Art. VII.28. - Le cas échéant, le partenaire, dont au moins un représentant y est désigné, participe activement aux travaux des organes de concertation mis en place en vertu du titre 7.

CHAPITRE 4. — *Evaluation*

Art. VII.29. - L'administration évalue de manière continue le respect par le partenaire des conditions d'agrément prévues à l'article VII.19.

A cet effet, le partenaire transmet, dans le respect de la déontologie liée à son activité, tout document utile à cette évaluation et donne accès à ses locaux aux agents de l'administration, moyennant avertissement préalable.

Le Gouvernement arrête les modalités de l'évaluation visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. VII.30. - L'article VII.20 s'applique au présent chapitre.

CHAPITRE 5. — *Modification d'agrément*

Art. VII.31. - Avec l'accord du partenaire, le Gouvernement peut étendre ou restreindre le territoire et les missions sur lesquels porte l'agrément.

Le Gouvernement arrête la procédure de modification d'agrément.

Art. VII.32. - L'article VII.20 s'applique au présent chapitre.

CHAPITRE 6. — *Retrait d'agrément*

Art. VII.33. - §1^{er}. Si l'évaluation réalisée par l'administration révèle que le partenaire ne respecte pas les principes généraux visés à l'article II.2, les dispositions du livre VII ou que sa gestion financière fait état de graves lacunes, le Gouvernement met en demeure le partenaire d'adopter les mesures nécessaires afin d'y remédier.

Dans les deux mois de la mise en demeure, le partenaire soumet à l'approbation du Gouvernement un plan de mise en conformité visant à remédier à la situation.

Si le Gouvernement refuse le plan proposé par le partenaire, il invite ce dernier à lui transmettre un nouveau plan dans le mois.

En cas de deuxième refus ou si le partenaire ne transmet aucun plan de mise en conformité dans les délais, le Gouvernement impose un plan de mise en conformité.

§2. Au plus tard six mois après l'approbation ou l'imposition du plan visé au paragraphe 1^{er}, l'administration procède à l'évaluation des résultats obtenus. En fonction des résultats de cette évaluation, le Gouvernement peut soit maintenir l'agrément, soit retirer totalement ou partiellement l'agrément, soit accorder un ultime délai de maximum six mois pour se conformer aux dispositions du livre VII, ainsi qu'aux principes généraux visés à l'article II.2. Si à l'expiration de ce dernier délai, les lacunes persistent, le Gouvernement procède au retrait total ou partiel de l'agrément.

§3. Le retrait de l'agrément intervient de manière à permettre à l'employeur de respecter ses obligations découlant de la législation du travail.

A cet effet, le partenaire joint à son plan de mise en conformité les informations utiles au respect des obligations visées à l'alinéa 1^{er}.

Néanmoins, le partenaire prend les mesures conservatoires afin de pouvoir faire face à un retrait de l'agrément.

Art. VII.34. - L'article VII.20 s'applique au présent chapitre.

CHAPITRE 7. — *Renouvellement d'agrément*

Art. VII.35. - §1^{er}. Au plus tard un an avant l'échéance de l'agrément, le partenaire peut en demander le renouvellement.

Le Gouvernement arrête la procédure de renouvellement d'agrément.

§2. Pour obtenir le renouvellement de son agrément, le partenaire doit satisfaire aux conditions fixées à l'article VII.19.

Toutefois, le Gouvernement peut accorder le renouvellement de l'agrément du partenaire qui ne respecterait pas l'ensemble des conditions fixées à l'article VII.19 pour autant qu'il puisse se mettre en règle dans les six mois du renouvellement de son agrément.

A cet effet, le partenaire joint à son dossier de renouvellement un plan de mise en conformité visant à remédier à la situation dans le délai prévu à l'alinéa 2.

§3. Le non-renouvellement de l'agrément intervient de manière à permettre à l'employeur de respecter ses obligations découlant de la législation du travail.

A cet effet, le partenaire joint à sa demande de renouvellement les informations utiles au respect des obligations visées à l'alinéa 1^{er}.

Néanmoins, le partenaire prend les mesures conservatoires afin de pouvoir faire face à un non-renouvellement de l'agrément.

Art. VII.36. - L'article VII.20 s'applique au présent chapitre.

CHAPITRE 8. — *Contrôle de l'agrément*

Art. VII.37. - §1er. Dans le cadre de l'application des articles VII.33 et VII.35, afin d'évaluer le respect des obligations visées à l'article VII.33, §3, et à l'article VII.35, §3, les catégories de données personnelles traitées par catégorie de personnes concernées sont les suivantes :

- 1° la ou les personne(s) de contact pour l'agrément :
 - a) les données d'identification et de contact ;
 - b) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
- 2° le(s) membre(s) du personnel du partenaire :
 - a) les données d'identification ;
 - b) les données financières ;
 - c) les données relatives aux études et à la formation ;
 - d) les données relatives à la profession et à l'emploi.

§2. Le Gouvernement précise la liste des données personnelles reprises dans les catégories visées au paragraphe 1^{er} et les durées de conservation de ces données.

TITRE 6. — *Du subventionnement*

Art. VII.38. - Le Gouvernement peut accorder aux partenaires des subventions, calculées conformément au présent titre, destinées à soutenir la réalisation des missions et obligations liées à leur agrément.

Par dérogation à l'alinéa 1er, les prestations pouvant être couvertes par les subventions allouées par l'autorité fédérale en exécution de l'article 69 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales et de l'article 5, § 2, de la loi du 6 décembre 2005 relative à l'établissement et au financement de plans d'action en matière de sécurité routière ne peuvent faire l'objet d'un subventionnement en vertu du présent titre.

Art. VII.39. - §1er. Dans le cadre de l'application de l'article VII.38, afin de traiter les demandes de subventions des partenaires, les catégories de données personnelles traitées pour la personne habilitée à représenter le partenaire sont les données suivantes :

- 1° les données d'identification et de contact ;
- 2° les données relatives à la profession et à l'emploi.

§2. Le Gouvernement précise la liste des données personnelles reprises dans les catégories visées au paragraphe 1^{er} et les durées de conservation de ces données.

Art. VII.40. - Le Gouvernement fixe la subvention unitaire accordée par prise en charge pour chaque type de prestation.

Le Gouvernement arrête les prises en charge comptabilisables pour chaque prestation.

La subvention couvre les frais de personnel, de fonctionnement et d'investissement liés à l'exécution de la mission définie au titre 4 et au respect des obligations visées au titre 5, chapitre 3.

Art. VII.41. - §1er. Dans la limite des crédits budgétaires, les subventions sont réparties par arrondissement judiciaire sur la base d'une analyse triennale des missions offertes et des besoins des justiciables, réalisée par l'administration selon les modalités fixées par le Gouvernement.

§2. Par dérogation au paragraphe 1er, pour les subventions octroyées jusqu'au 31 décembre 2026, les subventions sont réparties par arrondissement judiciaire en tenant compte des rapports des activités rendus par le partenaire ainsi que de toutes les informations dont l'administration dispose en ce qui concerne les missions offertes et les besoins des justiciables dans l'arrondissement judiciaire concerné.

Art. VII.42. - §1er. Au cours de chaque sextennat d'agrément, les subventions sont octroyées aux partenaires selon deux triennats de subventionnement consécutifs fixés selon un cycle de référence d'une durée de trois ans.

§2. Le Gouvernement fixe un nombre annuel de prises en charge, valable pour un triennat de subventionnement. Ce nombre peut être revu chaque année de commun accord avec le partenaire.

L'objectif triennal est obtenu en additionnant les objectifs annuels.

§3. Pour les partenaires qui introduisent une demande de subvention au cours d'un triennat, le Gouvernement fixe un nombre annuel de prises en charge, valable pour un ou deux ans, suivant l'échéance du triennat de subventionnement en cours.

En cas de subventionnement pour une période de deux ans, le nombre annuel de prises en charge peut être revu l'année suivante de commun accord avec le partenaire.

L'objectif biennal est obtenu en additionnant les objectifs annuels.

§4. Le Gouvernement arrête les critères selon lesquels le nombre annuel de prises en charge est établi.

Art. VII.43. - Le montant annuel de subvention accordé au partenaire pour chaque type de prestation est calculé en multipliant le montant unitaire visé à l'article VII.40 avec le nombre de prises en charge fixé conformément à l'article VII.42.

Art. VII.44. - La subvention annuelle est liquidée en deux tranches :

- 1° une première tranche, représentant nonante pour cent de la subvention, est versée au cours du premier trimestre de l'année ;
- 2° le solde est versé l'année suivante, dans les trois mois qui suivent la réception des pièces justificatives visées à l'article VII.45, §2.

Art. VII.45. - §1er. Le partenaire transmet mensuellement à l'administration les informations nécessaires à la comptabilisation des prises en charge effectuées.

Le Gouvernement arrête la liste des informations visées à l'alinéa 1^{er} ainsi que les modalités de leur transmission.

§2. Le partenaire transmet à l'administration, pour le 31 mars au plus tard :

- 1° le rapport d'activité visé à l'article VII.25, portant sur l'année précédente ;
- 2° le bilan comptable de l'année précédente ;
- 3° le tableau de répartition des charges par mission.

Par dérogation à l'alinéa 1er, les partenaires organisés sous la forme d'un service communal ou provincial sont dispensés de transmettre à l'administration un bilan comptable.

§3. Le partenaire est dispensé de transmettre systématiquement à l'administration les pièces prouvant ses dépenses en lien avec l'exercice de la mission pour laquelle il est agréé.

Le partenaire conserve toutefois les pièces visées à l'alinéa 1^{er} pendant une période de dix ans et les transmet, sur demande, à l'administration.

Art. VII.46. - L'administration suit de manière continue l'évolution du nombre de prises en charge réalisées.

Le Gouvernement arrête les modalités de ce contrôle ainsi que les conditions dans lesquelles l'administration peut demander au partenaire l'adoption d'un plan d'action destiné à remédier aux difficultés constatées.

Art. VII.47. - §1er. Dans le cadre de l'application des articles VII.45 et VII.46, afin de contrôler l'utilisation de la subvention, les catégories de données personnelles susceptibles d'être traitées par catégorie de personnes concernées sont les suivantes :

1° la ou les personne(s) responsable(s):

a) les données d'identification et de contact ;

2° les justiciables :

a) les données d'identification;

b) les données relatives aux caractéristiques personnelles ;

c) les données relatives à la composition du ménage ;

d) les données relatives aux infractions, aux poursuites et aux condamnations.

§2. La catégorie de données visée au paragraphe 1er, 2°, a), comprend la donnée genre. Cette donnée est traitée par le responsable de traitement à des fins statistiques.

§3. Le Gouvernement précise la liste des données personnelles reprises dans les catégories visées au paragraphe 1^{er} et les durées de conservation de ces données.

Art. VII.48. - A la fin du triennat en cours, le Gouvernement fixe, après avoir recueilli les observations du partenaire, les nouveaux objectifs du partenaire pour le triennat suivant.

Art. VII.49. - Le Gouvernement arrête les modalités de remboursement éventuel des subventions versées, dans le respect des principes fixés à l'article 61, 5°, du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Il peut à cet égard fixer des objectifs minimaux à atteindre pour conserver le bénéfice des subventions versées.

TITRE 7. — *De la concertation et de la coordination*

CHAPITRE 1^{er}. — *Commission communautaire des Partenariats*

Art. VII.50. - §1er. Il est institué une Commission communautaire des Partenariats chargée de remettre au Gouvernement un avis sur tout avant-projet de décret et sur tout projet d'arrêté réglementaire portant sur les matières réglées par le livre VII.

La Commission remet son avis dans un délai de deux mois.

La moitié au moins de ce délai s'écoule en dehors des périodes de vacances scolaires.

Si l'avis n'est pas rendu dans le délai visé à l'alinéa 2, il est passé outre à cette formalité.

§2. La Commission peut également remettre un avis, d'initiative ou la demande du Gouvernement, sur :

1° des questions de politique générale relatives à l'application du livre VII ;

2° les actions de sensibilisation visées à l'article VII.27.

Le Gouvernement précise dans sa demande le délai dans lequel il souhaite que l'avis visé à l'alinéa 1^{er} soit rendu.

Art. VII.51. - La Commission communautaire des Partenariats est composée des membres suivants, ayant voix délibérative :

1° deux représentants de l'administration, dont un assure la présidence ;

2° deux représentants des partenaires agréés pour chaque type de mission, désignés sur proposition des partenaires agréés selon les modalités arrêtées par le Gouvernement ;

3° un représentant de chaque organisation syndicale représentative, désigné sur proposition de celle-ci.

Pour l'application du présent article, est considérée comme représentative l'organisation syndicale qui :

1° exerce son activité sur le plan national ;

2° défend les intérêts de toutes les catégories de personnel des partenaires agréés en vertu du livre VII ;

3° est affiliée à une organisation interprofessionnelle de travailleurs représentée au Conseil national du Travail ou fait partie d'une telle organisation.

Siège également, avec voix consultative, un représentant du Ministre ayant les Maisons de justice dans ses attributions.

Le Gouvernement nomme les membres de la Commission communautaire des Partenariats pour une durée de six ans.

Le Gouvernement nomme, pour chaque membre ayant voix délibérative, un membre suppléant selon la même procédure que pour les membres effectifs.

Art. VII.52. - La Commission communautaire des Partenariats est tenue d'élaborer un règlement d'ordre intérieur qui est soumis, ainsi que ses modifications, à l'approbation du Gouvernement.

Art. VII.53. - L'administration assure le secrétariat de la Commission communautaire des Partenariats.

Le secrétaire ne prend pas part aux délibérations.

Art. VII.54. - §1er. Afin d'assurer la gestion administrative de la Commission communautaire des Partenariats visée à l'article VII.51, les catégories de données personnelles traitées concernant les personnes désignées en application de l'article VII.51 sont les données d'identification et de contact.

§2. Le Gouvernement précise la liste des données personnelles reprises dans les catégories visées au paragraphe 1^{er} et les durées de conservation de ces données.

CHAPITRE 2. — *Commissions d'arrondissement des Partenariats*

Art. VII.55. - Il est institué au sein de chaque arrondissement judiciaire une Commission d'arrondissement des Partenariats chargée de :

1° récolter à la demande de l'administration les informations relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions prévues par le livre VII ;

2° donner des avis à l'administration sur l'adéquation entre les offres de services prévues par le livre VII et les besoins des justiciables.

Art. VII.56. - Chaque Commission d'arrondissement des Partenariats est composée des membres suivants, ayant voix délibérative :

1° un représentant de l'administration, qui assure la présidence ;

2° le président et un représentant de chaque Commission thématique ;

3° un représentant de la Maison de justice de l'arrondissement judiciaire concerné.

Le Gouvernement nomme les membres des Commissions d'arrondissement des Partenariats pour une durée de six ans.

Le Gouvernement nomme, pour chaque membre ayant voix délibérative, un membre suppléant selon la même procédure que pour les membres effectifs.

Art. VII.57. - Le Gouvernement arrête, après avis de la Commission communautaire des Partenariats, le règlement d'ordre intérieur des Commissions d'arrondissement des Partenariats.

Art. VII.58. - L'administration assure le secrétariat des Commissions d'arrondissement des Partenariats.

Le secrétaire ne prend pas part aux délibérations.

Art. VII.59. - §1er. Afin d'assurer la gestion administrative des commissions visées à l'article VII.55, les catégories de données personnelles traitées concernant les personnes désignées en application de l'article VII.56 sont les données d'identification et de contact.

§2. Le Gouvernement précise la liste des données personnelles reprises dans les catégories visées au paragraphe 1^{er} et les durées de conservation de ces données.

CHAPITRE 3. — *Commissions thématiques des Partenariats*

Art. VII.60. - §1er. Il est institué au sein de chaque arrondissement judiciaire trois Commissions thématiques des Partenariats réparties comme suit :

1° une Commission organisée autour des thématiques centrées sur l'auteur ;

2° une Commission organisée autour des thématiques centrées sur la victime ;

3° une Commission organisée autour des thématiques centrées sur les justiciables non visés sous 1° et 2°.

§2. Chaque Commission thématique est chargée de :

1° récolter à la demande de la Commission d'arrondissement les informations relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions dans le cadre de la thématique qui lui est attribuée à l'alinéa 1^{er} ;

2° donner des avis à la Commission d'arrondissement sur l'adéquation entre les offres de services prévues par le livre VII et les besoins dans le cadre de la thématique qui lui est attribuée à l'alinéa 1er.

Art. VII.61. - Chaque Commission thématique est composée d'un représentant pour chaque type de mission, désignés sur proposition des partenaires agréés de l'arrondissement judiciaire concerné selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

Le Gouvernement nomme les membres des Commissions thématiques des Partenariats pour une durée de six ans.

Le Gouvernement nomme, pour chaque membre ayant voix délibérative, un membre suppléant selon la même procédure que pour les membres effectifs.

La Commission thématique élit en son sein un président.

Art. VII.62. - §1er. Afin d'assurer la gestion administrative des commissions visées à l'article VII.60, les catégories de données personnelles traitées concernant les personnes désignées en application de l'article VII.61 sont les données d'identification et de contact.

§2. Le Gouvernement précise la liste des données personnelles reprises dans les catégories visées au paragraphe 1^{er} et les durées de conservation de ces données.

TITRE 8. — *Rapport d'activités*

Art. VII. 63. - Le Gouvernement adresse au Parlement un rapport d'activités portant sur la mise en œuvre du livre VII tous les trois ans après l'évaluation visée à l'article X.1er, §1er.

Livre VIII. — *De l'accompagnement des victimes d'urgences collectives*TITRE 1^{er}. — *Définitions propres au livre VIII*

Article VIII.1er. - Les définitions suivantes sont applicables au livre VIII :

1° accompagnement spécifique : suivi individuel proposé aux victimes d'une urgence collective ;

2° contexte social de la victime : toutes les personnes qui ont un lien relationnel particulier avec la victime et qui sont amenées de ce fait à être en contact avec les services du Gouvernement, les partenaires et la personne visée à l'article VIII.4, §1er;

3° partenaires : partenaires définis à l'article I.1er, 14° exécutant uniquement les missions d'aide sociale et d'aide psychologique visées aux articles VII.6 à VII.9 ;

4° personne de référence : intervenant d'un service du Gouvernement ou d'un partenaire visés à l'article VIII.3 qui assure l'accompagnement spécifique des victimes d'une urgence collective ;

5° plan de suivi : plan de suivi psychosocial, c'est-à-dire le dispositif d'intervention qui organise la prise en charge des victimes d'une urgence collective ;

6° prise en charge des victimes : ensemble des actions structurelles et accompagnement spécifique des victimes d'une urgence collective ;

7° services du Gouvernement : services visés à l'article IV.2, exerçant uniquement l'activité visée à l'article IV.3, §1er, 4° ;

8° service tiers concerné par l'urgence collective: tout service susceptible d'intervenir suite à une urgence collective, autre que les services du Gouvernement et les partenaires visés à l'article VIII.3 ;

9° urgence collective : événement qui entraîne ou qui est susceptible d’entraîner des conséquences dommageables aux personnes et qui donne lieu à l’ouverture d’une enquête pénale. Par son ampleur ou son impact, cet événement nécessite la mise en œuvre de mesures spécifiques et la coordination de la prise en charge des victimes ;

10° victime : la victime visée à l’article I.1er, 25°, a) et b), qui a subi un dommage directement causé par une situation d’urgence collective.

TITRE 2. — De la protection des données personnelles

Art. VIII.2. - §1er. Les services du Gouvernement, les partenaires et la personne visée à l’article VIII.4, §1^{er} réalisent le traitement relatif à la gestion d’une urgence collective.

§2. Les finalités du traitement visé au paragraphe 1^{er} sont les suivantes :

- 1° vérifier les conditions de l’urgence collective ;
- 2° identifier et authentifier les victimes en vue de leur prise en charge ;
- 3° activer le plan de suivi visé à l’article VIII.5 ;
- 4° désigner une personne de référence conformément à l’article VIII.8 ;
- 5° accompagner les victimes dans leurs démarches.

TITRE 3. — De la personne de référence et de la coordination du suivi psychosocial

CHAPITRE 1^{er}. — De la personne de référence

Art. VIII.3. - §1er. Une personne de référence est désignée au sein des services du Gouvernement ou des partenaires suivant la procédure décrite à l’article VIII.8.

§2. Le rôle de la personne de référence est d’être le point de contact central pour le suivi des victimes. Elle offre à la victime d’une urgence collective un accompagnement spécifique.

§3. Les services et partenaires visés au paragraphe 1^{er} veillent à la formation continue des intervenants susceptibles d’assumer le rôle de personne de référence.

CHAPITRE 2. — De la coordination du suivi psychosocial

Art. VIII.4. - §1er. Le Gouvernement désigne au sein de l’administration une personne chargée de coordonner le suivi psychosocial, d’élaborer le plan de suivi et d’identifier les collaborations à mettre en place en vue de la prise en charge des victimes.

Le Gouvernement arrête les modalités d’approbation du plan de suivi visé à l’alinéa 1er.

§2. Le Gouvernement peut instituer une instance de concertation et d’avis, réunissant différents acteurs impliqués dans la prise en charge des victimes en vue de la mise en œuvre du plan de suivi psychosocial.

Le Gouvernement arrête, le cas échéant, la composition de cette instance, ainsi que le règlement d’ordre intérieur et les règles de confidentialité auxquelles ses membres doivent se soumettre.

Les catégories de données personnelles traitées concernant les membres qui composent l’instance visée à l’alinéa 1^{er} sont les suivantes :

- a) les données d’identification et de contact ;
- b) les données relatives à la profession et à l’emploi.

§3. Le Gouvernement précise la liste des données personnelles reprises dans les catégories visées au paragraphe 2, alinéa 3, et les durées de conservation de ces données.

TITRE 4. — Du plan de suivi psychosocial

Art. VIII.5. - Le plan de suivi poursuit les objectifs suivants :

- 1° assurer la prise en charge des victimes identifiées ;
- 2° adapter la prise en charge visée au 1° aux besoins individuels et collectifs des victimes ;
- 3° coordonner les interventions des services impliqués dans la prise en charge des victimes.

TITRE 5. — De la procédure en cas d’urgence collective

CHAPITRE 1^{er}. — Activation du plan de suivi

Art. VIII.6. - §1er. Lorsqu’un événement susceptible d’être une urgence collective survient, la personne visée à l’article VIII.4, §1er, identifie si la prise en charge des victimes relève d’une urgence collective et, dans l’affirmative, entame un processus d’analyse de la situation, qui vise à :

- 1° cibler le périmètre des interventions des services ;
- 2° identifier les services concernés par l’intervention ;
- 3° évaluer si une coordination de la prise en charge des victimes est nécessaire ;
- 4° déterminer les éléments à communiquer aux services et les informations utiles à recueillir auprès d’eux.

§2. A l’issue de l’analyse visée au paragraphe 1er, la personne visée à l’article VIII.4, §1er, évalue l’opportunité d’activer le plan de suivi et transmet son avis au Gouvernement.

Le Gouvernement décide d’activer le plan de suivi.

CHAPITRE 2. — Mise en œuvre du plan de suivi psychosocial

Art. VIII.7. - La personne visée à l’article VIII.4, §1^{er} assure la mise en œuvre du plan de suivi en tenant compte des spécificités de l’urgence collective.

Dans ce cadre, elle peut être amenée à donner des informations structurelles aux victimes identifiées et à collaborer avec les services du Gouvernement, les partenaires et des services tiers concernés par l’urgence collective.

Art. VIII.8. - §1er. Les services du Gouvernement et les partenaires visés à l’article VIII.3 peuvent être sollicités par la victime elle-même, par la personne visée à l’article VIII.4, §1^{er} ou par un service tiers concerné par l’urgence collective.

§2. En application du paragraphe 1er, le service du Gouvernement ou le partenaire qui est sollicité en premier reçoit les coordonnées de la victime, évalue ses besoins et décide de :

- 1° désigner en son sein une personne de référence si la situation de la victime le requiert ;
- 2° orienter la victime vers un autre service du Gouvernement ou partenaire pour la désignation d’une personne de référence en accord avec les besoins de la victime.

§3. En fonction de l'évolution des besoins de la victime, la personne de référence peut se décharger de sa mission et s'assurer de la désignation d'une nouvelle personne de référence pour permettre la continuité de l'accompagnement spécifique.

Art. VIII.9. - §1er. Lors de la mise en œuvre du plan de suivi, la personne de référence met en place l'accompagnement spécifique de la victime.

Dans ce cadre, elle exécute les tâches suivantes :

1° l'information de la victime au sujet de l'ensemble des démarches à réaliser et des différents types d'aide disponibles ;

2° l'évaluation des besoins et des ressources de la victime tout au long de la prise en charge ;

3° le soutien proactif de la victime ;

4° l'orientation encadrée de la victime.

§2. Les difficultés rencontrées dans le cadre des tâches visées au paragraphe 1^{er} et les informations structurelles jugées pertinentes sont communiquées à la personne visée à l'article VIII.4, §1er.

Art. VIII.10. - §1er. En application de l'article VIII.7, la personne visée à l'article VIII.4, §1^{er} est susceptible de traiter, par catégorie de personnes concernées, les catégories de données personnelles suivantes :

1° la victime :

a) les données d'identification et de contact ;

b) les données relatives aux caractéristiques personnelles ;

c) les données relatives à la composition du ménage ;

d) les données relatives à la profession et à l'emploi ;

e) les données de santé ;

2° les personnes qui font partie du contexte social de la victime :

a) les données d'identification et de contact ;

3° les services tiers concernés par l'urgence collective:

a) les données d'identification et de contact ;

b) les données relatives à la profession et à l'emploi.

Les données visées à l'alinéa 1^{er} sont susceptibles d'être transférées aux services du Gouvernement et aux partenaires visés à l'article VIII.3, ainsi qu'à des services tiers concernés par l'urgence collective. Le transfert des données personnelles visées à l'alinéa 1er, 1°, e), n'est envisageable que pour autant que la personne concernée ait consenti au traitement de ces données au sens de l'article 9.2.a du RGPD.

Le Gouvernement détermine les modalités du transfert visé à l'alinéa 2.

§2. Dans le cadre de l'application des articles VIII.8 et VIII.9, les services du Gouvernement et les partenaires sont susceptibles de traiter par catégorie de personnes concernées, les catégories de données personnelles suivantes:

1° la victime :

a) les données d'identification et de contact ;

b) les données financières ;

c) les données relatives aux caractéristiques personnelles ;

d) les données relatives à la composition du ménage ;

e) les données relatives à la profession et à l'emploi ;

f) les données de santé ;

2° le contexte social de la victime :

a) les données d'identification et de contact ;

b) les données relatives à la profession et à l'emploi ;

3° les services tiers concernés par l'urgence collective:

a) les données d'identification et de contact ;

b) les données relatives à la profession et à l'emploi.

Les données personnelles visées à l'alinéa 1er, 1°, c), ne peuvent être traitées que moyennant l'accord exprès de la victime et ne peuvent en aucun cas être utilisées à l'encontre de la victime dans le cadre d'une procédure qui implique la prise d'une décision coercitive à son égard.

§3. Les catégories de données visées aux paragraphes 1er, alinéa 1er, 1°, a) et c), et 2, 1°, a) et d), comprennent le numéro de registre national et les données personnelles associées. Ces données sont traitées par chaque responsable de traitement pour les finalités visées à l'article VIII.2, §2, 2° et 5°.

La catégorie de données visée aux paragraphes 1er, 1°, a), et 2, 1°, a), comprend la donnée genre. Cette donnée est traitée par le responsable de traitement à des fins statistiques.

§4. Les services du Gouvernement et partenaires visés à l'article VIII. 8 ont accès aux catégories de données relatives aux infractions, aux poursuites et aux condamnations.

L'accès visé à l'alinéa 1^{er} par les services du Gouvernement se fonde sur l'article 3bis du Titre préliminaire du Code de procédure pénale.

Les partenaires ne peuvent traiter les données personnelles visées à l'alinéa 1^{er} que si elles ont été directement collectées auprès de la victime et avec son consentement.

§5. Les données visées au paragraphe 2, alinéa 1er, 1°, sont susceptibles d'être communiquées aux services tiers concernés par l'urgence collective.

§6. Les données visées au paragraphe 2, alinéa 1^{er} sont susceptibles d'être échangées et transférées entre les services du Gouvernement, les partenaires et la personne visée à l'article VIII.4, §1er, notamment dans le cadre des collaborations visées à l'article III.5.

Le Gouvernement détermine les modalités du transfert visé à l'alinéa 1er.

§7. Le Gouvernement précise la liste des données personnelles reprises dans les catégories visées au 1^{er} alinéa des paragraphes 1^{er} et 2, ainsi que les durées de conservation de ces données.

CHAPITRE 3. — Clôture du plan de suivi psychosocial

Art. VIII.11. - §1er. La personne visée à l'article VIII.4, §1er, propose au Gouvernement la clôture du plan de suivi, lorsque les critères suivants sont réunis :

- 1° toutes les victimes qui le souhaitent disposent d'une personne de référence ;
- 2° les collaborations en vue de la prise en charge des victimes ont été établies ;
- 3° la coordination de la prise en charge des victimes n'est plus nécessaire.

Le Gouvernement décide de clôturer le plan de suivi.

§2. Sur proposition de la personne visée à l'article VIII.4, §1er, le Gouvernement peut décider de réactiver le plan de suivi lorsqu'un des critères visés au paragraphe 1^{er} n'est plus rencontré.

CHAPITRE 4. — Evaluation du plan de suivi psychosocial

Art. VIII.12. - §1er. La mise en œuvre du plan de suivi est évaluée tout au long de la prise en charge des victimes d'urgence collective et fait l'objet des adaptations nécessaires.

§2. Après clôture du plan de suivi, une évaluation finale portant sur la mise en œuvre du plan de suivi est réalisée sous la forme d'un rapport.

§3. Le Gouvernement désigne au sein de ses services les personnes chargées d'exécuter les tâches visées aux paragraphes 1^{er} et 2.

Le Gouvernement arrête également les modalités de rédaction et les destinataires du rapport visé au paragraphe 2.

TITRE 6. — Dispositions budgétaires et financières

Art. VIII.13. - Un montant de 330.000 euros, destiné à couvrir les actions prévues au titre 5 en cas d'urgence collective, est inscrit annuellement au budget général des dépenses.

Art. VIII.14. - §1er. En cas de survenance d'une urgence collective, le Gouvernement peut octroyer notamment une subvention aux partenaires visés à l'article VIII.8.

§2. Le Gouvernement arrête les conditions d'octroi et de justification des subventions visées au paragraphe 1er.

Les conditions visées à l'alinéa 1^{er} portent notamment sur le caractère territorial, l'ampleur ou l'impact de l'urgence collective et les besoins spécifiques rencontrés par les victimes.

La subvention visée au paragraphe 1^{er} permet de couvrir des dépenses liées à la prise en charge de victimes d'urgence collective en cas de survenance de celle-ci, telles que notamment :

- 1° des frais de personnel ;
- 2° des frais de location de locaux ;
- 3° des frais de déplacement ;
- 4° des frais de développement de moyens de communication spécifiques.

Art. VIII.15. - La formation spécifique des intervenants visés à l'article VIII.3, paragraphe 3, est organisée en amont d'une urgence collective potentielle.

Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement octroie les subventions visant à organiser les modules de formation visés à l'alinéa 1er.

Livre IX. — De la commission d'avis de la justice communautaire

Article IX.1er. §1er. - Il est institué une Commission d'avis de la justice communautaire.

La Commission d'avis remet, à la demande du Gouvernement, un avis sur tout avant-projet de décret et sur tout projet d'arrêté réglementaire portant sur les matières réglées par le Code, à l'exception de celles réglées par le livre VII. La Commission d'avis remet son avis dans un délai de deux mois.

En cas d'urgence dûment motivée justifiant la remise d'un avis dans un délai inférieur, le Gouvernement précise dans sa demande le délai dans lequel il souhaite que l'avis visé à l'alinéa 2 soit rendu.

Si l'avis n'est pas rendu ou si la Commission d'avis n'est pas en mesure de se réunir endéans le délai visé à l'alinéa 3, la formalité prévue à l'alinéa 2 est réputée accomplie.

§2. La Commission d'avis se compose des membres suivants :

- 1° le fonctionnaire dirigeant de l'administration ou son représentant ;
- 2° un procureur général désigné par le Collège des procureurs généraux ou son représentant ;
- 3° un magistrat du siège désigné par le Collège des Cours et tribunaux ou son représentant ;
- 4° un membre du ministère public désigné par le Conseil des procureurs du Roi ou son représentant ;
- 5° le président de l'ordre des barreaux francophone et germanophone ou son représentant ;
- 6° un représentant de la Commission communautaire des Partenariats ;
- 7° un représentant d'une association qui promeut les Droits Humains ;

8° quatre personnes licenciées ou titulaires d'un master en droit, en criminologie, en psychologie, en sociologie, en philosophie, pouvant attester d'une expérience professionnelle en lien avec les matières du Code, présentées par l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, sur base d'un appel à candidature diffusé auprès de tous les établissements d'enseignement supérieur.

Les membres de la Commission d'avis visés à l'alinéa 1er, 2° à 8°, assistent aux réunions avec voix délibérative.

La Commission d'avis peut entendre et inviter à ses travaux, d'initiative ou à leur demande, toute personne physique ou morale susceptible de l'éclairer dans l'exercice de ses missions.

Siège en qualité d'invité permanent, un représentant du Ministre ayant les Maisons de justice dans ses attributions.

Les membres de la Commission d'avis visés à l'alinéa 1er, 2°, 3° et 4°, doivent relever du rôle linguistique francophone.

§3. Le Gouvernement nomme les membres de la Commission d'avis pour une durée de six ans.

Le Gouvernement nomme, pour chaque membre ayant voix délibérative, un membre suppléant selon la même procédure que pour les membres effectifs.

§4. Les membres de la Commission d'avis, à l'exception des membres visés au paragraphe 2, 1^o, bénéficient, pour leur participation aux réunions, d'indemnités ainsi que du remboursement des frais de parcours.

Les indemnités sont versées sur base de la liste des présences établie à la fin de chaque réunion.

Le Gouvernement fixe le montant des indemnités et frais de parcours visés à l'alinéa 1er.

§5. L'administration assure le secrétariat de la Commission d'avis.

§6. Le Gouvernement arrête les règles de fonctionnement et les modalités de désignation de membres de la Commission d'avis.

Art. IX.2. §1er. - Afin d'assurer la gestion administrative de la Commission d'avis visée à l'article IX.1er, les catégories de données personnelles traitées concernant les membres visés à l'article IX.1er, §2, sont les suivantes :

1^o les données d'identification et de contact ;

2^o les données financières ;

3^o les données relatives à la profession et à l'emploi.

§2. Le Gouvernement précise la liste des données personnelles reprises dans les catégories visées au paragraphe 1^{er} et les durées de conservation de ces données.

Livre X. — De l'évaluation

Article X.1er. - §1^{er} Une évaluation de la mise en œuvre du Code, présentée sous la forme d'un rapport au Gouvernement transmis au Parlement, sera réalisée au plus tard pour le 1^{er} janvier 2029.

Par dérogation à l'alinéa 1er, pour le livre VIII, une évaluation sera réalisée après le dépôt du rapport visé à l'article VIII.12, §2, et à la suite de la clôture du plan de suivi activé lors de la première situation d'urgence collective rencontrée.

§2. Tous les deux ans, l'administration évalue, en se basant sur des données probantes, l'efficacité d'une ou de plusieurs politiques menées en matière de justice communautaire.

Le Gouvernement arrête le contenu et les modalités de cette évaluation. ».

CHAPITRE II. — *Disposition modificative - Art. 2*

Dans l'article 3, alinéa 1er, du décret du 8 juin 2023 organisant la participation des services relevant des compétences de la Communauté française aux cellules de sécurité intégrale locales en matière de radicalisme, d'extrémisme et de terrorisme, le 12^o est remplacé par ce qui suit : « 12^o les partenaires visés par le Code de la justice communautaire ; ».

CHAPITRE III. — *Disposition abrogatoire - Art. 3*

Le décret du 13 octobre 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables, le décret du 14 juillet 2021 portant sur la capacité de placement de la Communauté française pour assurer la mise en œuvre et le suivi de la surveillance électronique, et au programme-horaire des justiciables condamnés à une peine privative de liberté de trois ans ou moins, et le décret du 20 juillet 2022 relatif à l'accompagnement des victimes d'urgences collectives sont abrogés.

CHAPITRE IV. — *Disposition transitoire - Art. 4*

Par exception à l'article X.1er, alinéa 1er, du Code, une première évaluation portant sur le livre V sera présentée, sous la forme d'un rapport au Gouvernement transmis au Parlement, au plus tard le 1^{er} septembre 2025.

CHAPITRE V. — *Entrée en vigueur - Art. 5*

Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au Moniteur Belge.

Bruxelles, le 4 octobre 2023.

Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-
Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,
F. BERTIEAUX

Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

(1) **Session 2023-2024**

Documents du Parlement. – Projet de décret, n^o 583-1 — Rapport de commission, n^o 583-2 — Texte adopté en commission, n^o 583-3 — Amendement(s) en séance, n^o 583-4 — Texte adopté en séance plénière, n^o 583-5

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 4 octobre 2023.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/46510]

5 OKTOBER 2023. — Decreet tot invoering van het Wetboek voor gemeenschapsjustitie

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen:

HOOFDSTUK I. — *Wetboek voor gemeenschapsjustitie - Artikel 1*

De volgende bepalingen vormen het Wetboek voor gemeenschapsjustitie in de Franse Gemeenschap, hierna "het Wetboek" genoemd: "Wetboek voor gemeenschapsjustitie".

Boek I. — Algemene definities

Artikel I.1. - De volgende definities gelden voor het hele Wetboek:

1° administratie: de administratie van de Franse Gemeenschap, die bevoegd is voor de organisatie, de werking en de opdrachten van Justitiehuisen, de uitvoering en de opvolging van het elektronisch toezicht, de bijstand en de opvang van elke persoon die rechtstreeks betrokken is bij gewelddadig radicalisme en extremisme, alsmede de erkenning en subsidiëring van partners die hulp verlenen aan rechtzoekenden;

2° arrondissement: elk gerechtelijk arrondissement gelegen in het Franse taalgebied en het gerechtelijk arrondissement Brussel, beperkt tot het grondgebied van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;

3° dader: een natuurlijke persoon of rechtspersoon die verdacht, aangeklaagd, beschuldigd, veroordeeld of vastgehouden wordt in verband met een strafrechtelijke procedure;

4° mandaterende overheid: een rechterlijke of administratieve instantie die gemachtigd is om de regeringsdiensten bedoeld in de artikelen IV.2 en V.2 te mandateren om de opdracht bedoeld in artikel III.2, §1, 1° uit te voeren;

5° andere actoren van de justitie: actoren waarmee de Franse Gemeenschap in contact komt bij de uitoefening van haar opdrachten en die geen mandaterende overheid zijn;

6° casusoverleg: overleg zoals bedoeld in artikel 458^{ter} van het Strafwetboek;

7° persoonsgegevens: persoonsgegevens in de zin van artikel 4. 1), van de AVG;

8° kind: elke natuurlijke persoon jonger dan achttien jaar;

9° ETNIC: het "Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication", georganiseerd door het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het « Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) » (Overheidsbedrijf voor Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap);

10° beheerder: een lid van één van de regeringsdiensten bedoeld in de artikelen IV.2, V.2, VI.1 of een partner die een professionele band heeft met de rechtzoekende die het voorwerp uitmaakt van een casusoverleg;

11° gezamenlijke interventie: implementatie van interventies waarbij professionals met elkaar overleggen en samenwerken over de beste manier om rechtzoekenden te ondersteunen, met respect voor hun respectievelijke methodologische en deontologische kaders;

12° de rechtzoekende: de rechtzoekende die in contact komt met justitie, die betrokken is bij een van de opdrachten bedoeld in artikel III.2, §1, 1° tot 3° of die ten minste een van de diensten bedoeld in Boek VII kan genieten;

13° Ministerie: het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

14° partner: een door de overheid erkende en eventueel gesubsidieerde instelling die aan de rechtzoekenden de diensten aanbiedt waarin titel 4 van boek VII voorziet;

15° deelnemer: een lid van een van de regeringsdiensten bedoeld in de artikelen IV.2, V.2, VI.1^{er} of van een partner die deelneemt aan een casusoverleg;

16° persoon die rechtstreeks betrokken is bij gewelddadig radicalisme en extremisme: een natuurlijk persoon, meerderjarig of minderjarig, die betrokken is bij gewelddadig radicalisme of extremisme dat heeft geleid tot delinquent gedrag of dat zou kunnen leiden tot dergelijk gedrag;

17° naaste van het kind: elke persoon, al dan niet verwant met het kind, die een bijzondere band van genegenheid met het kind kan aantonen;

18° AVG: Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot opheffing van Richtlijn 95/46/EG (Algemene verordening gegevensbescherming);

19° vaste vertegenwoordiger: een persoon aangesteld door een dienst onder het gezag van de Franse Gemeenschap om systematisch deel te nemen aan het casusoverleg;

20° relevant en geselecteerd netwerk: netwerk dat alle diensten en professionals samenbrengt die werkzaam zijn op het gebied van gewelddadig radicalisme en extremisme of in de bredere context van acties gericht op de sociale re-integratie van mensen die rechtstreeks getroffen zijn door gewelddadig radicalisme en extremisme;

21° derde diensten: diensten die meewerken aan de uitvoering van de opdrachten van de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel III.2., §1, 1° tot 3°, maar die geen mandataris, andere actor in justitie of partner zijn;

22° hiërarchische meerdere: een lid van een dienst met hiërarchische of functionele overheid over de beheerder in overeenstemming met de geldende werkvoorschriften;

23° derde: elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die rechtstreeks betrokken is bij de opdrachten bedoeld in Titel 4 van Boek VII en die niet kan worden omschreven als dader, slachtoffer, naaste van een dader of naaste van een kind;

24° verwerking: de handelingen en reeksen handelingen bedoeld in artikel 4.2 van de AVG;

25° slachtoffer:

a) een natuurlijke persoon die schade heeft geleden, inclusief schade aan de fysieke, mentale of emotionele integriteit of materieel verlies, rechtstreeks veroorzaakt door een strafbaar feit of een handeling die als zodanig kan worden geclassificeerd;

b) naasten van de onder a) bedoelde natuurlijke persoon;

c) een rechtspersoon die schade of materieel verlies heeft geleden dat rechtstreeks is veroorzaakt door een strafbaar feit of een handeling die als zodanig kan worden geclassificeerd.

Onder naastbestaanden worden de erfgenamen van het slachtoffer verstaan of elke persoon met een duidelijke emotionele band met het slachtoffer of die persoonlijk letsel kan aantonen.

Boek II. — Algemene bepalingen

TITEL 1. — *Toepassingsgebied van het Wetboek, algemene beginselen en algemene doelstelling*

HOOFDSTUK 1. — *Toepassingsgebied van het Wetboek*

Artikel II.1. - Dit Wetboek bevat de algemene bepalingen die van toepassing zijn op het gebied van de rechtspleging en de bijstand aan rechtzoekenden die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen.

HOOFDSTUK 2. — *Algemene beginselen*

Art. II.2 - De regeringsdiensten bedoeld in de artikelen IV.2, V.2 en VI.1 en de partners passen de volgende algemene beginselen toe:

- 1° de rechtzoekende centraal stellen in alle interventies;
- 2° rekening houden met de socio-relatieve omgeving van de rechtzoekende;
- 3° van oordeel zijn dat de rechtzoekende het vermogen heeft of kan verwerven om zich te ontwikkelen;
- 4° rekening houdend met alle behoeften van het slachtoffer;
- 5° rekening houden met de hogere belangen van het kind en zijn of haar participatie aanmoedigen;
- 6° sectoroverschrijdend werken;
- 7° deel uitmaken van een herstelrechtbenadering;
- 8° een specifieke werkmethode toe passen.

HOOFDSTUK 3. — *Algemene doelstelling*

Art. II.3. - De algemene doelstelling die door de in de artikelen IV.2, V.2 en VI.1 bedoelde regeringsdiensten en de partners wordt nagestreefd, is bij te dragen tot de instandhouding van het evenwicht tussen het algemeen belang en de uitoefening van individuele rechten door tussen te komen met:

- 1° slachtoffers;
- 2° de daders of hun naasten;
- 3° familieleden van kinderen;
- 4° derden;
- 5° personen die rechtstreeks te maken hebben met gewelddadig radicalisme en extremisme, op ad hoc basis of tijdens hun hele juridische loopbaan, op hun verzoek of naar aanleiding van een rechterlijke beslissing.

TITEL 2. — *Deontologie en deelname aan casusoverleg*

HOOFDSTUK 1. — *Algemene deontologische bepalingen*

Art. II.4. - § 1. De Regering stelt de deontologische regels vast die van toepassing zijn op de personeelsleden bedoeld in de artikelen IV.2, V.2 en VI.1 in het kader van de uitoefening van de opdrachten bedoeld in artikel III.2., §1, 1° tot 3°, rekening houdend met het feit dat zij :

- 1° hun opdrachten uitvoeren in overeenstemming met de doelstellingen en beginselen bedoeld in de artikelen II.2, II.3, III.1 en III.3;
- 2° onderworpen zijn aan het beroepsgeheim in de zin van artikel 458 van het Strafwetboek;
- 3° hun rol, de inhoud en het kader van hun werk met rechtzoekenden en de beroepsbeoefenaars met wie ze in contact komen, verduidelijken.

§ 2. De Regering stelt de deontologische regels vast die van toepassing zijn op de personeelsleden bedoeld in de artikelen IV.2 en V.2 in het kader van de uitoefening van de opdrachten bedoeld in artikel III.2, §1, 1°, rekening houdend met het feit dat zij aan de mandaterende overheid alle informatie doorgeven die relevant is voor het mandaat.

De geheimhoudingsplicht blijft jegens de mandaterende overheid bestaan ten aanzien van alle aangelegenheden waarvan openbaarmaking niet strikt noodzakelijk is voor de vervulling van haar opdracht.

Art. II.5. - Onverminderd de specifieke deontologische regels voor bepaalde beroepen, leeft eenieder die deelneemt aan de uitvoering van Boek VII de door de Regering vastgestelde deontologische regels na.

Art. II.6. - Elke partner die personeel in dienst heeft, neemt in zijn arbeidsreglement deontologische regels op die de naleving van het neutraliteitsbeginsel, het beginsel van gelijke behandeling en het beroepsgeheim waarborgen en die toestanden van belangenconflict vermijden.

HOOFDSTUK 2. — *Casusoverleg*

Art. II.7. - Onverminderd de bepalingen van het decreet van 8 juni 2023 houdende organisatie van de deelname van de diensten die behoren tot de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan de lokale integrale veiligheidscellen inzake radicalisme, extremisme en terrorisme, zijn de regeringsdiensten bedoeld in de artikelen IV.2, V.2 en VI.1, evenals de partners, gemachtigd om deel te nemen aan een casusoverleg in de zin van artikel 458ter van het Strafwetboek.

Art. II.8. - De uitnodiging voor een casusoverleg wordt gericht aan de hiërarchische meerdere van de beheerder, op het adres van de direct betrokken dienst.

De hiërarchische meerdere informeert de beheerder over de ontvangen uitnodiging.

Art. II.9. - Tenzij er sprake is van een met redenen omklede dringende noodzaak, moet de termijn tussen de verzending van de uitnodiging en de datum van het casusoverleg ten minste 14 kalenderdagen bedragen.

Art. II.10. - De uitnodiging vermeldt ten minste:

- 1° het doel van het casusoverleg;
- 2° de datum, het tijdstip en de plaats van het casusoverleg;
- 3° de persoon die het voorwerp uitmaakt van het casusoverleg en voor wie een lid van de dienst wordt uitgenodigd;
- 4° de uitgenodigde diensten.

Als een van de in lid 1 genoemde elementen niet in de uitnodiging is opgenomen, vraagt de hiërarchische meerdere de initiatiefnemer van het casusoverleg om deze zo snel mogelijk aan hem/haar door te sturen.

Art. II.11. - § 1. De rol van de deelnemer is beperkt tot het bereiken van het doel van het casusoverleg.

De deelnemer kan de beheerder zijn, een hiërarchische meerdere die ook onder het beroepsgeheim valt of een vaste vertegenwoordiger die door de dienst van de beheerder is aangesteld. Als de deelnemer tot de laatste categorie behoort, kan de beheerder hem/haar de nodige informatie meedelen met het oog op het casusoverleg, zonder zijn/haar beroepsgeheim of geheimhoudingsplicht te schenden. Als gevolg van deze uitwisseling van informatie is de deelnemer onderworpen aan dezelfde regels en deontologische voorschriften als de beheerder die de informatie verstrekt, d.w.z. de toepasselijke bepalingen inzake gegevensbescherming, discretieplicht en beroepsgeheim.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de aanwijzing van de leden van de in de artikelen IV.2, V.2 en VI.1 bedoelde regeringsdiensten die gemachtigd zijn om deel te nemen aan een casusoverleg.

§2. De in lid 1 bedoelde persoon die wordt uitgenodigd om deel te nemen aan een casusoverleg doet dit vrijwillig. Zij beoordelen of hun deelname aan een casusoverleg passend is; deze deelname moet noodzakelijk zijn en in verhouding staan tot het doel van het overleg. Zij kunnen bij de beoordeling van de wenselijkheid van hun deelname worden bijgestaan door hun hiërarchische meerdere of door een persoon die daartoe door hun dienst is gemachtigd. De Regering kan de nadere regels van deze ondersteuning vastleggen voor de leden van de in de artikelen IV.2, V.2 en VI.1 bedoelde regeringsdiensten.

§ 3 Als het lid van een dienst dat is opgeroepen om deel te nemen aan een casusoverleg dit niet doet:

1° informeert de hiërarchische meerdere de initiatiefnemer van het casusoverleg;

2° wordt een verslag met de redenen voor niet-deelname vertrouwelijk behandeld binnen de dienst.

Art. II.12. - Wanneer de persoon die het voorwerp uitmaakt van het casusoverleg een kind is, beoordeelt de in artikel II.11, §1 bedoelde persoon zijn of haar deelname in het licht van het hoger belang van het kind.

Art. II.13. - §1. De deelnemer mag tijdens een casusoverleg alleen informatie delen voor zover deze informatie relevant is en in verhouding staat tot het doel dat met dat overleg wordt nagestreefd.

De deelnemer is vrij om te bepalen of en welke informatie hij of zij deelt tijdens een casusoverleg, afhankelijk van het doel van het overleg.

De deelnemer kan spreken met een hiërarchische meerdere of een persoon die daartoe gemachtigd is door zijn of haar dienst om de elementen te bepalen die al dan niet gedeeld kunnen worden tijdens het casusoverleg, onverminderd de mogelijkheid voor de deelnemer om te beoordelen of het al dan niet nodig is om tijdens de raadpleging verdere informatie te verstrekken. De Regering kan de nadere regels van dit onderhoud bepalen voor de leden van de regeringsdiensten bedoeld in de artikelen IV.2, V.2 en VI.1.

§2. In het kader van paragraaf 1 houdt de deelnemer zich aan de vertrouwelijkheidsregels die gelden krachtens de geldende regelgeving inzake de bescherming van persoonsgegevens en het Wetboek.

Art. II.14. - §1. De beheerder bereidt het casusoverleg voor met de persoon die het voorwerp uitmaakt van het casusoverleg, overeenkomstig het reglement dat in voorkomend geval op hem van toepassing is.

§2. Wanneer binnen het casusoverleg wordt besloten tot een opvolgingstraject, werkt de beheerder de inhoud van dat traject uit met de betrokkene, in overeenstemming met de eventueel van toepassing zijnde voorschriften.

Art. II.15. - De deelnemer is tot geheimhouding verplicht overeenkomstig artikel 458ter van het Strafwetboek, onverminderd, in voorkomend geval, de wettelijke verplichtingen die op hem rusten. Aan het begin van het casusoverleg zal de deelnemer zijn wettelijke en deontologische kader en inzonderheid zijn wettelijke verslaggevingsplichten specificeren.

Na het casusoverleg kan de deelnemer aan de beheerder de informatie doorgeven die betrekking heeft op de rechtzoekende die het onderwerp was van het casusoverleg.

Ten gevolge van deze uitwisseling van informatie is de beheerder, wat de meegedeelde geheimen betreft, onderworpen aan de geheimhoudingsplicht bedoeld in artikel 458ter, §2 van het Strafwetboek, onverminderd, in voorkomend geval, zijn wettelijke verslaggevingsplicht.

Afdeling 3. — Bescherming van persoonlijke gegevens

Art. II.16. - §1. De verwerkingen waarop het Wetboek betrekking heeft, vallen onder de verantwoordelijkheid van het ministerie, dat optreedt als verantwoordelijke voor de verwerking in de zin van artikel 4.7) van de AVG.

§2. Bij wijze van uitzondering wordt de in toepassing van Boek VII goedgekeurde partner of de partner die wordt benaderd en die, indien van toepassing, de rol van referentiepersoon op zich neemt in toepassing van Boek VIII, beschouwd als een voor de verwerking verantwoordelijke in de zin van artikel 4.7) van de AVG voor alle handelingen die hij verricht.

Art. II.17. - Voor alle verwerkingen die onder het Wetboek vallen, specificeert de Regering het volgende:

1° de nadere regels voor communicatie met de betrokken personen;

2° de procedures voor de uitoefening van de rechten van de betrokkenen.

Art. II.18. - §1. In het kader van de verwerkingen die onder het Wetboek vallen, worden persoonsgegevens verzameld, gebruikt, meegedeeld, doorgegeven en opgeslagen op beveiligde locaties van de verantwoordelijke voor de verwerking of in beveiligde IT-oplossingen die beschikbaar worden gesteld door de belangrijkste verwerker van de verantwoordelijke voor de verwerking in de zin van artikel 4.8) van de AVG, ETNIC.

De regering specificeert de bijzonderheden van de in lid 1 bedoelde beveiligingsmaatregelen.

§2 In het kader van de in paragraaf 1 genoemde ter beschikking stelling verwerkt het ministerie persoonsgegevens met betrekking tot de identificatie, de authenticatie, het contacteren, het browsen en de traceerbaarheid van gebruikers van IT-oplossingen.

De regering specificeert de lijst van persoonsgegevens bedoeld in lid 1 en de bewaartermijnen voor deze gegevens.

Art. II.19. - §1. Persoonsgegevens die worden verwerkt in het kader van verwerkingen die onder het Wetboek vallen, mogen verder worden verwerkt door het ministerie of door externe operatoren om wetenschappelijke of historische onderzoeksdoeleinden of om statistische doeleinden.

§2. De gegevens die door het ministerie om de in paragraaf 1 genoemde doeleinden worden verwerkt, worden vóór elke doorgifte anoniem gemaakt of, indien de doeleinden van de verwerking niet door anonimisering kunnen worden verwezenlijkt, gepseudonimiseerd.

Gegevens die om de in paragraaf 1 genoemde doeleinden worden doorgegeven aan externe operatoren, worden, afhankelijk van de doeleinden van de verwerking, geanonimiseerd, gepseudonimiseerd of onbewerkt. De details van de doorgifte worden geregeld in een overheidsopdracht of in een overeenkomst.

§3. Persoonsgegevens die worden verwerkt in het kader van de onder het Wetboek vallende verwerkingen, mogen door derden verder worden verwerkt om andere dan de in paragraaf 1 genoemde doeleinden in toepassing van de geldende nationale regelgeving.

Boek III - Doelstellingen, opdrachten, grondbeginselen en samenwerking van de Franse Gemeenschap inzake gemeenschapsjustitie

TITEL 1. — *Doelstellingen inzake gemeenschapsjustitie*

Artikel III.1. - De doelstellingen die de Franse Gemeenschap met betrekking tot de gemeenschapsjustitie nastreeft, zijn bij te dragen tot:

1° voor slachtoffers, het vermijden van secundaire victimisering of het helpen hun trauma te boven te komen;

2° ten aanzien van daders, om de openbare veiligheid te vrijwaren en recidive te voorkomen, en, in het kader van de activiteiten van de regeringsdiensten bedoeld in de artikelen IV.2, V.2 en VI.1, om de vraag naar sociale re-integratie, inzonderheid, te ondersteunen:

a) hen te helpen de opgelegde voorwaarden uit te voeren en de naleving ervan te controleren;

b) door het aanmoedigen van de vraag om uit de criminaliteit te stappen en het ondersteunen van het desistensieproces, dat wordt opgevat als het proces waarbij de dader, met of zonder tussenkomst van strafrechtelijke diensten, een einde maakt aan zijn delinquente activiteiten en een gezagsgetrouw leven leidt, door de ontwikkeling van zijn menselijk en sociaal kapitaal;

3° met betrekking tot personen die rechtstreeks betrokken zijn bij gewelddadig radicalisme en extremisme, om een proces te voorkomen dat zou kunnen leiden tot het plegen van een strafbaar feit en om de sociale re-integratie van deze personen te ondersteunen;

4° ten aanzien van de mandaterende overheden, een geïndividualiseerde rechterlijke beslissing te nemen door de relevante informatie te verstrekken.

TITEL 2. — *Opdrachten inzake gemeenschapsjustitie*

Art. III.2 - §1. De opdrachten van de Franse Gemeenschap op het gebied van gemeenschapsjustitie zijn:

1° het uitvoeren van de mandaten van de mandaterende overheden overeenkomstig artikel 5, § 1, III, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 betreffende de institutionele hervormingen;

2° het ontvangen, informeren en begeleiden van rechtzoekenden;

3° het bieden van persoonlijke ondersteuning aan iedereen die rechtstreeks te maken heeft met gewelddadig radicalisme en extremisme;

4° het overleg en de samenwerking met partners, derde diensten, mandaterende overheden en andere actoren van justitie structureren en bevorderen;

5° het structureel informeren van zowel de mandaterende overheden als de andere betrokken actoren in het justitiële systeem;

6° innovatieve projecten ontwikkelen en ondersteunen;

7° samenwerking met de academische en wetenschappelijke wereld;

8° het goedkeuren en subsidiëren van partners voor het uitvoeren van de opdrachten bedoeld in titel 4 van boek VII;

9° het justitiële gemeenschapsbeleid evalueren en verbeteren.

§2 De Regering bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van de opdrachten vermeld in de eerste paragraaf, 1° tot 3°.

§3 In het kader van de uitoefening van de opdrachten, vermeld in de eerste paragraaf, 1° en 3°, kan een beroep worden gedaan op de diensten van een tolk of op elke andere vorm van taalkundige bijstand.

§4 In het kader van de opdracht, vermeld in de eerste paragraaf, 6°, kan de Regering, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, initiatieven subsidiëren die een vernieuwend project ontwikkelen. Onder vernieuwend project wordt verstaan een nieuw dienstenaanbod voor een specifieke doelgroep, dat beantwoordt aan een specifieke behoefte op het vlak van ondersteuning of begeleiding van rechtzoekenden.

De regering stelt de procedures vast voor de toekenning van de in lid 1 bedoelde subsidies.

TITEL 3. — *Grondbeginselen inzake gemeenschapsjustitie*

Art. III.3. - De uitvoering van de opdrachten vermeld in artikel III.2, §1, 1° tot 3°, voldoet aan de volgende basisbeginselen:

1° een emancipatorische benadering, die tot doel heeft de vaardigheden van de rechtzoekenden binnen hun omgeving te ontwikkelen, zodat ze in staat zijn een onafhankelijk standpunt in te nemen;

2° empowerment, dat erop gericht is de procespartijen in staat te stellen te handelen op de manier die zij verkiezen met hun persoonlijke middelen en met volledige kennis van de feiten;

3° niet-normativiteit, die erin bestaat de interventie op te bouwen vanuit de context van de rechtzoekende, zijn overtuigingen, de beginselen die hem leiden, het gedrag dat voor hem zinvol is, de manier waarop hij de toestand waarneemt die hem ertoe brengt contact op te nemen met een regeringsdienst;

4° non-substitutie, wat betekent dat de regeringsdiensten niet beslissen of handelen in de plaats van de rechtzoekende of de mandaterende overheid;

5° de beperking van de schade, die erin bestaat de doelstellingen na te streven op een manier die de rechten van de rechtzoekenden zo weinig mogelijk schaadt en die, wat de slachtoffers betreft, secundaire victimisering vermijdt. Hiertoe moet de interventie minimaal en proportioneel zijn.

TITEL 4. — *Samenwerking op het gebied van gemeenschapsjustitie*

HOOFDSTUK 1. — *Samenwerking met mandaterende overheden en andere actoren in het justitiële systeem*

Art. III.4. - Bij het nastreven van haar doelstellingen en het uitvoeren van haar opdrachten werkt de Franse Gemeenschap samen en wisselt zij nuttige informatie uit met de mandaterende overheden en de andere actoren van justitie die bij de uitvoering van de opdrachten betrokken zijn.

Het doel van dit overleg is om de samenwerking te evalueren en te optimaliseren en om aanbevelingen te doen over de tenuitvoerlegging van vonnissen en de behandeling van slachtoffers.

HOOFDSTUK 2. — *Samenwerkingsbanden met partners, derde diensten of leden van het relevante en geselecteerde netwerk*

Art. III.5. - §1. De Franse Gemeenschap werkt voor de uitvoering van de opdrachten vermeld in artikel III.2, §1, 1° tot 3°, samen met de partners, derde diensten of leden van het relevante en geselecteerde netwerk.

§2 De samenwerking bedoeld in paragraaf 1 vindt plaats in het kader van een gezamenlijke interventie wanneer de regeringsdiensten, partners, derde diensten of leden van het relevante en geselecteerde netwerk tussenkomen in de toestand van een rechtzoekende. Daartoe wisselen zij de nodige informatie uit om te garanderen dat de betrokkene de best mogelijke zorg krijgt.

§3 De Regering bepaalt de nadere regels voor samenwerking en uitwisseling van nuttige informatie tussen de Franse Gemeenschap, de partners, de derde diensten en de leden van het relevante en geselecteerde netwerk.

HOOFDSTUK 3. — *Contacten met inlichtingen- en veiligheidsdiensten en met het coördinerend orgaan voor dreigingsanalyse*

Art. III.6. - §1. De administratie wisselt op eigen initiatief of op verzoek persoonsgegevens en informatie uit met de inlichtingen- en veiligheidsdiensten en met het coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse, binnen de perken van de geldende wettelijke en reglementaire bepalingen.

Wanneer ze binnen dit kader handelen, worden de personeelsleden van de administratie ontheven van hun verplichting tot vertrouwelijkheid of geheimhouding.

§2 De in paragraaf 1 bedoelde gegevensverwerking kan worden geregeld in een memorandum van overeenstemming.

Boek IV. — Bevoegdheid betreffende justitiehuizen

TITEL 1. — *Specifieke definities voor boek IV*

Artikel IV.1. - De volgende definities zijn van toepassing op Boek IV:

1° opvang en ondersteuning van slachtoffers in gerechtelijke procedures: opvang en ondersteuning van slachtoffers bedoeld in:

- a) artikel 3 bis van de inleidende titel van het Wetboek van Strafvordering;
- b) de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van personen die zijn veroordeeld tot een vrijheidsstraf en de rechten van het slachtoffer als onderdeel van de regelingen voor het ondergaan van de straf;
- c) de wet van 5 mei 2014 over internering;
- d) het koninklijk besluit van 26 september 2016 tot uitvoering van artikel 3, 9°, van de wet van 5 mei 2014 betreffende de internering van personen, met betrekking tot de regels volgens dewelke slachtoffers kunnen verzoeken om te worden geïnformeerd, om te worden gehoord en om voorwaarden te formuleren in hun belang ;
- e) het ministerieel besluit van 27 september 2016 tot vaststelling van het model van de slachtofferverklaring zoals bedoeld in artikel 1, 3° van het koninklijk besluit van 26 september 2016 tot uitvoering van artikel 3, 9°, van de wet van 5 mei 2014 betreffende de internering, houdende de regels met betrekking tot de wijze waarop de slachtoffers kunnen vragen om te worden geïnformeerd, om te worden gehoord of om voorwaarden in hun belang te laten opleggen;
- f) het koninklijk besluit van 13 augustus 2022 tot vaststelling van het model van de slachtofferfiche zoals bedoeld in artikel 1, 3° van het koninklijk besluit van 13 augustus 2022 tot uitvoering van de artikelen van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de daders tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten die betrekking hebben op de wijze waarop de slachtoffers kunnen vragen om te worden geïnformeerd, om te worden gehoord of om voorwaarden in hun belang te laten opleggen;
- g) het ministerieel besluit van 19 augustus 2022 tot vaststelling van het model van de slachtofferfiche zoals bedoeld in artikel 1, 3° van het koninklijk besluit van 13 augustus 2022 tot uitvoering van de artikelen van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de daders tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten die betrekking hebben op de wijze waarop de slachtoffers kunnen vragen om te worden geïnformeerd, om te worden gehoord of om voorwaarden in hun belang te laten opleggen;

2° verweerder: een familielid van een kind dat centraal staat in een familiaal geschil tegen wie de eiser een verzoekschrift heeft ingediend bij de familiale rechtbank;

3° verzoeker: een naaste van een kind die centraal staat in een familiaal geschil, die bij de rechtbank voor familiezaken een verzoekschrift heeft ingediend om een vordering in te stellen met betrekking tot het kind/de kinderen waarvoor hij/zij een bijzondere band van genegenheid kan aantonen;

4° onderzoek in afwachting van het proces: de sociale burgerlijke enquête of het beknopt informatieverlag bedoeld in:

- a) artikel 37ter en 37sexies van het Strafwetboek;
- b) de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie;
- c) de wet van 20 juli 1990 betreffende de preventieve hechtenis;
- d) de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de daders tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten;
- e) de wet van 21 mei 2013 inzake de toepassing van het beginsel van de wederzijdse erkenningen op vonnissen en probatiebeslissingen met het oog op het toezicht op de probatievoorwaarden en de alternatieve straffen uitgesproken in een lidstaat van de Europese Unie;
- f) de wet van 5 mei 2014 over internering;

g) het koninklijk besluit van 7 juni 2000 tot bepaling van de algemene beginselen voor het gebruik van het sociaal onderzoek en het beknopt verslag in strafzaken;

h) het koninklijk besluit van 14 juli 2022 tot vaststelling van de inhoud van het beknopt voorlichtingsverslag en de maatschappelijke enquête bedoeld in de artikelen 8, derde lid, 17, § 1, tweede lid, 33, § 2, 34, § 2, tweede lid, 43, § 2, derde lid, en 95/12, § 2, van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de daders tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten;

5° de burgerlijke sociale enquête: de maatschappelijke enquête bedoeld in artikel 1253ter/6 van het Gerechtelijk Wetboek of de diepgaande sociale enquête bedoeld in:

- a) artikel 348.11 van het Burgerlijk Wetboek;
- b) artikel 29/1 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 31 maart 2004 betreffende de adoptie;

c) het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2020 tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 mei 2014 betreffende de adoptie;

6° leefomgeving: dit zijn de personen die samenwonen of zullen samenwonen met de dader en die worden ontmoet hetzij in het kader van het uitvoeren van een onderzoek in afwachting van het proces bedoeld in 4°, hetzij in het kader van het toezicht op de uitvoering van de beslissing van de mandaterende overheid bedoeld in 7°;

7° opvolging van de uitvoering van een beslissing door een mandaterende overheid: toezicht op de uitvoering van een beslissing door een mandaterende overheid als bedoeld in:

a) artikel 216ter van het Wetboek van Strafvordering;

b) de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie;

c) de wet van 20 juli 1990 betreffende de preventieve hechtenis;

d) de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de daders tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten;

e) de wet van 15 mei 2012 betreffende het tijdelijk huisverbod;

f) de wet van 21 mei 2013 inzake de toepassing van het beginsel van de wederzijdse erkenningen op vonnissen en probatiebeslissingen met het oog op het toezicht op de probatievoorwaarden en de alternatieve straffen uitgesproken in een lidstaat van de Europese Unie;

g) de wet van 5 mei 2014 over internering;

h) de artikelen 37 ter tot en met 37undecies van het Strafwetboek;

8° relevante derden: dit zijn personen uit de privésfeer van de dader die niet bij hem of haar wonen, of professionals die bij de dader optreden.

De Regering kan de lijst van de wettelijke vermeldingen bedoeld in 1°, 4°, 5° en 7° wijzigen.

TITEL 2. — *Bevoegde diensten verantwoordelijk voor Justitiehuisen*

Art. IV.2 - De Regering wijst de diensten aan die binnen de Franse Gemeenschap bevoegd zijn voor de Justitiehuisen en bepaalt hun organisatie.

TITEL 3. — *Activiteiten van de diensten die gemachtigd zijn om diensten te verlenen in verband met Justitiehuisen*

Art. IV.3 - §1. De in artikel IV.2 bedoelde diensten verrichten de volgende activiteiten:

1° het voeren van de burgerlijke sociale enquête voor het proces;

2° het uitvoeren van de burgerlijke sociale enquête;

3° de controle op de uitvoering van een beslissing van een mandaterende overheid;

4° de opvang en ondersteuning van slachtoffers tijdens gerechtelijke procedures.

§2 Deze diensten informeren de mandaterende overheden regelmatig over de ontwikkeling van de in paragraaf 1 bedoelde activiteiten.

TITEL 4. — *Bescherming van persoonsgegevens*

Art. IV.4 - §1. De diensten bedoeld in artikel IV.2 voeren de volgende verwerkingen van persoonsgegevens uit:

1° het uitvoeren van onderzoeken voor het proces en burgerlijke sociale enquêtes;

2° hulpverlening aan slachtoffers;

3° de controle op de uitvoering van een beslissing van een mandaterende overheid.

§2 De doeleinden van de verwerking bedoeld in paragraaf 1, 1°, zijn de volgende:

1° het mandaat ontvangen en coderen en een personeelslid van de diensten bedoeld in artikel IV.2 aanstellen om het onderzoek voor het proces of de burgerlijke sociale enquête uit te voeren;

2° de betrokken personen identificeren en authenticeren;

3° de toestand van de betrokken persoon beoordelen tijdens ontmoetingen;

4° de mandaterende overheid informeren door middel van een verslag.

§3 De doeleinden van de verwerking bedoeld in paragraaf 1, 2°, zijn de volgende:

1° de bijstandsaanvraag ontvangen en coderen en een personeelslid van de in artikel IV.2 bedoelde diensten aanwijzen om bijstand te verlenen aan de slachtoffers;

2° de betrokken personen identificeren en authenticeren;

3° de toestand van de betrokken persoon beoordelen tijdens ontmoetingen;

4° opvang, ondersteuning en begeleiding van slachtoffers;

5° de mandaterende overheid inlichten door middel van het slachtofferformulier overeenkomstig artikel IV.1, 1°, e) en g).

§4 De doeleinden van de verwerking bedoeld in paragraaf 1, 3°, zijn de volgende:

1° het mandaat ontvangen en coderen en een personeelslid van de diensten bedoeld in artikel IV.2 aanstellen om de beslissing van de mandaterende overheid op te volgen;

2° de betrokken personen identificeren en authenticeren;

3° de toestand van de betrokken persoon beoordelen door middel van ontmoetingen;

4° het informeren van de mandaterende overheid door middel van verslagen.

Art. IV.5 - §1. In het kader van de verwerking bedoeld in artikel IV.4, §1, 1°, zijn de categorieën van persoonsgegevens die kunnen worden verwerkt voor elke categorie van betrokkenen de volgende:

1° de dader:

a) identificatie en contactgegevens;

b) financiële gegevens;

c) gegevens met betrekking tot persoonlijke kenmerken;

d) gegevens met betrekking tot levensstijlgewoonten;

e) gegevens over de samenstelling van huishoudens;

f) gegevens met betrekking tot hobby's en interesses;

g) gegevens met betrekking tot de kenmerken van de woning;

- h*)gegevens over onderwijs en opleiding;
i)beroeps- en werkgelegenheidsgegevens;
j)gegevens met betrekking tot de registratie van beelden waarmee een persoon uniek kan worden geïdentificeerd;
k)gezondheidsgegevens;
l)gegevens met betrekking tot ras of etnische afstamming;
m)gegevens over politieke opvattingen;
n)gegevens met betrekking tot religieuze of filosofische overtuigingen;
o)gegevens met betrekking tot seksleven of seksuele geaardheid;
p)gegevens met betrekking tot overtredingen, vervolgingen en veroordelingen;
- 2° de leefomgeving:
a)identificatie en contactgegevens;
b)financiële gegevens;
c)gegevens met betrekking tot levensstijlgewoonten;
d)gegevens over de samenstelling van huishoudens;
e)gegevens met betrekking tot hobby's en interesses;
f)gegevens met betrekking tot de kenmerken van de woning;
g)gegevens over onderwijs en opleiding;
h)beroeps- en werkgelegenheidsgegevens;
i)gezondheidsgegevens;
j)gegevens over politieke opvattingen;
k)gegevens met betrekking tot religieuze of filosofische overtuigingen;
l)gegevens met betrekking tot seksleven of seksuele geaardheid;
m)gegevens over overtredingen, vervolgingen en veroordelingen;
- 3° de aanvrager:
a)identificatie en contactgegevens;
b)financiële gegevens;
c)gegevens met betrekking tot persoonlijke kenmerken;
d)gegevens met betrekking tot levensstijlgewoonten;
e)gegevens over de samenstelling van huishoudens;
f)gegevens met betrekking tot hobby's en interesses;
g)gegevens met betrekking tot de kenmerken van de woning;
h)gegevens over onderwijs en opleiding;
i)beroeps- en werkgelegenheidsgegevens;
j)gegevens met betrekking tot de registratie van beelden waarmee een persoon uniek kan worden geïdentificeerd;
k)gezondheidsgegevens;
l)gegevens met betrekking tot ras of etnische afstamming;
m)gegevens over politieke opvattingen;
n)gegevens met betrekking tot religieuze of filosofische overtuigingen;
o)gegevens met betrekking tot seksleven of seksuele geaardheid;
- 4° de beklagde:
a)identificatie en contactgegevens;
b)financiële gegevens;
c)gegevens met betrekking tot persoonlijke kenmerken;
d)gegevens met betrekking tot levensstijlgewoonten;
e)gegevens over de samenstelling van huishoudens;
f)gegevens met betrekking tot hobby's en interesses;
g)gegevens met betrekking tot de kenmerken van de woning;
h)gegevens over onderwijs en opleiding;
i)beroeps- en werkgelegenheidsgegevens;
j)gezondheidsgegevens;
k)gegevens met betrekking tot ras of etnische afstamming;
l)gegevens over politieke opvattingen;
m)gegevens met betrekking tot religieuze of filosofische overtuigingen;
n)gegevens met betrekking tot seksleven of seksuele geaardheid;
- 5° het slachtoffer:
a)identificatie en contactgegevens;
b)financiële gegevens;
c)gegevens met betrekking tot levensstijlgewoonten;
d)beroeps- en werkgelegenheidsgegevens;
e)gezondheidsgegevens;
f)gegevens met betrekking tot ras of etnische afstamming;
g)gegevens met betrekking tot seksleven of seksuele geaardheid;
- 6° relevante derden:
a)identificatie en contactgegevens;
b)financiële gegevens;

- c)gegevens over onderwijs en opleiding;
- d)beroeps- en werkgelegenheidsgegevens;
- e)gegevens over overtredingen, vervolgingen en veroordelingen;
- 7° de mandaterende overheden, andere actoren in het justitiële systeem, derde diensten en partners:
- a)identificatie en contactgegevens;
- b)beroeps- en werkgelegenheidsgegevens.

§2 De persoonsgegevens bedoeld in paragraaf 1, 1°, i) tot l) mogen alleen worden verwerkt als de betrokkene toestemming heeft gegeven voor de verwerking van dergelijke gegevens in overeenstemming met artikel 9.2.a) van de AVG.

§3 De categorieën van gegevens bedoeld in paragraaf 1, 1°, a) en e), 2°, a) en d), 3°, a) en e), en 4°, a) en e), omvatten het rijksregisternummer en de bijbehorende persoonsgegevens. Deze gegevens worden verwerkt door de verantwoordelijke voor de verwerking voor de doeleinden bedoeld in artikel IV.4, §2, 2° tot en met 4°.

De gegevenscategorie bedoeld in paragraaf 1, 1°, a), 2°, a), 3°, a), en 4°, a), met betrekking tot particuliere relevante derden, omvat gendergegevens. Deze gegevens worden door de verwerkingsverantwoordelijke verwerkt voor statistische doeleinden.

§4 De persoonsgegevens bedoeld in paragraaf 1, 1°, p), 2°, m) en 6°, e) worden verzameld door de diensten bedoeld in artikel IV.2 rechtstreeks van de betrokkene of van de mandaterende overheden en via toegang tot het centraal strafregister in overeenstemming met artikel 593 van het Wetboek van Strafvordering.

§5 De in artikel IV.2 bedoelde diensten kunnen gegevens verzamelen via andere informatiesystemen van de mandaterende overheden en andere belanghebbenden bij justitie, voor zover hen toegang is verleend.

§6 De regering specificeert de lijst van persoonsgegevens die onder de in paragraaf 1 bedoelde categorieën vallen en de bewaartermijnen voor die gegevens.

Art. IV.6. - §1. In het kader van de verwerking bedoeld in artikel IV.4, §1, 2°, zijn de categorieën van persoonsgegevens die kunnen worden verwerkt voor elke categorie van betrokkenen de volgende:

1° het slachtoffer:

- a)identificatie en contactgegevens;
- b)financiële gegevens;
- c)gegevens met betrekking tot persoonlijke kenmerken;
- d)gegevens met betrekking tot levensstijlgewoonten;
- e)gegevens over de samenstelling van het huishouden, alleen als het slachtoffer is overleden;
- f)gegevens met betrekking tot hobby's en interesses;
- g)gegevens over onderwijs en opleiding;
- h)beroeps- en werkgelegenheidsgegevens;
- i)gegevens met betrekking tot de registratie van beelden waarmee een persoon uniek kan worden geïdentificeerd;
- j)gezondheidsgegevens;
- k)gegevens met betrekking tot ras of etnische afstamming;
- l)gegevens met betrekking tot seksleven of seksuele geaardheid;
- m)gegevens over overtredingen, vervolgingen en veroordelingen;

2° de dader:

- a)identificatie en contactgegevens;
- b)financiële gegevens;
- c)gegevens met betrekking tot persoonlijke kenmerken;
- d)gezondheidsgegevens;
- e)gegevens met betrekking tot ras of etnische afstamming;
- f)gegevens met betrekking tot seksleven of seksuele geaardheid;
- g)gegevens over overtredingen, vervolgingen en veroordelingen;

3° de mandaterende overheden, andere actoren in het justitiële systeem, derde diensten en partners:

- a)identificatie en contactgegevens;
- b)beroeps- en werkgelegenheidsgegevens.

§2 De categorieën persoonsgegevens bedoeld in paragraaf 1, 1°, a) en e), omvatten het rijksregisternummer en aanverwante persoonsgegevens. Deze gegevens worden verwerkt door de verantwoordelijke voor de verwerking voor de doeleinden bedoeld in artikel IV.4, §3, 2° tot en met 5°. De categorie van gegevens bedoeld in paragraaf 1, 1°, a), en 2°, a), omvat gendergegevens. Deze gegevens worden door de verantwoordelijke voor de verwerking verwerkt voor statistische doeleinden.

§3 De persoonsgegevens bedoeld in paragraaf 1, 1°, m), en 2°, g), worden enkel bij de mandaterende overheden verzameld door de diensten bedoeld in artikel IV.2 of via raadpleging van het gerechtelijk dossier, waartoe toegang wordt verleend op basis van artikel 3bis van de inleidende titel van het Wetboek van Strafvordering.

§4 De in artikel IV.2 bedoelde diensten kunnen gegevens verzamelen via andere informatiesystemen van de mandaterende overheden en andere belanghebbenden bij justitie, voor zover hen toegang is verleend.

§5 De regering specificeert de lijst van persoonsgegevens die onder de in paragraaf 1 bedoelde categorieën vallen en de bewaartermijnen voor die gegevens.

Art. IV.7. - §1. In het kader van de verwerking bedoeld in artikel IV.4, §1, 3°, zijn de categorieën van persoonsgegevens die kunnen worden verwerkt per categorie van betrokkenen de volgende:

1° de dader:

- a)identificatie en contactgegevens;
- b)financiële gegevens;
- c)gegevens met betrekking tot persoonlijke kenmerken;
- d)gegevens over leefgewoonten;
- e)gegevens over de samenstelling van huishoudens;

f)gegevens met betrekking tot hobby's en interesses;
 g)gegevens met betrekking tot de kenmerken van de woning;
 h)gegevens over onderwijs en opleiding;
 i)beroeps- en werkgelegenheidsgegevens;
 j)gegevens met betrekking tot de registratie van beelden waarmee een persoon uniek kan worden geïdentificeerd;
 k)gezondheidsgegevens;
 l)gegevens met betrekking tot ras of etnische afstamming;
 m)gegevens over politieke opvattingen;
 n)gegevens met betrekking tot religieuze of filosofische overtuigingen;
 o)gegevens met betrekking tot seksleven of seksuele geaardheid;
 p)gegevens over overtredingen, vervolgingen en veroordelingen;
 2° de leefomgeving;

a)identificatie en contactgegevens;
 b)financiële gegevens;
 c)gegevens met betrekking tot levensstijlgewoonten;
 d)gegevens over de samenstelling van huishoudens;
 e)gegevens met betrekking tot hobby's en interesses;
 f)gegevens met betrekking tot de kenmerken van de woning;
 g)gegevens over onderwijs en opleiding;
 h)beroeps- en werkgelegenheidsgegevens;
 i)gezondheidsgegevens;
 j)gegevens over politieke opvattingen;
 k)gegevens met betrekking tot religieuze of filosofische overtuigingen;
 l)gegevens met betrekking tot seksleven of seksuele geaardheid;
 m)gegevens over overtredingen, vervolgingen en veroordelingen;

3° het slachtoffer:

a)identificatie en contactgegevens;
 b)financiële gegevens;
 c)gegevens met betrekking tot levensstijlgewoonten;
 d)beroeps- en werkgelegenheidsgegevens;
 e)gezondheidsgegevens;
 f)gegevens met betrekking tot ras of etnische afstamming;
 g)gegevens met betrekking tot seksleven of seksuele geaardheid;

4° relevante derden:

a) identificatie- en contactgegevens;
 b) financiële gegevens;
 c) gegevens met betrekking tot onderwijs en opleiding;
 d) beroeps- en werkgelegenheidsgegevens;
 e) gegevens met betrekking tot overtredingen, vervolgingen en veroordelingen;

5° de mandaterende overheden, andere actoren in het justitiële systeem, derde diensten en partners:

a)identificatie en contactgegevens;
 b)beroeps- en werkgelegenheidsgegevens.

§2 De persoonsgegevens bedoeld in paragraaf 1, 2°, i) tot l) mogen alleen worden verwerkt als de betrokkene toestemming heeft gegeven voor de verwerking van dergelijke gegevens in overeenstemming met artikel 9.2.a) van de AVG.

§3 De gegevenscategorieën bedoeld in paragraaf 1, 1°, a) en e), 2°, a) en d) en 3°, a), omvatten het rijksregisternummer en de bijbehorende persoonsgegevens. Deze gegevens worden verwerkt door de verantwoordelijke voor de verwerking voor de doeleinden bedoeld in artikel IV.4, §4, 2° tot 4°.

De gegevenscategorie bedoeld in paragraaf 1, 1°, a), 2°, a), 3°, a), en 4°, a), met betrekking tot particuliere relevante derden, omvat gendergegevens. Deze gegevens worden door de verwerkingsverantwoordelijke verwerkt voor statistische doeleinden.

§4 De persoonsgegevens bedoeld in paragraaf 1, 1°, p), 2°, m) en 4°, e) worden verzameld door de diensten bedoeld in artikel IV.2 rechtstreeks van de betrokkene of van de mandaterende overheden en via toegang tot het centraal strafregister in overeenstemming met artikel 593 van het Wetboek van Strafvordering.

§5 De in artikel IV.2 bedoelde diensten kunnen gegevens verzamelen via andere informatiesystemen van de mandaterende overheden en andere belanghebbenden bij justitie, voor zover hen toegang is verleend.

§6 De regering specificeert de lijst van persoonsgegevens die onder de in paragraaf 1 bedoelde categorieën vallen en de bewaartermijnen voor die gegevens.

Art. IV.8. - §1. In het kader van de in artikel IV.4 bedoelde verwerkingen geven de in artikel IV.2 bedoelde diensten de voor de uitvoering van hun opdrachten noodzakelijke persoonsgegevens door aan de mandaterende overheden en aan andere bij justitie betrokken partijen, overeenkomstig de wet- en regelgeving die van toepassing is op de in artikel IV.3 bedoelde activiteiten.

§2 Persoonsgegevens die worden verwerkt door de diensten waarnaar wordt verwezen in artikel IV.2 kunnen ook worden doorgegeven aan partners en derde diensten als onderdeel van de samenwerking waarnaar wordt verwezen in artikel III.5.

De Regering bepaalt de voorwaarden van de in lid 1 bedoelde overdracht.

Boek V. — Bevoegdheid inzake de uitvoering van en het toezicht op elektronisch toezicht

TITEL 1. — Specifieke definities voor boek V

Artikel V.1. - De volgende definities zijn van toepassing op boek V:

1° alarm: informatie die via het elektronische bewakingsapparaat aan de in artikel V.2 bedoelde dienst wordt doorgegeven en die, in voorkomend geval, een reactie van deze dienst vereist;

2° plaatsingscapaciteit: het aantal daders dat een plaatsing kan genieten, bepaald op basis van de factoren vermeld in artikel V.4 ;

3° gevangenisverlof: verlof dat door de mandaterende overheid aan de dader wordt toegekend en tot gevolg heeft dat het elektronisch toezicht van de dader voor een bepaalde periode wordt opgeschort;

4° de sociale context van de dader: alle personen die een bijzondere relatie hebben met de dader en die daardoor in contact komen met de dienst bedoeld in artikel V.2;

5° standaardschema: basisschema opgelegd aan de dader onder elektronisch toezicht bedoeld in titel 5, hoofdstuk 1;

6° lopende mandaten: het aantal mandaten waarvan de uitvoering dagelijks wordt beheerd door de dienst bedoeld in artikel V.2 en de mandaten die gepland zijn;

7° plaatsing: de installatie van het elektronisch toezichtssysteem, met inbegrip van de verwijdering en het technisch onderhoud ervan, en de effectieve bewaking van de dader met behulp van dit systeem;

8° tijdschema: uurinhoud van het elektronisch toezicht, met vermelding van de tijdstippen waarop de dader aanwezig moet zijn op zijn verblijfplaats en de tijdstippen waarop hij afwezig moet of mag zijn;

9° herberekening: aanpassing van het uurrooster door van de uren vrije tijd de tijd af te trekken die de dader ten onrechte heeft gebruikt;

10° uitrustingsmiddelen: alle uitrusting die de in artikel V.2 bedoelde dienst gebruikt om zijn opdracht uit te voeren;

11° elektronisch toezicht: elektronisch toezicht als bedoeld in:

a) de wet van 20 juli 1990 betreffende de preventieve hechtenis;

b) de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de daders tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten;

c) de wet van 5 mei 2014 over internering;

d) artikel 37ter en 37quater van het Strafwetboek.

De Regering kan de lijst van wettelijke vermeldingen in 11° wijzigen.

TITEL 2. — Bevoegde dienst verantwoordelijk voor het uitvoeren en monitoring van elektronisch toezicht

Art. V.2. - De Regering wijst de dienst aan die binnen de Franse Gemeenschap belast is met de uitvoering en de controle van het elektronisch toezicht en bepaalt de organisatie ervan.

TITEL 3. — Activiteiten van de dienst die belast is met de tenuitvoerlegging en de monitoring van het elektronisch toezicht

Art. V.3. - De dienst bedoeld in artikel V.2 voert de volgende activiteiten uit:

1° het plaatsen van een elektronisch toezichttoestel bij de dader en op zijn verblijfplaats;

2° het opstellen en beheren van een aangepast tijdschema om de naleving ervan door de dader te controleren;

3° de monitoring van het elektronisch toezicht;

4° alarmbeheer;

5° het centraliseren, analyseren en doorsturen van relevante informatie over elektronisch toezicht naar de mandaterende overheden, andere justitiële actoren en derde diensten.

De Regering kan andere activiteiten toevertrouwen aan de dienst bedoeld in artikel V.2.

TITEL 4. — Plaatsingscapaciteit

Art. V.4. - §1. De dienst bedoeld in artikel V.2 voert zijn opdrachten uit in overeenstemming met zijn plaatsingscapaciteit.

§2 De in lid 1 bedoelde plaatsingscapaciteit wordt bepaald op basis van de volgende elementen:

1° de uitrustingsmiddelen van de dienst bedoeld in artikel V.2;

2° het aantal mandaten dat door de mandaterende overheden aan de dienst bedoeld in artikel V.2 wordt toevertrouwd.

Art. V.5. - §1. De dienst bedoeld in artikel V.2 voert alle opdrachten uit die hem door de mandaterende overheden worden toevertrouwd binnen de wettelijke termijnen.

§2. Als de plaatsingscapaciteit of naar behoren met redenen omklede uitzonderlijke omstandigheden de in artikel V.2 bedoelde dienst niet toelaten al zijn bevelen binnen de wettelijke termijnen uit te voeren, voert hij ze uit in de chronologische volgorde waarin ze hem werden toevertrouwd, waarbij hij voorrang verleent aan gedetineerde delinquenten en delinquenten die hun voorlopige hechtenis onder elektronisch toezicht uitzitten.

§3 In afwijking van paragraaf 2 kan de in artikel V.2 bedoelde dienst zijn opdrachten uitvoeren overeenkomstig de volgende prioriteringscriteria, rekening houdend met:

1° de duur van het elektronisch toezicht;

2° de aard van de door de dader gepleegde handeling;

3° het risico voor het slachtoffer;

4° de persoonlijke toestand van de dader.

De in artikel V.2 bedoelde dienst motiveert zijn beslissing om de in lid 1 bedoelde prioriteringscriteria toe te passen, in voorkomend geval rekening houdend met de aanwijzingen van de mandaterende overheid, de andere actoren van het justitiële stelsel en derde diensten.

Art. V.6. - De in artikel V.2 bedoelde dienst informeert de mandaterende overheid regelmatig over de stand van zijn plaatsingscapaciteit.

De regering bepaalt hoe deze informatie wordt meegedeeld.

TITEL 5. — Tenuitvoerlegging van elektronisch toezicht als bedoeld in de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de daders tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten

HOOFDSTUK 1. — Schema voor elektronisch toezicht voor delinquenten die zijn veroordeeld tot een of meer vrijheidsstraffen van drie jaar of minder

Art. V.7. - §1. Het tijdschema bestaat uit een standaardrooster dat wordt vastgesteld op basis van de dagelijkse werklast van de gedetineerde en, indien van toepassing, de tijd die nodig is om te voldoen aan specifieke individuele voorwaarden of eventueel gevangenisverlof.

§ 2. Het tijdschema kan worden aangepast:

- 1° op grond van omstandigheden die eigen zijn aan de persoonlijke toestand van de dader;
- 2° als de dader extra tijd nodig heeft om een bepaalde geïndividualiseerde voorwaarde uit te voeren;
- 3° als de dader met gevangenisverlof is.

Art. V.8. - §1. Wanneer elektronisch toezicht wordt bevolen voor een of meer vrijheidsstraffen waarvan het uit te zitten gedeelte drie jaar of minder bedraagt, wordt aan de dader een standaard tijdschema opgelegd.

§2 De regering stelt het standaard tijdschema vast.

HOOFDSTUK 2. — Tijdschema voor elektronisch toezicht voor delinquenten die zijn veroordeeld tot een of meer vrijheidsstraffen van in totaal meer dan drie jaar

Art. V.9. - §1. Wanneer elektronisch toezicht wordt bevolen voor een of meer vrijheidsstraffen van in totaal meer dan drie jaar, wordt het tijdschema bepaald op basis van het specifieke inhoudelijke programma dat de mandaterende overheid in haar vonnis heeft vastgesteld.

Het tijdschema wordt opgesteld op basis van de algemene voorwaarden, de specifieke individuele voorwaarden en, indien van toepassing, de redenen die worden gegeven in de beslissing van de mandaterende overheid.

§2 Het tijdschema kan worden aangepast:

- 1° op grond van omstandigheden die eigen zijn aan de persoonlijke toestand van de dader;
- 2° als de dader met gevangenisverlof is.

§3 De Regering legt de nadere regels vast voor de uitvoering van het in paragraaf 1 bedoelde tijdschema.

HOOFDSTUK 3. — Incidentenbeheer

Art. V.10. - Incidenten worden geregistreerd wanneer:

- 1° de dader niet reageert op oproepingen van de dienst bedoeld in artikel V.2;
- 2° de dader een niet-toegelaten verplaatsing maakt;
- 3° de dader is niet aanwezig op zijn verblijfplaats en heeft zijn afwezigheid niet gemeld aan de dienst bedoeld in artikel V.2;

4° de dader zich niet houdt aan het uurrooster verbonden aan zijn dagelijkse tijdsbezetting of aan zijn geïndividualiseerde specifieke voorwaarden.

Art. V.11. - De Regering bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van de maatregelen die door de in artikel V.2 bedoelde dienst kunnen worden genomen ten aanzien van de dader die het tijdschema niet heeft nageleefd, inzonderheid:

- 1° ondersteuning van de dader;
- 2° de dader herinneren aan zijn verplichtingen en hem meedelen dat een herberekening kan worden uitgevoerd;
- 3° de planning van de dader herberekenen;
- 4° verslagering aan de mandaterende overheden.

TITEL 6. — Bescherming van persoonsgegevens

Art. V.12. - §1. De dienst bedoeld in artikel V.2 voert de verwerkingen uit met betrekking tot de uitvoering van en het toezicht op het elektronisch toezicht in de zin van artikel V.1, 11°.

§2 De doeleinden van de in paragraaf 1 bedoelde verwerking zijn de volgende:

- 1° de implementatie en monitoring van elektronisch toezicht activeren;
- 2° de betrokken personen identificeren en authenticeren;
- 3° de elektronische bewaking uitvoeren en controleren;
- 4° het informeren van de mandaterende overheid door middel van verslagen;
- 5° de planning van de dader bepalen;
- 6° de in artikel V.10 bedoelde incidenten beheren;
- 7° de implementatie van en het toezicht op elektronisch toezicht voltooien;
- 8° het lijsten van de telefoongesprekken van de dienst bedoeld in artikel V.2;
- 9° de werking van de dienst bedoeld in artikel V.2 verbeteren.

Art. V.13. - §1. In het kader van de in artikel V.12 bedoelde verwerking zijn de categorieën van persoonsgegevens die waarschijnlijk zullen worden verwerkt voor elke categorie van betrokkene de volgende:

1° de dader:

- a) identificatie- en contactgegevens;
- b) financiële gegevens;
- c) gegevens met betrekking tot persoonlijke kenmerken;
- d) gegevens met betrekking tot levensstijlgewoonten;
- e) gegevens over de samenstelling van het huishouden;
- f) gegevens met betrekking tot hobby's en interesses;
- g) gegevens over de kenmerken van de woning;
- h) gegevens met betrekking tot onderwijs en opleiding;
- i) beroeps- en werkgelegenheidsgegevens;
- j) gegevens met betrekking tot de registratie van beelden waarmee een persoon uniek kan worden geïdentificeerd;

- k) gezondheidsgegevens;
- l) gegevens over politieke opvattingen;
- m) gegevens met betrekking tot religieuze of filosofische overtuigingen;
- n) gegevens met betrekking tot seksleven of seksuele geaardheid;
- o) gegevens met betrekking tot overtredingen, vervolgingen en veroordelingen;
- p) geolocatiegegevens die worden gegenereerd door alle elektronische bewakingsapparatuur waarover de in artikel V, lid 2, bedoelde dienst beschikt;
- q) gegevens met betrekking tot het opnemen van telefoongesprekken;
 - 2° mensen die deel uitmaken van de sociale context van de dader:
 - a) identificatie- en contactgegevens;
 - b) gegevens over de samenstelling van het huishouden;
 - c) gegevens over de kenmerken van de woning;
 - d) beroeps- en werkgelegenheidsgegevens;
 - e) gegevens met betrekking tot het seksleven of seksuele geaardheid;
 - f) gegevens met betrekking tot overtredingen, vervolgingen en veroordelingen;
 - g) gegevens met betrekking tot het opnemen van telefoongesprekken;
 - 3° de mandaterende overheden, andere actoren in het justitiële systeem, derde diensten en partners:
 - a) identificatie- en contactgegevens;
 - b) beroeps- en werkgelegenheidsgegevens;
 - c) gegevens met betrekking tot het opnemen van telefoongesprekken.

§2 De in artikel V.2 bedoelde dienst kan gegevens verzamelen via de informatiesystemen van de mandaterende overheden en andere actoren in het justitiële systeem, voor zover hem daartoe toegang is verleend.

§3 De gegevenscategorieën bedoeld in paragraaf 1, 1°, a) en e) omvatten het rijksregisternummer en de bijhorende persoonsgegevens. Deze gegevens worden verwerkt door de verantwoordelijke voor de verwerking voor de doeleinden bedoeld in artikel V.12, §2, 2° tot en met 7°.

In het geval van gegevens met betrekking tot een natuurlijke persoon van wie de gegevens niet in het Rijksregister zijn opgenomen, verwerkt de verantwoordelijke voor de verwerking het identificatienummer van de Kruispuntbank voor Sociale Zekerheid.

De gegevenscategorie bedoeld in paragraaf 1, 1°, a), en 2°, a), omvat gendergegevens. Deze gegevens worden door de voor de verwerking verantwoordelijke verwerkt voor statistische doeleinden.

§4 De persoonsgegevens bedoeld in paragraaf 1, 1°, o), en 2°, f), worden door de dienst bedoeld in artikel V.2 rechtstreeks verzameld bij de betrokkene of bij de mandaterende overheden, andere justitiële belanghebbenden en via toegang tot het centraal strafregister overeenkomstig artikel 593 van het Strafwetboek.

§5 De regering specificeert de lijst van persoonsgegevens die onder de in paragraaf 1 bedoelde categorieën vallen en de bewaartermijnen voor die gegevens.

Art. V.14. - §1. In het kader van de in artikel V.12 bedoelde verwerking geeft de in artikel V.2 bedoelde dienst de voor de uitvoering van hun opdrachten noodzakelijke persoonsgegevens door aan de mandaterende overheden en aan andere bij justitie betrokken partijen, overeenkomstig de op elektronisch toezicht toepasselijke wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen.

§2 Persoonsgegevens die worden verwerkt door de dienst waarnaar wordt verwezen in artikel V.2 kunnen ook worden doorgegeven aan partners en derde diensten als onderdeel van de samenwerking waarnaar wordt verwezen in artikel III.5.

De Regering bepaalt de voorwaarden van de in lid 1 bedoelde overdracht.

Boek VI. — Bijstand en opvang voor mensen die rechtstreeks zijn getroffen door gewelddadig radicalisme en extremisme

TITEL 1. — *Diensten die bijstand en opvang mogen verlenen aan mensen die rechtstreeks zijn getroffen door gewelddadig radicalisme en extremisme*

Artikel VI.1. - De Regering wijst binnen de Franse Gemeenschap de dienst aan voor bijstand en opvang van personen die rechtstreeks getroffen worden door gewelddadig radicalisme en extremisme binnen de perken van de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap, en bepaalt de organisatie van deze dienst.

TITEL 2. — *Activiteiten om bijstand en zorg te verlenen aan mensen die rechtstreeks zijn getroffen door gewelddadig radicalisme en extremisme*

Art. VI.2 - Om de opdracht bedoeld in artikel III.2, §1, 3° uit te voeren, voert de dienst bedoeld in artikel VI.1 de volgende activiteiten uit:

- 1° het identificeren en uitbouwen van een relevant en geselecteerd netwerk;
- 2° gepersonaliseerde ondersteuning om betrokkenheid bij gewelddadig radicalisme en extremisme te voorkomen;
- 3° gepersonaliseerde steun om zich los te maken van gewelddadig radicalisme en extremisme.

TITEL 3. — *Bescherming van persoonsgegevens*

Art. VI.3. - §1. De in artikel VI.1 bedoelde dienst voert de volgende verwerkingen van persoonsgegevens uit:

- 1° een relevant en geselecteerd netwerk identificeren en opbouwen;
- 2° gepersonaliseerde ondersteuning bieden aan mensen die rechtstreeks getroffen worden door gewelddadig radicalisme en extremisme.

§2. De doeleinden van de verwerking bedoeld in paragraaf 1, 1° zijn de volgende:

- 1° een inventaris maken van de diensten die deel uitmaken van het relevante netwerk en;
- 2° de werking van de dienst bedoeld in artikel VI.1 te optimaliseren;
- 3° expertise ter beschikking stellen en kennis delen;
- 4° het leiden van elke persoon die in contact komt met de dienst bedoeld in artikel VI.1;

§3 De doeleinden van de verwerking bedoeld in paragraaf 1, 2° zijn als volgt:

- 1° de betrokkene identificeren en authenticiseren;

2° praten met en benaderen van de persoon die rechtstreeks getroffen is door gewelddadig radicalisme en extremisme en/of een naast familielid;

3° samenwerken met of doorverwijzen naar een relevant en geselecteerd netwerk;

4° het beheren en optimaliseren van de werking van de dienst bedoeld in artikel VI.1;

5° de diensten bedoeld in artikel IV.2 informeren over de voortgang van de ondersteuning bedoeld in paragraaf 1, 2° door middel van een verslag.

Art. VI.4. - §1. In het kader van de verwerking bedoeld in artikel VI.3, §1, 1°, zijn de categorieën van persoonsgegevens die kunnen worden verwerkt per categorie van betrokkene de volgende:

1° de leden van het relevante en geselecteerde netwerk:

a) identificatie- en contactgegevens;

b) gegevens met betrekking tot onderwijs en opleiding;

c) beroeps- en werkgelegenheidsgegevens;

d) gegevens met betrekking tot religieuze en filosofische overtuigingen;

e) gegevens met betrekking tot politieke opvattingen;

2° elke persoon die in contact komt met de dienst bedoeld in artikel VI.1:

a) identificatie- en contactgegevens;

b) gegevens over persoonlijke kenmerken;

c) gegevens met betrekking tot levensstijlgewoonten;

d) gegevens over de samenstelling van het huishouden;

e) gegevens met betrekking tot hobby's en interesses;

f) gegevens met betrekking tot onderwijs en opleiding;

g) beroeps- en werkgelegenheidsgegevens;

h) gegevens over ras of etnische afstamming;

i) gegevens met betrekking tot religieuze of filosofische overtuigingen;

j) gezondheidsgegevens;

k) gegevens met betrekking tot politieke opvattingen;

l) gegevens met betrekking tot overtredingen, vervolgingen en veroordelingen.

§2 De verwerking van de persoonsgegevens bedoeld in paragraaf 1 1°, d) en e), en in 2°, h) tot k) is alleen mogelijk als de betrokkene toestemming heeft gegeven voor de verwerking van deze gegevens in overeenstemming met artikel 9.2.a) van de AVG.

§3 De gegevenscategorie bedoeld in paragraaf 1, 2°, a), omvat gendergegevens. Deze gegevens worden door de voor de verwerking verantwoordelijke verwerkt voor statistische doeleinden.

§4 De regering specificeert de lijst van persoonsgegevens die onder de in lid 1 bedoelde categorieën vallen en de bewaartermijnen voor die gegevens.

Art. VI.5. - §1. In het kader van de verwerking bedoeld in artikel VI.3, §1, 2°, zijn de categorieën van persoonsgegevens die kunnen worden verwerkt voor elke categorie van betrokkenen als volgt:

1° mensen die rechtstreeks getroffen worden door gewelddadig radicalisme en extremisme:

a) identificatie en contactgegevens;

b) financiële gegevens;

c) gegevens met betrekking tot persoonlijke kenmerken;

d) gegevens met betrekking tot levensstijlgewoonten;

e) gegevens over de samenstelling van huishoudens;

f) gegevens met betrekking tot hobby's en interesses;

g) lidmaatschapsgegevens;

h) gegevens met betrekking tot de kenmerken van de woning;

i) gegevens over onderwijs en opleiding;

j) beroeps- en werkgelegenheidsgegevens;

k) gezondheidsgegevens;

l) gegevens met betrekking tot ras of etnische afstamming;

m) gegevens over politieke opvattingen;

n) gegevens met betrekking tot religieuze of filosofische overtuigingen;

o) gegevens over vakbondslidmaatschap;

p) gegevens met betrekking tot seksleven of seksuele geaardheid;

q) gegevens over overtredingen, vervolgingen en veroordelingen;

r) gegevens met betrekking tot hulpverleningsmaatregelen of jeugdbeschermingsmaatregelen;

2° naasten:

a) identificatie en contactgegevens;

b) financiële gegevens;

c) gegevens met betrekking tot persoonlijke kenmerken;

d) gegevens met betrekking tot levensstijlgewoonten;

e) gegevens over de samenstelling van huishoudens;

f) gegevens met betrekking tot hobby's en interesses;

g) gegevens met betrekking tot de kenmerken van de woning;

h) gegevens over onderwijs en opleiding;

i) beroeps- en werkgelegenheidsgegevens;

j) gezondheidsgegevens;

k) gegevens met betrekking tot ras of etnische afstamming;

- l)gegevens over politieke opvattingen;
- m)gegevens met betrekking tot religieuze of filosofische overtuigingen;
- n)gegevens over overtredingen, vervolgingen en veroordelingen;
- o)gegevens met betrekking tot hulpverleningsmaatregelen of jeugdbeschermingsmaatregelen;
- 3° andere actoren in het justitiële systeem:
 - a)identificatie en contactgegevens;
 - b)beroeps- en werkgelegenheidsgegevens.

§2 De persoonsgegevens bedoeld in paragraaf 1, 1°, p), en 2°, j) tot m), mogen alleen worden verwerkt als de betrokkene toestemming heeft gegeven voor de verwerking van deze gegevens in overeenstemming met artikel 9.2.a) van de AVG.

§3 De categorieën bedoeld in paragraaf 1, 1°, a) en e) omvatten het rijksregisternummer en aanverwante gegevens. Deze persoonsgegevens worden verwerkt door de verantwoordelijke voor de verwerking voor de doeleinden bedoeld in artikel VI.3, §3, 1° en 2°.

De gegevenscategorie bedoeld in paragraaf 1, 1°, a), en 2°, a), omvat gendergegevens. Deze gegevens worden door de voor de verwerking verantwoordelijke verwerkt voor statistische doeleinden.

§4 De regering specificeert de lijst van persoonsgegevens die onder de in paragraaf 1 bedoelde categorieën vallen en de bewaartijd voor die gegevens.

Art. VI.6. - De gegevens bedoeld in artikel VI.4, §1, 2° en in artikel VI.5, §1, 1° en 2°, kunnen worden doorgegeven aan de leden van het relevante en geselecteerde netwerk, alsook aan derde diensten in het kader van de samenwerkingsverbanden bedoeld in artikel III.5.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de overdracht bedoeld in het eerste lid.

Boek VII. — Partners

TITEL 1. — *Specifieke definities voor boek VII*

Artikel VII.1. - De volgende definities zijn van toepassing op boek VII:

- 1° hulp: opvang, bijstand, ondersteuning of begeleiding, beperkt in de tijd en verstrekt aan de rechtzoekende, in samenhang met zijn of haar eigen inspanningen;
- 2° dader: een natuurlijke persoon tegen wie een strafprocedure loopt of die strafrechtelijk veroordeeld is;
- 3° gedetineerde dader: een dader die een vrijheidsstraf of -maatregel uitvoert in een gevangenis, een inrichting in de zin van de wet van 5 mei 2014 betreffende internering of een gemeenschapscentrum;
- 4° tussenpersoon: instelling niet erkend op basis van Boek VII die de partner nodig heeft om de opdracht waarvoor hij erkend is uit te voeren;
- 5° prestatie: acties, activiteiten en doelstellingen die de uitvoering van de opdrachten bedoeld in titel 4 mogelijk maken, afhankelijk van het soort rechtzoekende of de wijze waarop de opdracht wordt uitgevoerd;
- 6° tenlasteneming: boekingseenheid voor de prestatie aan een rechtzoekende die gesubsidieerd kan worden tijdens het betrokken subsidiejaar;
- 7° naaste van een dader: een bloedverwant of aanverwant in de rechte lijn of in de zijlijn, een voogd, een echtgeno(o)t(e) of een wettelijk of feitelijk samenwonende partner van een dader;
- 8° naaste van een kind: een natuurlijke persoon die moeilijkheden heeft om zijn of haar recht op contact met een kind uit te oefenen.

TITEL 2. — *Toepassingsgebied en algemene doelstellingen*

Art. VII.2 - Boek VII is van toepassing op de partners:

- 1° waarvan de activiteitzetel zich in het Franse taalgebied bevindt;
- 2° waarvan de activiteitzetel gevestigd is in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad en die door hun organisatie verbonden zijn met de Franse Gemeenschap wat betreft de opdrachten bedoeld in titel 4.

Art. VII.3. - Boek VII heeft de volgende doelstellingen:

- 1° het verbeteren van de kwaliteit en de efficiëntie van de openbare dienst ten bate van rechtzoekenden;
- 2° een territoriale verdeling van het dienstenaanbod ontwikkelen in overeenstemming met de behoeften van de rechtzoekenden;
- 3° de stabiliteit van de werkgelegenheid in de non-profitsector bevorderen;
- 4° de ontwikkeling en instandhouding van de interne expertise van de partners aanmoedigen.

TITEL 3. — *Bescherming van persoonsgegevens*

Art. VII.4. - § 1. In het kader van de toepassing van Boek VII worden de volgende persoonsgegevens verwerkt:

- 1° partners goedkeuren;
- 2° subsidies toekennen aan partners;
- 3° de overeenstemming evalueren tussen het aanbod aan diensten van partners en de behoeften van de rechtzoekenden.

§2. De doeleinden van de verwerking bedoeld in paragraaf 1, 1° zijn de volgende:

- 1° de door de partners ingediende aanvragen tot erkenning, aanvragen tot wijziging van erkenning en aanvragen tot hernieuwing van de erkenning beheren;
- 2° de naleving evalueren van de verplichtingen die voortvloeien uit de arbeidswetgeving in geval van intrekking of niet-verlenging van de erkenning;
- 3° de uitvoering van de opdrachten door de partners controleren.

§3. De doeleinden van de verwerking bedoeld in paragraaf 1, 2° zijn de volgende:

- 1° subsidieaanvragen van partners verwerken;
- 2° de jaarlijkse doelstelling inzake tenlasteneming en het bedrag van de subsidie vastleggen;
- 3° het gebruik van de toegekende subsidie controleren.

§4. De verwerking bedoeld in paragraaf 1, 3° heeft tot doel het administratieve beheer van de gegevens van de partners.

§5. Persoonsgegevens die zijn ingezameld in het kader van de verwerking bedoeld in paragraaf 1 kunnen worden doorgegeven aan de minister die bevoegd is voor justitiehuisen.

TITEL 4. — *Opdrachten van de partners*

HOOFDSTUK 1. — *Juridische eerstelijnsbijstand*

Art. VII.5. - Onder opdracht van juridische eerstelijnsbijstand wordt verstaan de opdracht bepaald in artikel 508/1, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek.

HOOFDSTUK 2. — *Sociale bijstand*

Art. VII.6. - Onder sociale bijstand wordt verstaan elke niet-financiële steun die bestemd is om de rechtzoekende in staat te stellen zijn levensomstandigheden op gezins-, sociaal, economisch, beroeps-, politiek of cultureel gebied in stand te houden, te verbeteren of te herstellen.

Art. VII.7. - Ter uitvoering van de in artikel VII.6 bedoelde sociale bijstand verlenen de partners ten minste een van de volgende prestaties:

1° de opvolging van de rechtzoekende te verzekeren:

a) hem ondersteunen bij het omgaan met de gevolgen van een overtredende of mogelijk overtredende situatie;

b) hem informeren, begeleiden en ondersteunen in zijn contacten met de politie en de rechterlijke instanties;

c) door de toegang tot gespecialiseerde instanties en organisaties te vergemakkelijken;

2° het slachtoffer of de dader helpen om actief te re-integreren in de maatschappij:

a) door samen met het slachtoffer of de dader de behoeften en middelen van het slachtoffer of de dader te evalueren en prioriteiten te stellen, zodat ze een nieuw evenwicht in hun leven kunnen vinden;

b) door samen te werken met de gedetineerde dader om zijn detentieplan en zijn sociale re-integratieplan uit te voeren;

c) door de gedetineerde dader te helpen voorstellen te ontwikkelen voor alternatieve oplossingen voor vrijheidsberoving en de implementatie van deze alternatieve oplossingen voor te bereiden.

HOOFDSTUK 3. — *Psychologische bijstand*

Art. VII.8. - Onder psychologische bijstand wordt verstaan alle bijstand die tot doel heeft psychologische ondersteuning te bieden aan de rechtzoekende, zodat hij een nieuw evenwicht in zijn leven kan vinden.

Art. VII.9. - Voor de uitvoering van de in artikel VII.8 bedoelde psychologische bijstand voeren de partners ten minste een van de volgende prestaties uit:

1° het ondersteunen van de rechtzoekenden bij het omgaan met de directe en indirecte gevolgen van een misdrijf of met de bijzondere problemen die samenhangen met hun specifieke situatie;

2° de dader een gespecialiseerde en gepersonaliseerde therapeutische begeleiding aanbieden die erop gericht is hem of haar te integreren in een veranderingsproces, vanaf het begin van het schadelijke gedrag;

3° het slachtoffer van bij het begin van het (de) opgelopen nadeel (schade) gespecialiseerde en gepersonaliseerde therapeutische begeleiding aanbieden die zich richt op de directe gevolgen van het trauma en op het verwerken van de schok.

HOOFDSTUK 4. — *Bijstand voor het tot stand brengen van een band*

Art. VII.10. - Onder de opdracht van bijstand voor een bandschepping wordt verstaan elke bijstand die tot doel heeft een band tussen twee personen, waarvan ten minste één persoon een rechtzoekende is, tot stand te brengen, te handhaven, te ondersteunen of te herstellen.

Art. VII.11. - Voor de uitvoering van de in artikel VII, lid 10, bedoelde bijstand voor het tot stand brengen van een band verlenen de partners ten minste een van de volgende prestaties :

1° een naaste van het kind helpen dat niet bij het kind woont om de relatie tussen hen te behouden, te creëren of te herstellen, inzonderheid door het voorbereiden en organiseren van ontmoetingen op een geschikte locatie, onder toezicht van een neutrale derde;

2° de relaties tussen de gedetineerde dader en de buitenwereld, in het bijzonder met zijn naasten, te bevorderen en te begeleiden.

HOOFDSTUK 5. — *Bijstand voor herstellende communicatie*

Art. VII.12. - Onder bijstand voor herstellende communicatie wordt verstaan elke bijstand die tot doel heeft een communicatieruimte te organiseren tussen de rechtzoekenden betrokken bij een misdrijf en, indien nodig, een bemiddeling tussen deze rechtzoekenden in te stellen om de materiële en emotionele gevolgen op een gecoördineerde manier te beheren.

Deze opdracht is herstelgericht.

HOOFDSTUK 6. — *Begeleiding van de uitvoering van en het toezicht op rechterlijke beslissingen*

Art. VII.13. - Onder de opdracht tot ondersteuning van de uitvoering van en het toezicht op rechterlijke beslissingen wordt verstaan elke actie die tot doel heeft een kader en middelen tot stand te brengen met het oog op de uitvoering door de dader van een straf of rechterlijke maatregel binnen de gemeenschap, in samenwerking met de diensten bedoeld in artikel IV.2.

Art. VII.14. - Voor de uitvoering van de in artikel VII.13 bedoelde steun voeren de partners ten minste een van de volgende diensten uit:

1° het ontwikkelen van een psychosociaal-educatief opvangprogramma, vanaf het begin van schadelijk gedrag, gericht op het verantwoordelijk maken van de dader, het identificeren van risicosituaties, het ontwikkelen van alternatieven voor het betrokken gedrag en het aanleren van sociale vaardigheden;

2° werkstraffen en activiteiten van algemeen nut:

a) door de dader de ruimst mogelijke keuze aan locaties aan te bieden, binnen een netwerk van tussenpersonen dat de partner op permanente basis creëert, ontwikkelt en ondersteunt, in overleg met de andere partners van het gerechtelijk arrondissement waarop de opdracht betrekking heeft;

b) door in overleg met de dader en de plaats van prestatie de concrete oriëntatie van de werkstraf of activiteit van algemeen nut te bepalen, in het bijzonder rekening houdend met de informatie die door de in artikel IV, lid 2, bedoelde diensten is verstrekt;

- c) door de dader het nodige kader en de nodige middelen te verschaffen om een werkstraf of een activiteit van algemeen nut uit te voeren;
- d) het ondersteunen van de dader tijdens de implementatie en uitvoering van de werkstraf of activiteit van algemeen nut;
- e) mogelijk door direct en collectief met de daders samen te werken en hen een werkstraf of activiteit van algemeen nut te geven.

HOOFDSTUK 7. — *Uitvoering van opdrachten*

Art. VII.15. - De Regering bepaalt het geheel van de prestaties die door de partner moeten worden geleverd in functie van de betrokken rechtzoekende of van de nadere regels voor de uitvoering van elke opdracht bedoeld in deze titel.

TITEL 5. — *Erkenning*

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Art. VII.16. - 1. Om de in titel 6 bedoelde subsidies te kunnen genieten, moet elke instelling die de in titel 4 bedoelde opdrachten ten behoeve van rechtzoekenden wil uitvoeren, door de regering zijn erkend.

De erkenning specificeert de opdracht(en) waarvoor de partner is erkend. Voor elke opdracht dekt de erkenning alle prestaties die deel uitmaken van de opdracht.

§2. In afwijking van paragraaf 1 zijn de commissies voor rechtsbijstand die bij het Gerechtelijk Wetboek zijn opgericht, vrijgesteld van het vragen van een erkenning.

Om in aanmerking te komen voor subsidies onder titel 6, moeten ze wel voldoen aan de voorwaarden van artikel VII.19, met uitzondering van 9°.

Art. VII.17. - De erkenning heeft betrekking op een of meer gerechtelijke arrondissementen.

Voor de toepassing van Boek VII is het gerechtelijk arrondissement Brussel beperkt tot de negentien gemeenten van de Brusselse agglomeratie.

Art. VII.18. - § 1. Erkenningen worden aan partners verleend voor een periode van zes jaar vastgesteld volgens een referenticyclus van zes jaar die begint op vaste data, en dit vanaf 1 januari 2024.

De erkenning geldt voor maximaal zes jaar en kan worden hernieuwd onder de voorwaarden bepaald in artikel VII.35.

§2. Partners die hun eerste erkenningsaanvraag tijdens een periode van zes jaar indienen, kunnen alleen een erkenning krijgen voor een periode van één tot vijf jaar, die afloopt aan het eind van het lopende periode van zes jaar.

HOOFDSTUK 2. — *Erkenningsvoorwaarden*

Art. VII.19. - Om te worden erkend moet de in artikel VII.16 bedoelde instelling aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen:

- 1° rechtspersoonlijkheid hebben en een doel zonder winstoogmerk nastreven;
- 2° een project voorleggen voor de uitvoering van de opdracht waarvoor zij om erkenning verzoekt, dat in overeenstemming is met de algemene beginselen en doelstellingen bedoeld in de artikelen II.2, II.3 en VII.3;
- 3° beschikken over lokalen die voldoen aan de geldende gezondheids- en veiligheidsnormen, toegankelijk en geschikt zijn voor de uitoefening van opdrachten, en de neutraliteit van de partner, de vertrouwelijkheid van de gesprekken en het respect voor het privé leven van de rechtzoekenden waarborgen;
- 4° zijn burgerlijke aansprakelijkheid en die van zijn personeel en gebouwen dekken;
- 5° de werktijden aanpassen aan de doelstellingen van de opdracht;
- 6° ervoor zorgen dat de prestatie gratis is voor de rechtzoekende, behalve wanneer een symbolische vergoeding wordt betaald in het kader van de verleende psychologische bijstand;
- 7° persoonsgegevens beheren in overeenstemming met de wetgeving inzake de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens;
- 8° over een goed financieel beheer beschikken;
- 9° over personeelsleden beschikken of, indien nodig, een beroep te doen op externe professionals wier basiskwalificaties of beroepservaring verband houden met de opdracht, overeenkomstig de voorwaarden bepaald door de Regering;
- 10° een permanente opleiding voorstellen die aangepast wordt aan de uitvoering van de opdracht.

Art. VII.20. - §1. In het kader van de toepassing van artikel VII.19, voor het beheer van erkenningsaanvragen, zijn de categorieën van persoonsgegevens verwerkt per categorie van betrokken personen de volgende:

1° de contactperso(o)n(en) voor de erkenning:

- a) identificatie en contactgegevens ;
- b) beroeps- en werkgelegenheidsgegevens ;

2° het lid of de leden van het beheer- of bestuursorgaan:

- a) identificatiegegevens;
- b) beroeps- en werkgelegenheidsgegevens ;

3° het personeelslid of de personeelsleden:

- a) identificatiegegevens;
- b) financiële gegevens ;
- c) gegevens betreffende de studies en de opleiding;
- d) beroeps- en werkgelegenheidsgegevens.

§2. De regering specificeert de lijst van persoonsgegevens opgenomen in de categorieën bedoeld in paragraaf 1 en de bewaartermijnen voor die gegevens.

Art. VII.21. - De Regering bepaalt de erkenningsprocedure.

HOOFDSTUK 3. — *Verplichtingen in verband met de erkenning van toepassing op alle partners*

Art. VII.22. - De partner zorgt ervoor dat informatie over het bestaan van en de voorwaarden voor toegang tot de opdracht waarvoor hij is erkend, wordt verspreid onder de betrokken rechtzoekenden.

Deze verspreiding gebeurt ten minste in de lokalen waar de opdracht wordt uitgevoerd.

Art. VII.23. - Op verzoek van de administratie verstrekt de partner haar alle inlichtingen met betrekking tot de uitvoering van de opdracht, volgens de door de Regering vastgestelde nadere regels.

Art. VII.24. - §1. In het kader van de toepassing van artikel VII.23, met het oog op het toezicht op de uitvoering van opdrachten door partners, worden de categorieën persoonsgegevens die zouden kunnen worden verwerkt per categorie van betrokken personen hierna omschreven :

1° de verantwoordelijke(n):

a)identificatie- en contactgegevens ;

2° rechtzoekenden :

a)identificatiegegevens ;

b)gegevens met betrekking tot persoonlijke kenmerken;

c)gegevens over de samenstelling van het huishouden;

d)gegevens met betrekking tot overtredingen, vervolgingen en veroordelingen.

§2. De gegevenscategorie bedoeld in § 1, 2°, a), omvat de gegevens gender. Deze gegevens worden verwerkt door de verantwoordelijke van de verwerking voor statistische doeleinden.

§3. De regering specificeert de lijst van persoonsgegevens opgenomen in de categorieën bedoeld in paragraaf 1 en de bewaartermijnen voor die gegevens.

Art. VII.25. - Elk jaar stelt de partner, volgens de door de Regering vastgestelde nadere regels, een verslag op over de activiteiten die hij in het kader van zijn erkenning heeft uitgevoerd en zendt dit toe aan de administratie.

Art. VII.26. - §1. De categorieën van persoonsgegevens die worden verwerkt door het activiteitenverslag zoals bedoeld in artikel VII.25 zijn, per categorie van betrokken personen, als volgt:

1° het personeelslid of de personeelsleden van de partner:

a)identificatiegegevens ;

b)financiële gegevens ;

c)gegevens betreffende de studies en de opleiding;

d)beroeps- en werkgelegenheidsgegevens ;

2° rechtzoekenden :

a)de categorieën van gegevens bedoeld in artikel VII.24;

b)de categorieën van gegevens bedoeld in artikel VII.47.

De gegevens bedoeld in 2° worden geanonimiseerd.

§2. De regering specificeert de lijst van persoonsgegevens opgenomen in de categorieën bedoeld in paragraaf 1 en de bewaartermijnen voor die gegevens.

Art. VII.27. - Op verzoek van of in coördinatie met de administratie helpt de partner bij de bewustmakingsacties van magistraten, politiediensten en tussenpersonen die nodig zijn om de opdracht uit te voeren.

Art. VII.28. - In voorkomend geval neemt de partner, van wie ten minste één vertegenwoordiger wordt aangewezen, actief deel aan de werkzaamheden van de overlegorganen ingesteld overeenkomstig titel 7.

HOOFDSTUK 4. — *Evaluatie*

Art. VII.29. - De administratie beoordeelt voortdurend of de partner voldoet aan de erkenningsvoorwaarden voorzien in artikel VII.19.

Hiertoe zal de partner, in overeenstemming met de ethische code inzake zijn activiteit, alle documenten bezorgen die nuttig zijn voor deze beoordeling en zal hij de ambtenaren van de administratie toegang verlenen tot zijn gebouwen, mits voorafgaande kennisgeving.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de evaluatie bedoeld in het eerste lid.

Art. VII.30. - Artikel VII.20 is van toepassing op dit hoofdstuk.

HOOFDSTUK 5. — *Wijziging van erkenning*

Art. VII.31. - Met instemming van de partner kan de Regering het grondgebied en de opdrachten waarop de erkenning betrekking heeft, uitbreiden of beperken.

De regering beslist over de procedure voor het wijzigen van erkenning.

Art. VII.32. - Artikel VII.20 is van toepassing op dit hoofdstuk.

HOOFDSTUK 6. — *Intrekking van de erkenning*

Art. VII.33. - § 1. Indien uit de door de administratie uitgevoerde evaluatie blijkt dat de partner de algemene beginselen bedoeld in artikel II.2, de bepalingen van Boek VII niet naleeft of dat er ernstige tekortkomingen zijn in zijn financieel beheer, maant de Regering de partner formeel aan de nodige maatregelen te nemen om de situatie te verhelpen.

Binnen twee maanden na de ingebrekestelling legt de partner een nalevingsplan voor ter goedkeuring aan de regering om de situatie te verhelpen.

Als de regering het door de partner voorgestelde plan weigert, nodigt ze de partner uit om binnen een maand een nieuw plan in te dienen.

In het geval van een tweede weigering of als de partner er niet in slaagt om binnen de deadline een nalevingsplan in te dienen, zal de regering een nalevingsplan opleggen.

§2. Uiterlijk zes maanden na de goedkeuring of oplegging van het plan bedoeld in paragraaf 1, evalueert de administratie de behaalde resultaten. Afhankelijk van de resultaten van deze evaluatie kan de Regering ofwel de erkenning behouden, ofwel de erkenning geheel of gedeeltelijk intrekken of een laatste termijn van ten hoogste zes maanden toestaan om te voldoen aan de bepalingen van Boek VII en aan de algemene beginselen bedoeld in artikel II.2. Indien na afloop van deze laatste termijn tekortkomingen blijven bestaan, trekt de Regering de erkenning geheel of gedeeltelijk in.

§3. De intrekking van de erkenning gebeurt op een manier die de werkgever in staat stelt om te voldoen aan zijn verplichtingen volgens de arbeidswetgeving.

Daartoe voegt de partner bij zijn nalevingsplan de informatie die nodig is om aan de in de verplichtingen bedoeld in het eerste lid te voldoen.

Desondanks neemt de partner voorzorgsmaatregelen om het hoofd te kunnen bieden aan de intrekking van de erkenning.

Art. VII.34. - Artikel VII.20 is van toepassing op dit hoofdstuk.

HOOFDSTUK 7. — *Verlenging van erkenning*

Art. VII.35. - 1. Uiterlijk een jaar voor het verstrijken van de erkenning kan de partner een aanvraag tot verlenging indienen.

De regering beslist over de procedure voor het vernieuwen van de erkenning.

§2. Om verlenging van zijn erkenning te verkrijgen, moet de partner voldoen aan de voorwaarden van artikel VII.19.

De regering kan echter de erkenning verlengen van een partner die niet aan alle voorwaarden van artikel VII.19 voldoet, op voorwaarde dat de partner binnen zes maanden na de verlenging van zijn erkenning aan deze voorwaarden kan voldoen.

Daartoe voegt de partner bij zijn verlengingsaanvraag een nalevingsplan om de situatie binnen de termijn bedoeld in het tweede lid te verhelpen.

§3. De niet-verlenging van de erkenning wordt zodanig uitgevoerd dat de werkgever aan zijn verplichtingen kan voldoen overeenkomstig de arbeidswetgeving.

Daartoe voegt de partner bij zijn aanvraag tot verlenging de informatie die nodig is om aan de verplichtingen bedoeld in het eerste lid te voldoen.

Desondanks neemt de partner voorzorgsmaatregelen om het hoofd te kunnen bieden aan het niet-verlengen van de erkenning.

Art. VII.36. - Artikel VII.20 is van toepassing op dit hoofdstuk.

HOOFDSTUK 8. — *Controle van erkenning*

Art. VII.37. - §1. In het kader van de toepassing van de artikelen VII.33 en VII.35 worden, om de naleving van de verplichtingen bedoeld in artikel VII.33, §3 en artikel VII.35, §3 te beoordelen, zijn de persoonsgegevens verwerkt per categorie van betrokken personen de volgende:

1° de contactperso(o)n(en) voor erkenning:

a)identificatie- en contactgegevens ;

b)beroeps- en werkgelegenheidsgegevens ;

2° het personeelslid of de personeelsleden van de partner:

a)identificatiegegevens ;

b)financiële gegevens ;

c)gegevens betreffende de studies en de opleiding;

d)beroeps- en werkgelegenheidsgegevens.

§2. De regering specificeert de lijst van persoonsgegevens opgenomen in de categorieën bedoeld in paragraaf 1 en de bewaartermijnen voor die gegevens.

TITEL 6. — *Subsidiëring*

Art. VII.38. - De Regering kan aan de partners subsidies toekennen, berekend overeenkomstig deze titel, om de uitvoering van de opdrachten en verplichtingen verbonden aan hun erkenning te ondersteunen.

In afwijking van het eerste lid kunnen prestaties die in aanmerking komen voor subsidies toegekend door de federale overheid krachtens artikel 69 van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen en artikel 5, § 2, van de wet van 6 december 2005 betreffende de opmaak en financiering van actieplannen inzake verkeersveiligheid, niet gesubsidieerd worden in het kader van deze titel.

Art. VII.39. - §1. In het kader van de toepassing van artikel VII.38 worden voor het verwerken van subsidieaanvragen van partners de volgende categorieën van persoonsgegevens verwerkt voor de persoon die bevoegd is de partner te vertegenwoordigen, hierna vermeld:

1° identificatie- en contactgegevens;

2° gegevens met betrekking tot het beroep en de tewerkstelling.

§2 De regering specificeert de lijst van persoonsgegevens opgenomen in de categorieën bedoeld in paragraaf 1 en de bewaartermijnen voor die gegevens.

Art. VII.40. - De Regering bepaalt voor elk type prestatie de eenheidssubsidie toegekend per opvang.

De regering beslist welke kosten in aanmerking worden genomen voor elke prestatie.

De subsidie dekt de personeels-, werkings- en investeringskosten in verband met de uitvoering van de opdracht omschreven in hoofdstuk 4 en de naleving van de verplichtingen bedoeld in titel 5, hoofdstuk 3.

Art. VII.41. - § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten worden de subsidies per gerechtelijk arrondissement toegekend op basis van een driejaarlijkse analyse van de aangeboden diensten en de behoeften van de rechtzoekenden, die door de administratie wordt uitgevoerd overeenkomstig de door de Regering vastgestelde nadere regels.

§2. In afwijking van paragraaf 1, voor de subsidies toegekend tot 31 december 2026, worden de subsidies toegewezen per gerechtelijk arrondissement, rekening houdend met de door de partner ingediende activiteitenverslagen en met alle informatie waarover de administratie beschikt wat betreft de aangeboden diensten en de behoeften van de rechtzoekenden in het betrokken gerechtelijk arrondissement.

Art. VII.42. - § 1. Tijdens elke erkenningsperiode van zes jaar worden aan de partners subsidies toegekend voor twee opeenvolgende subsidieperiodes van drie jaar op basis van een referentiecycclus van drie jaar.

§2. De regering bepaalt een jaarlijks aantal tenlastenemingen, geldig voor een subsidieperiode van drie jaar. Dit aantal kan elk jaar in overleg met de partner worden herzien.

Het driejarendoel wordt verkregen door de jaarlijkse doelstellingen bij elkaar op te tellen.

§3. Voor partners die een subsidieaanvraag indienen tijdens een periode van drie jaar, stelt de regering een jaarlijks aantal tenlastenemingen vast, geldig voor één of twee jaar, afhankelijk van het einde van de huidige subsidieperiode van drie jaar.

In het geval van tweejarige subsidies kan het jaarlijkse aantal tenlastenemingen het volgende jaar in overleg met de partner worden herzien.

De tweejaardoelstelling wordt verkregen door de jaarlijkse doelstellingen bij elkaar op te tellen.

§4. De Regering bepaalt de criteria op basis waarvan het jaarlijkse aantal tenlastenemingen wordt vastgesteld.

Art. VII.43. - Het jaarlijkse bedrag van de subsidie die voor elk type prestatie aan de partner wordt toegekend, wordt berekend door het in artikel VII, lid 40, bedoelde eenheidsbedrag te vermenigvuldigen met het overeenkomstig artikel VII, lid 42, vastgestelde aantal tenlastenemingen.

Art. VII.44. - De jaarlijkse subsidie wordt in twee schijven betaald:

1° een eerste schijf, die negentig procent van de subsidie vertegenwoordigt, wordt betaald tijdens het eerste kwartaal van het jaar ;

2° het saldo wordt het volgende jaar betaald, binnen drie maanden na ontvangst van de bewijsstukken bedoeld in artikel VII.45, §2.

Art. VII.45. - § 1. Elke maand stuurt de partner de administratie de informatie die nodig is om de gemaakte kosten te registreren.

De regering stelt een lijst op van de informatie bedoeld in het eerste lid alsook de wijze waarop deze worden verstrekt.

§2 De partner stuurt de administratie uiterlijk op 31 maart het volgende:

1° het activiteitenverslag bedoeld in artikel VII.25, dat betrekking heeft op het jaar daarvoor;

2° de balans van het jaar daarvoor;

3° de tabel van de verdeling van de lasten per opdracht.

In afwijking van het eerste lid zijn partners die zijn georganiseerd in de vorm van een gemeentelijke of provinciale dienst vrijgesteld van het toezenden van een balans aan de administratie.

§3. De partner is vrijgesteld van het systematisch toezenden aan de administratie van de documenten die zijn uitgaven bewijzen in verband met de uitvoering van de opdracht waarvoor hij erkend is.

De partner bewaart de documenten bedoeld in het eerste lid echter gedurende tien jaar en verstrekt ze op verzoek aan de administratie.

Art. VII.46. - De administratie houdt voortdurend toezicht op veranderingen in het aantal tenlastenemingen.

De regering bepaalt de nadere regels voor deze controle en de voorwaarden waaronder de administratie de partner kan vragen een actieplan aan te nemen om de geïdentificeerde moeilijkheden te verhelpen.

Art. VII.47. - § 1. In het kader van de toepassing van de artikelen VII.45 en VII.46, met het oog op het toezicht op het gebruik van de subsidie, worden de categorieën van persoonsgegevens die zouden kunnen verwerkt per categorie van betrokken personen hierna vermeld:

1° de verantwoordelijke(n):

a)identificatie- en contactgegevens ;

2° rechtzoekenden :

a)identificatiegegevens;

b)gegevens met betrekking tot persoonlijke kenmerken;

c)gegevens over de samenstelling van het huishouden;

d)gegevens met betrekking tot overtredingen, vervolgingen en veroordelingen.

§2. De gegevenscategorie bedoeld in § 1, 2°, a), omvat gendergegevens. Deze gegevens worden verwerkt door de verantwoordelijke van de verantwoordelijke voor statistische doeleinden.

§3. De regering specificeert de lijst van persoonsgegevens opgenomen in de categorieën bedoeld in paragraaf 1 en de bewaartermijnen voor die gegevens.

Art. VII.48. - Op het einde van de lopende periode van drie jaar bepaalt de Regering, na de opmerkingen van de partner te hebben ontvangen, de nieuwe doelstellingen van de partner voor de volgende periode van drie jaar.

Art. VII.49. - De Regering bepaalt de nadere regels voor de eventuele terugbetaling van betaalde subsidies, met inachtneming van de beginselen bepaald in artikel 61, 5°, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

In dit verband kan zij minimumdoelen vaststellen die moeten worden bereikt om het voordeel van de betaalde subsidies te behouden.

TITEL 7. — Overleg en coördinatie

HOOFDSTUK 1. — Gemeenschapscommissie voor partnerschappenpenpen

Art. VII.50. - §1. Er wordt een Gemeenschapscommissie voor partnerschappenpenpen ingesteld, die tot opdracht heeft aan de Regering advies uit te brengen over elk voorontwerp van decreet en over elk ontwerp van reglementair besluit betreffende de aangelegenheden geregeld door Boek VII.

De Commissie brengt binnen twee maanden advies uit.

Ten minste de helft van deze periode valt buiten de schoolvakanties.

Indien het advies niet binnen de termijn bedoeld in het tweede lid wordt uitgebracht, wordt deze formaliteit buiten beschouwing gelaten.

§2. De Commissie kan ook op eigen initiatief of op verzoek van de regering advies uitbrengen over:

1° algemene beleidskwesties met betrekking tot de toepassing van boek VII;

2° de bewustmakingsacties bedoeld in artikel VII.27.

De regering vermeldt in haar verzoek de termijn waarbinnen zij het advies bedoeld in het eerste lid wenst te ontvangen.

Art. VII.51. - De Gemeenschapscommissie voor partnerschappenpenpen bestaat uit de volgende stemgerechtigde leden:

1° twee vertegenwoordigers van de administratie, van wie er één het voorzitterschap waarneemt;

2° twee vertegenwoordigers van de erkende partners voor elk type opdracht, aangewezen op voorstel van de erkende partners volgens de door de Regering vastgelegde nadere regels;

3° één vertegenwoordiger van elke representatieve vakbondsorganisatie, aangewezen op haar voorstel.

Voor de toepassing van dit artikel wordt een vakbondsorganisatie geacht representatief te zijn indien zij:

- 1° haar activiteit op nationaal vlak uitoefent;
- 2° de belangen van alle personeelscategorieën van de krachtens boek VII erkende partners verdedigt;
- 3° aangesloten is bij een interprofessionele werknemersorganisatie vertegenwoordigd in de Nationale Arbeidsraad of deel uitmaakt van een dergelijke organisatie.

Een vertegenwoordiger van de minister die bevoegd is voor Justitiehuzen zetelt ook in het comité met raadgevende stem.

De regering benoemt de leden van de Gemeenschapscommissie voor partnerschappen voor een periode van zes jaar.

Voor elk stemgerechtigd lid benoemt de Regering een plaatsvervangend lid volgens dezelfde procedure als voor werkende leden.

Art. VII.52. - De Gemeenschapscommissie voor partnerschappen moet een huishoudelijk reglement opstellen dat, samen met eventuele wijzigingen, ter goedkeuring aan de Regering wordt voorgelegd.

Art. VII.53. - De administratie neemt het secretariaat van de Gemeenschapscommissie voor partnerschappen waar.

De secretaris neemt niet deel aan de beraadslagingen.

Art. VII.54. - § 1. Met het oog op het administratieve beheer van de Gemeenschapscommissie voor partnerschappen bedoeld in artikel VII.51, zijn de categorieën persoonsgegevens die worden verwerkt met betrekking tot de krachtens artikel VII.51 aangewezen personen, identificatie- en contactgegevens.

§2. De regering specificeert de lijst van persoonsgegevens opgenomen in categorieën bedoeld in paragraaf 1 en de bewaartermijnen voor die gegevens.

HOOFDSTUK 2. — *Commissies van het arrondissement voor partnerschappen*

Art. VII.55. - Binnen elk gerechtelijk arrondissement wordt een Commissies van het arrondissement voor partnerschappen ingesteld die belast is met:

- 1° het verzamelen, op verzoek van de administratie, van informatie met betrekking tot de uitvoering en de opvolging van de opdrachten voorzien in boek VII;
- 2° het uitbrengen van adviezen aan de administratie over de geschiktheid van de diensten die worden verstrekt in het kader van Boek VII en de behoeften van rechtzoekenden.

Art. VII.56. - Elke Commissies van het arrondissement voor partnerschappen is samengesteld uit de volgende stemgerechtigde leden:

- 1° een vertegenwoordiger van de administratie, die het voorzitterschap waarneemt;
- 2° de voorzitter en een vertegenwoordiger van elke thematische commissie;
- 3° een vertegenwoordiger van het Justitiehuis van het betrokken gerechtelijk arrondissement.

De regering benoemt de leden van de Commissies van het arrondissement voor partnerschappen voor een periode van zes jaar.

Voor elk stemgerechtigd lid benoemt de Regering een plaatsvervangend lid volgens dezelfde procedure als voor werkende leden.

Art. VII.57. - Na advies van de Gemeenschapscommissie voor partnerschappen stelt de Regering het huishoudelijk reglement op van de Commissies van het arrondissement voor partnerschap.

Art. VII.58. - De administratie neemt het secretariaat van de Commissies van het arrondissement voor partnerschappen waar.

De secretaris neemt niet deel aan de beraadslagingen.

Art. VII.59. - §1. Met het oog op het administratieve beheer van de in artikel VII.55 bedoelde commissies zijn de categorieën persoonsgegevens die worden verwerkt betreffende de krachtens artikel VII.56 aangewezen personen, identificatie- en contactgegevens.

§2. De regering specificeert de lijst van persoonsgegevens opgenomen in de categorieën bedoeld in paragraaf 1 en de bewaartermijnen voor die gegevens.

HOOFDSTUK 3. — *Thematische partnerschapscommissies*

Art. VII.60. - §1. Binnen elk gerechtelijk arrondissement worden de volgende drie thematische partnerschapscommissies ingesteld:

- 1° een Commissie georganiseerd rond thema's waarin de dader centraal staat;
- 2° een Commissie georganiseerd rond thema's waarin het slachtoffer centraal staat;
- 3° een Commissie georganiseerd rond thema's gericht op rechtzoekenden die niet onder 1° en 2° vallen.

§2 Elke thematische commissie is belast met:

1° het verzamelen, op verzoek van de commissie van het arrondissement, van informatie over de uitvoering en de opvolging van de opdrachten die haar krachtens het eerste lid zijn toegewezen;

2° het uitbrengen van adviezen aan de Commissie van het arrondissement over de overeenstemming tussen de diensten die worden verleend krachtens boek VII en de behoeften in het kader van de thematiek die haar is toegewezen in het eerste lid.

Art. VII.61. - Elke Thematische Commissie is samengesteld uit één vertegenwoordiger voor elk type opdracht, aangesteld op voordracht van de erkende partners van het betrokken gerechtelijk arrondissement volgens de door de Regering vastgelegde nadere regels.

De regering benoemt de leden van de thematische commissies voor partnerschappen voor een periode van zes jaar.

Voor elk stemgerechtigd lid benoemt de Regering een plaatsvervangend lid volgens dezelfde procedure als voor werkende leden.

De Thematische Commissie kiest een voorzitter uit haar leden.

Art. VII.62. - § 1. Met het oog op het administratieve beheer van de in artikel VII.60 bedoelde commissies zijn de categorieën persoonsgegevens die worden verwerkt wat betreft de personen aangesteld overeenkomstig artikel VII.61, de identificatie- en contactgegevens.

§2. De regering specificeert de lijst van persoonsgegevens opgenomen in de categorieën bedoeld in paragraaf 1 en de bewaartermijnen voor die gegevens.

Deel 8 - Activiteitenverslag

Art. VII. 63. - De Regering legt het Parlement om de drie jaar, na de evaluatie bedoeld in artikel X.1, §1, een activiteitenverslag voor over de uitvoering van Boek VII.

Boek VIII. — Begeleiding van slachtoffers van collectieve noodsituaties

TITEL 1. — Specifieke definities voor boek VIII

Artikel VIII.1. - De volgende definities zijn van toepassing op Boek VIII:

- 1° Specifieke begeleiding: individuele opvolging voorgesteld aan slachtoffers van een collectieve noodsituatie;
- 2° sociale context van het slachtoffer: alle personen die een bijzondere band hebben met het slachtoffer en die bijgevolg in contact worden gebracht met de diensten van de regering, de partners en de persoon bedoeld in artikel VIII.4, §1;
- 3° partners: partners gedefinieerd in artikel I.1, 14° die enkel de opdrachten van sociale en psychologische bijstand bedoeld in de artikelen VII.6 tot VII.9 uitvoeren;
- 4° referentiepersoon: een tussenkomende persoon van een dienst van de regering of een partner bedoeld in artikel VIII.3 die specifieke steun verleent aan slachtoffers van een collectieve noodsituatie;
- 5° opvolgingsplan: psychosociaal opvolgingsplan, d.w.z het interventieplan dat de opvang van slachtoffers van een collectieve noodsituatie organiseert;
- 6° opvang van slachtoffers: alle structurele acties en specifieke begeleiding voor slachtoffers van een collectieve noodsituatie;
- 7° diensten van de regering : diensten bedoeld in artikel IV.2, die uitsluitend de activiteit bedoeld in artikel IV.3 uitoefenen, §1, 4°;
- 8° derde dienst betrokken bij de collectieve noodsituatie: elke dienst die kan tussenkomen naar aanleiding van een collectieve noodsituatie, andere dan de diensten van de regering en de partners bedoeld in artikel VIII.3;
- 9° collectieve noodsituatie: een gebeurtenis die mensen schade berokkent of kan berokkenen en die aanleiding geeft tot het instellen van een strafrechtelijk onderzoek. Door de omvang of de impact vereist deze gebeurtenis de uitvoering van specifieke maatregelen en de coördinatie van de opvang van slachtoffers;
- 10° slachtoffer : het slachtoffer bedoeld in artikel I.1 , 25°, a) en b), dat rechtstreeks schade heeft geleden door een collectieve noodsituatie.

TITEL 2. — Bescherming van persoonsgegevens

Art. VIII.2 - §1. De diensten van de regering, de partners en de persoon bedoeld in artikel VIII.4, §1 voeren de verwerking uit met betrekking tot het beheer van een collectieve noodsituatie.

§2. De doeleinden van de verwerking bedoeld in § 1 zijn de volgende:

- 1° de voorwaarden van de collectieve noodsituatie nagaan;
- 2° slachtoffers identificeren en voor echt verklaren zodat ze verzorgd kunnen worden;
- 3° het opvolgingsplan bedoeld in artikel VIII.5 activeren;
- 4° een referentiepersoon aanwijzen overeenkomstig artikel VIII.8;
- 5° het slachtoffer bijstaan in de stappen die ondernomen moeten worden.

TITEL 3. — De referentiepersoon en coördinatie van psychosociale opvolging

HOOFDSTUK 1. — De referentiepersoon

Art. VIII.3. - § 1. Binnen de diensten van de Regering of de partners wordt een referentiepersoon aangesteld volgens de procedure beschreven in artikel VIII.8.

§2. De rol van de referentiepersoon bestaat erin het centrale contactpunt te zijn voor de opvolging van slachtoffers. Ze bieden slachtoffers van collectieve noodsituaties specifieke begeleiding.

§3. De diensten en partners bedoeld in paragraaf 1 zorgen voor de permanente opleiding van de tussenkomende personen die de rol van referentiepersoon op zich kunnen nemen.

HOOFDSTUK 2. — Coördinatie van psychosociale opvolging

Art. VIII.4. - §1. De Regering wijst binnen de administratie een persoon aan die belast is met de coördinatie van de psychosociale opvolging, het opstellen van het opvolgingsplan en de identificatie van de samenwerking die tot stand moet worden gebracht met het oog op de opvang voor de slachtoffers.

De regering stelt de nadere regels vast voor de goedkeuring van het opvolgingsplan bedoeld in het eerste lid.

§2. De Regering kan een overleg- en adviesinstantie oprichten waarin de verschillende actoren die betrokken zijn bij de opvang voor slachtoffers worden samengebracht met het oog op de uitvoering van het psychosociale opvolgingsplan.

De Regering bepaalt, indien nodig, de samenstelling van deze instantie, evenals het huishoudelijk reglement en de vertrouwelijkheidsregels waaraan de leden zich moeten houden.

De categorieën persoonsgegevens die worden verwerkt over de leden van de instantie bedoeld in het eerste lid zijn de volgende:

- a) identificatie- en contactgegevens ;
- b) beroeps- en werkgelegenheidsgegevens.

§3. De regering specificeert de lijst van persoonsgegevens opgenomen in de categorieën bedoeld in paragraaf 2, derde lid, en de bewaartermijnen voor die gegevens.

TITEL 4. — Psychosociaal opvolgingsplan

Art. VIII.5. - Het opvolgingsplan heeft de volgende doelstellingen:

- 1° zorgen voor de opvang van geïdentificeerde slachtoffers;
- 2° de opvang bedoeld in 1° aanpassen aan de individuele en collectieve behoeften van de slachtoffers;
- 3° de acties van de diensten die betrokken zijn bij de opvang voor slachtoffers coördineren.

TITEL 5. — *Procedure in geval van een collectieve noodsituatie*HOOFDSTUK 1. — *Het activeren van het opvolgingsplan*

Art. VIII.6. - §1. Wanneer een gebeurtenis zich voordoet die een collectieve noodsituatie kan vormen, stelt de persoon bedoeld in artikel VIII.4, §1 vast of de opvang voor de slachtoffers een collectieve noodsituatie is en, zo ja, start hij een proces van analyse van de situatie dat tot doel heeft:

- 1° de reikwijdte van de dienstinterventies afstemmen;
- 2° de diensten identificeren die betrokken zijn bij de interventie;
- 3° beoordelen of het nodig is om de opvang voor slachtoffers te coördineren;
- 4° het bepalen van de informatie die aan de diensten moet worden meegedeeld en de nuttige informatie die bij hen moet worden verzameld.

§2. Zodra de in § 1 bedoelde analyse is voltooid, beoordeelt de persoon bedoeld in artikel VIII, § 4, § 1 of het aangewezen is het opvolgingsplan te activeren en legt hij zijn advies voor aan de Regering.

De regering beslist om het opvolgingsplan te activeren.

HOOFDSTUK 2. — *Uitvoering van het psychosociale opvolgingsplan*

Art. VIII.7. - De in artikel VIII.4, §1 bedoelde persoon is verantwoordelijk voor de uitvoering van het opvolgingsplan, rekening houdend met de specifieke aard van de collectieve noodsituatie.

In deze context kan ze structurele informatie verstrekken aan geïdentificeerde slachtoffers en samenwerken met diensten van de regering, partners en derde diensten die betrokken zijn bij de collectieve noodsituatie.

Art. VIII.8. - § 1. De diensten van de regering en de partners bedoeld in artikel VIII.3 kunnen worden benaderd door het slachtoffer zelf, door de persoon bedoeld in artikel VIII.4, §1 of door een derde dienst betrokken bij de collectieve noodsituatie.

§2. Met de toepassing van § 1 ontvangt de dienst van de regering of de partner waarmee het eerst contact wordt opgenomen, de gegevens van het slachtoffer, beoordeelt hij of zij zijn of haar behoeften en neemt hij of zij een beslissing over :

- 1° de aanwijzing van een referentiepersoon onder zijn leden indien de situatie van het slachtoffer dit vereist;
- 2° de doorverwijzing van het slachtoffer naar een andere dienst van de regering of partner voor de aanstelling van een referentiepersoon in overeenstemming met de behoeften van het slachtoffer.

§3. Afhankelijk van hoe de behoeften van het slachtoffer evolueren, kan de referentiepersoon deze rol afstaan en ervoor zorgen dat een nieuwe referentiepersoon wordt aangesteld om de continuïteit van de specifieke begeleiding te verzekeren.

Art. VIII.9. - §1. Wanneer het opvolgingsplan wordt uitgevoerd, zal de referentiepersoon specifieke begeleiding voor het slachtoffer organiseren.

In dit kader voert ze de volgende opdrachten uit:

- 1° het slachtoffer informeren over alle stappen die moeten worden ondernomen en over de verschillende soorten bijstand die beschikbaar zijn;
- 2° de behoeften en middelen van het slachtoffer evalueren tijdens de hele opvang;
- 3° proactieve ondersteuning van het slachtoffer;
- 4° begeleide oriëntatie van het slachtoffer.

§2 De moeilijkheden die worden ondervonden in het kader van de in § 1 bedoelde opdrachten en de structurele informatie die relevant wordt geacht, worden meegedeeld aan de in artikel VIII, § 4, § 1 bedoelde persoon.

Art. VIII.10. - § 1. Overeenkomstig artikel VIII.7 zou de persoon bedoeld in artikel VIII.4, §1 de volgende categorieën van persoonsgegevens per categorie van betrokken personen kunnen verwerken:

1° het slachtoffer:

- a) identificatie- en contactgegevens;
- b) gegevens met betrekking tot persoonlijke kenmerken;
- c) gegevens over de samenstelling van het huishouden;
- d) beroeps- en werkgelegenheidsgegevens ;
- e) gezondheidsgegevens ;

2° personen die deel uitmaken van de sociale context van het slachtoffer:

- a) identificatie- en contactgegevens ;

3° derde diensten die betrokken zijn bij de collectieve noodsituatie:

- a) identificatie- en contactgegevens ;
- b) beroeps- en werkgelegenheidsgegevens.

De gegevens bedoeld in het eerste lid zouden kunnen worden doorgegeven aan de diensten van de regering en aan de partners bedoeld in artikel VIII.3, alsook aan derde diensten die betrokken zijn bij de collectieve noodsituatie. De persoonsgegevens bedoeld in het eerste lid, 1°, e), kunnen alleen worden doorgegeven indien de betrokken persoon heeft ingestemd met de verwerking van deze gegevens in de zin van artikel 9, lid 2, onder a), van de AVG.

De Regering stelt de nadere regels van de overdracht bedoeld in het tweede lid.

§2. In het kader van de toepassing van de artikelen VIII.8 en VIII.9 zouden de diensten van de regering en de partners de volgende categorieën persoonsgegevens per categorie betrokkenen kunnen verwerken:

1° het slachtoffer :

- a) identificatie- en contactgegevens ;
- b) financiële gegevens ;
- c) gegevens met betrekking tot persoonlijke kenmerken ;
- d) gegevens over de samenstelling van het huishouden ;
- e) beroeps- en werkgelegenheidsgegevens ;
- f) gezondheidsgegevens ;

2° de sociale context van het slachtoffer :

- a) identificatie- en contactgegevens ;

b)beroeps- en werkgelegenheidsgegevens ;

3° derde diensten die betrokken zijn bij de collectieve noodsituatie:

a)identificatie- en contactgegevens ;

b)beroeps- en werkgelegenheidsgegevens.

De persoonsgegevens bedoeld in het eerste lid, 1°, c), mogen enkel worden verwerkt met de uitdrukkelijke toestemming van het slachtoffer en mogen in geen geval tegen het slachtoffer worden gebruikt in het kader van een procedure die het nemen van een beslissing onder dwang jegens hem of haar behelst.

§3 De gegevenscategoriën bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, , 1°, a) en c), en 2, 1°, a) en d), omvatten het rijksregisternummer en de bijbehorende persoonsgegevens. Deze gegevens worden door elke verantwoordelijke voor de verwerking verwerkt voor de doeleinden bedoeld in artikel VIII, §2, 2° en 5°.

De gegevenscategorie bedoeld in §§ 1, 1°, a), en 2, 1°, a), omvat gendergegevens. Deze gegevens worden door de voor de verwerking verantwoordelijke verwerkt voor statistische doeleinden.

§4. De diensten van de regering en de partners bedoeld in artikel VIII, 8, hebben toegang tot categoriën gegevens met betrekking tot strafbare feiten, vervolgingen en veroordelingen.

De toegang bedoeld in het eerste lid door de diensten van de regering is gebaseerd op artikel 3bis van de Inleidende titel van het Wetboek van Strafvordering.

De partners kunnen de persoonsgegevens bedoeld in het eerste lid alleen verwerken als ze rechtstreeks bij het slachtoffer en met diens toestemming zijn verzameld.

§5. De gegevens bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, 1°, zouden kunnen worden meegedeeld aan derde diensten die betrokken zijn bij de collectieve noodsituatie.

§6. De gegevens bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, zouden kunnen worden uitgewisseld en doorgegeven tussen de diensten van de regering, de partners en de in artikel VIII.4, §1, bedoelde persoon, met name in het kader van de in artikel III.5 bedoelde samenwerking.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de overdracht bedoeld in het eerste lid.

§7. De regering specificeert de lijst van persoonsgegevens opgenomen in de categoriën bedoeld in het eerste lid van de paragrafen 1 en 2, evenals de bewaartermijnen voor dergelijke gegevens.

HOOFDSTUK 3. — *Het afsluiten van het psychosociale opvolgingsplan*

Art. VIII.11. - § 1. De persoon bedoeld in artikel VIII.4, §1 stelt aan de Regering voor om het opvolgingsplan af te sluiten indien aan de volgende criteria is voldaan:

1° alle slachtoffers die dat wensen hebben een referentiepersoon;

2° er is samenwerking op het vlak van de opvang van slachtoffers tot stand gebracht;

3° de coördinatie van de opvang van slachtoffers is niet langer nodig.

De regering heeft besloten het opvolgingsplan af te sluiten.

§2. Op voorstel van de persoon bedoeld in artikel VIII.4, §1, kan de Regering besluiten het opvolgingsplan te reactiveren indien niet langer wordt voldaan aan een van de criteria bedoeld in § 1.

HOOFDSTUK 4. — *Evaluatie van het psychosociale opvolgingsplan*

Art. VIII.12. - §1. De uitvoering van het opvolgingsplan wordt geëvalueerd tijdens de hele opvang van slachtoffers voor collectieve noodsituatie en is onderhevig aan eventuele aanpassingen.

§2. Na voltooiing van het opvolgingsplan wordt een eindevaluatie van de uitvoering van het opvolgingsplan opgesteld in de vorm van een verslag.

§3. De Regering wijst binnen haar diensten de personen aan die belast zijn met de uitvoering van de opdrachten bedoeld in paragrafen 1 en 2.

De Regering bepaalt tevens hoe het in paragraaf 2 bedoelde verslag wordt opgesteld en aan wie het wordt toegezonden.

TITEL 6. — *Budgettaire en financiële bepalingen*

Art. VIII.13. - Jaarlijks wordt in de algemene uitgavenbegroting een bedrag van 330.000 euro ingeschreven ter dekking van de acties bedoeld in titel 5 in geval van een collectieve noodsituatie.

Art. VIII.14. - § 1. In geval van collectieve noodtoestand kan de regering een subsidie toekennen aan de in artikel VIII.8 bedoelde partners.

§2. De Regering bepaalt de voorwaarden voor de toekenning en motivering van de in paragraaf 1 bedoelde subsidies.

De voorwaarden bedoeld in het eerste lid hebben inzonderheid betrekking op de territoriale aard, de omvang of de impact van de collectieve noodsituatie en de specifieke behoeften van de slachtoffers.

De subsidie bedoeld in het eerste lid dient ter dekking van de uitgaven voor de opvang van slachtoffers van collectieve noodsituaties, zoals:

1° personeelskosten;

2° kosten inzake verhuur van lokalen;

3° reiskosten;

4° de kosten om specifieke communicatiemiddelen te ontwikkelen.

Art. VIII.15. - De specifieke opleiding van de tussenkomende personen bedoeld in artikel VIII.3, paragraaf 3, wordt georganiseerd voorafgaand aan een mogelijke collectieve noodsituatie.

Binnen de grenzen van de begrotingskredieten verleent de regering subsidies voor de organisatie van de opleidingsmodules bedoeld in het eerste lid.

Boek IX. — De Commissie voor advies van het gemeenschapsrecht

Artikel IX, 1. §1. - Er wordt een Commissie voor advies van het gemeenschapsrecht ingesteld.

Op verzoek van de Regering brengt de Commissie voor advies een advies uit over elk voorontwerp van decreet en over elk ontwerp van regelgevend besluit met betrekking tot aangelegenheden die door het Wetboek worden geregeld, met uitzondering van aangelegenheden die door Boek VII worden geregeld. De Commissie voor advies brengt haar advies uit binnen een termijn van twee maanden.

In het geval van een naar behoren gemotiveerd dringend geval dat het uitbrengen van een advies binnen een kortere termijn rechtvaardigt, specificeert de regering in haar verzoek de termijn waarbinnen zij het advies bedoeld in het tweede lid wenst uit te brengen.

Indien het advies niet wordt uitgebracht of indien de Commissie voor advies niet binnen de termijn bedoeld in het derde lid bijeen kan komen, wordt de formaliteit bedoeld in het tweede lid geacht te zijn vervuld.

§2. De Commissie voor advies bestaat uit de volgende leden:

- 1° de leidend ambtenaar of zijn vertegenwoordiger ;
- 2° een procureur-generaal, aangewezen door het College van procureurs-generaal of zijn vertegenwoordiger;
- 3° een zittende magistraat aangewezen door het College van hoven en rechtbanken of zijn vertegenwoordiger;
- 4° een lid van het openbaar ministerie, aangewezen door de Raad van procureurs des Konings of zijn vertegenwoordiger;
- 5° de voorzitter van de Franstalige en Duitstalige Orde van advocaten of zijn vertegenwoordiger ;
- 6° een vertegenwoordiger van de Gemeenschapscommissie voor partnerschap ;
- 7° een vertegenwoordiger van een vereniging die de mensenrechten bevordert;
- 8° vier personen met een licentiaat- of masterdiploma in de rechten, criminologie, psychologie, sociologie of filosofie, die kunnen aantonen dat ze beroepservaring hebben in verband met de onderwerpen waarop het Wetboek betrekking heeft, voorgedragen door de Academie voor Hoger Onderwijs en Onderzoek, op basis van een oproep tot kandidatuurstelling gericht aan alle instellingen van hoger onderwijs.

De leden van de Commissie voor advies bedoeld in het eerste lid, 2° tot 8°, wonen stemgerechtigd de vergaderingen bij.

De Commissie voor advies kan op eigen initiatief of op hun verzoek alle natuurlijke of rechtspersonen horen die bij de uitvoering van haar taken, en hen uitnodigen om aan haar werkzaamheden deel te nemen.

Een vertegenwoordiger van de minister verantwoordelijk voor Justitiehuisen zetelt als permanente gast.

De leden van de Commissie voor advies bedoeld in het eerste lid, 2°, 3° en 4° moeten tot de Franse taalrol behoren.

§3 De Regering benoemt de leden van de Commissie voor advies voor een termijn van zes jaar.

Voor elk stemgerechtigd lid benoemt de Regering een plaatsvervangend lid volgens dezelfde procedure als voor werkende leden.

§4. De leden van de commissie voor advies, met uitzondering van de leden bedoeld in paragraaf 2, 1°, hebben recht op vergoedingen en terugbetaling van reiskosten voor het bijwonen van vergaderingen.

Vergoedingen worden betaald op basis van de aanwezigheidslijst die aan het einde van elke vergadering wordt opgesteld.

De regering stelt het bedrag van de vergoedingen en reiskosten bedoeld in het eerste lid vast.

§5. De administratie neemt het secretariaat van de commissie voor advies waar.

§6. De Regering bepaalt de werkingsregels en de nadere regels voor de aanstelling van de leden van de commissie voor advies.

Art. IX.2, §1. - Teneinde het administratief beheer van de in artikel IX.1 bedoelde commissie voor advies te verzekeren, zijn de categorieën van persoonsgegevens die worden verwerkt met betrekking tot de in artikel IX.1, §2, bedoelde leden de volgende :

- 1° identificatie- en contactgegevens ;
- 2° financiële gegevens ;
- 3° gegevens met betrekking tot het beroep en de tewerkstelling.

§2. De regering specificeert de lijst van persoonsgegevens opgenomen in de categorieën bedoeld in paragraaf 1 en de bewaartermijnen voor die gegevens.

Boek X. — Beoordeling

Artikel X.1. - § 1. Een evaluatie van de implementatie van het Wetboek, voorgesteld in de vorm van een verslag aan de Regering en toegezonden aan het Parlement, zal worden uitgevoerd uiterlijk op 1 januari 2029.

In afwijking van het eerste lid wordt voor Boek VIII een beoordeling uitgevoerd na de indiening van het verslag bedoeld in artikel VIII.12, §2, en na de afsluiting van het opvolgingsplan dat in werking is getreden wanneer de eerste collectieve noodsituatie zich voordoet.

§2. Om de twee jaar voert de administratie, op basis van bewijsgegevens, een evaluatie uit van de doeltreffendheid van een of meer beleidslijnen inzake gemeenschapsrecht.

De regering bepaalt de inhoud en de nadere regels voor deze beoordeling.

HOOFDSTUK II. — Wijzigingsbepaling - Art. 2

In artikel 3, eerste lid, van het decreet van 8 juni 2023 houdende organisatie van de deelname van de diensten die behoren tot de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan de lokale integrale veiligheidscellen inzake radicalisme, extremisme en terrorisme, wordt 12° vervangen als volgt: "12° de partners bedoeld in het Wetboek voor gemeenschapsrecht".

HOOFDSTUK III. — Opheffingsbepaling - Art. 3

Het decreet van 13 oktober 2016 betreffende de erkenning en de subsidiëring van partners die hulp verlenen aan rechtzoekenden, het decreet van 14 juli 2021 over de plaatsingscapaciteit van de Franse Gemeenschap om te zorgen voor de uitvoering van en de controle op het elektronisch toezicht, en over het tijdschema voor rechtzoekenden die zijn veroordeeld tot een vrijheidsbenemende straf van drie jaar of minder en het decreet van 20 juli 2022 betreffende de begeleiding van slachtoffers van collectieve noodsituaties, worden opgeheven.

HOOFDSTUK IV. — Overgangsbepaling - Art. 4

Met uitzondering van artikel X.1, eerste lid, van het Wetboek, wordt uiterlijk op 1 september 2025 een eerste evaluatie van Boek V voorgesteld in de vorm van een verslag aan de regering dat bij het Parlement wordt ingediend.

HOOFDSTUK V. — *Inwerkingtreding - Art. 5*

Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2024.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 4 oktober 2023.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,
F.BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

(1) **Zitting 2023-2024**

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet, nr. 583-1. — Verslag van de commissie, nr. 583-2 — Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 583-3 — Vergaderingsamendement(en), nr. 583-4 — Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 583-5

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 4 oktober 2023.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/46241]

5 OCTOBRE 2023. — Décret relatif à l'interdiction des violences à l'égard des enfants dans les structures autorisées, agréées, subventionnées ou organisées par la Communauté française (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — *De l'interdiction des violences à l'égard des enfants*

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique aux secteurs de la Communauté française dont l'activité s'adresse à des enfants, entendus comme toute personne âgée de moins de dix-huit ans, soit :

- 1° l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire, ordinaire et spécialisé ;
- 2° l'accueil de la petite enfance, l'accueil temps libre et la santé de l'enfant ;
- 3° la jeunesse ;
- 4° l'aide à la jeunesse ;
- 5° le sport ;
- 6° la culture.

Art. 2. Au sens du présent décret, il faut entendre par " toute forme de violence physique ou psychique », l'ensemble des actes ou comportements physiques, psychiques, verbaux ou de toute autre nature qui portent atteinte à l'intégrité morale, physique, psychique et sexuelle de l'enfant, en ce compris les violences exercées avec une intention éducative telle que punir ou corriger certains comportements.

Art. 3. Tout enfant a droit à une éducation non violente. Il doit être traité dans le respect de sa personne, de son individualité et de son intégrité et ne peut être soumis à aucune forme de violence physique ou psychique.

Art. 4. Aucun enfant ne peut être soumis à toute forme de violence dans les structures autorisées, agréées, subventionnées ou organisées par la Communauté française. Les sanctions et mesures prononcées à l'encontre d'un enfant sont adaptées à la maturité et au niveau de développement de l'enfant et proportionnées à la nature et à la gravité des faits. Elles sont toujours éducatives et n'ont pas d'effet traumatisant. Les actes posés par les professionnels et les intervenants afin de protéger l'enfant d'un comportement violent d'un autre enfant ou de lui-même mobilisent une force minimale et sans intention de nuire. Les intervenants s'entendent comme l'ensemble des individus prenant part aux activités organisées en présence d'enfants sans être des professionnels.